

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

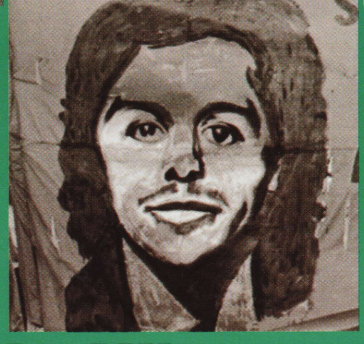
Le numéro : 8 €

Trimestriel n° 158 – 28e année – avril-juin 2009

Georges Seldes, journaliste libertaire américain

Manifestation du syndicat IWW (Industrial Workers of the World) à New-York le 11 avril 1914. Bibliothèque du Congrès, Washington, USA.

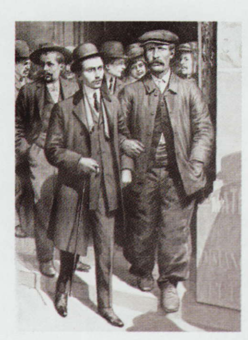
Proscrits
Des Sarthois avec Victor Hugo à Jersey



Le MIL
Mouvement de lutte des années 70



Chambure
Engagé dans les corps francs en 1815



En dernière page :
Dans L'Illustration *du 10 avril 1909, un dessin de Sabattier à la une, avec en légende :* « Les nouveaux frères. À la sortie de l'Hippodrome, le 4 avril : une vision de la nouvelle alliance syndicaliste, entre fonctionnaires et ouvriers. »

Avril 1909

Un meeting révolutionnaire consacre la fusion des fonctionnaires et des ouvriers

Les journées de mobilisation de janvier et mars 2009 ont vu le retour dans les défilés des salariés du privé victimes de la logique du profit à l'œuvre avant et pendant la crise.

Regard sur un passé centenaire en feuilletant la presse du printemps 1909. Dans *L'Illustration*, un journaliste décrit avec ironie un rassemblement syndical, le premier du genre, entre ouvriers et fonctionnaires et s'en prend vivement à ces derniers. Extraits de l'article.

Dimanche dernier, vers 9 heures du matin, 6 000 travailleurs environ se trouvaient réunis dans la vaste salle (...). Or, avant même l'ouverture de la séance, du premier coup d'œil, à de simples indices extérieurs, on pouvait constater la physionomie très particulière de ce meeting monstre et combien elle différait de celle que présentent d'habitude les assemblées populaires où le prolétariat proclame ses revendications. En effet, aux ouvriers de la terrasse et du bâtiment, portant larges pantalons de velours, ceintures de laine rouges, cottes de toile, vulgaires casquettes ou de feutres mous ; aux électriciens en « complets » de confection, bourgeois mais plutôt modestes, se mêlaient, en nombre assez considérable, des « messieurs » corrects, vêtus de jaquettes d'une coupe soignée, coiffés du chapeau melon, presque des fashionables, et, parmi cette foule bigarrée, on distinguait aussi des postiers en uniforme. Ne s'agissait-il pas – c'était là, d'ailleurs, la grande nouveauté, le « clou » sensationnel de la manifestation – d'affirmer, suivant la formule même des organisateurs, « la solidarité des travailleurs de l'État : les agents et fonctionnaires, et du prolétariat industriel : les ouvriers » *?*

Et, les orateurs lâchés, elle s'affirma péremptoirement sur le terrain de la révolution sociale, en des discours, les uns violents, les autres sarcastiques, en des déclarations comminatoires. Les parlementaires, le gouvernement, l'État-patron, tous les patrons, furent vertement malmenés. (...)

Résumé des principales idées émises au cours de la séance, il sanctionne par sa conclusion, la fusion des légions de fonctionnaires et d'agents des services publics avec les corporations d'ouvriers de l'industrie privée, organisées en syndicats : heureux d'accueillir des recrues de pareille importance, ceux-ci « s'engagent à soutenir énergiquement ceux-là dans la lutte qu'ils mènent contre l'État-patron, et, au cas où des mesures de répression seraient prises, se déclarent prêts à recourir à tous les moyens en leur pouvoir, y compris la grève générale, pour défendre ceux qui seraient frappés ».

Telle est l'étrange, l'édifiante besogne à laquelle ont cru devoir participer ouvertement, en nombre, des employés, des salariés de l'État, payés des deniers des contribuables. On les a vus fraterniser avec les terrassiers, les maçons, les électriciens, non pour un pacifique dessein de solidarité humaine, mais pour une guerre à outrance faite aux lois, aux législateurs, au gouvernement de qui, – l'ont-ils oublié ? – ils tiennent leurs places, instamment sollicitées ; on les a vus adhérer aux pires doctrines socialistes, poussées jusqu'à l'anarchie. (...)

2009, *« les légions de fonctionnaires et d'agents des services publics avec les corporations d'ouvriers de l'industrie privée »* manifestent contre gouvernement et patronat.
(La manifestation du 29 janvier à Paris. Photo Gavroche)

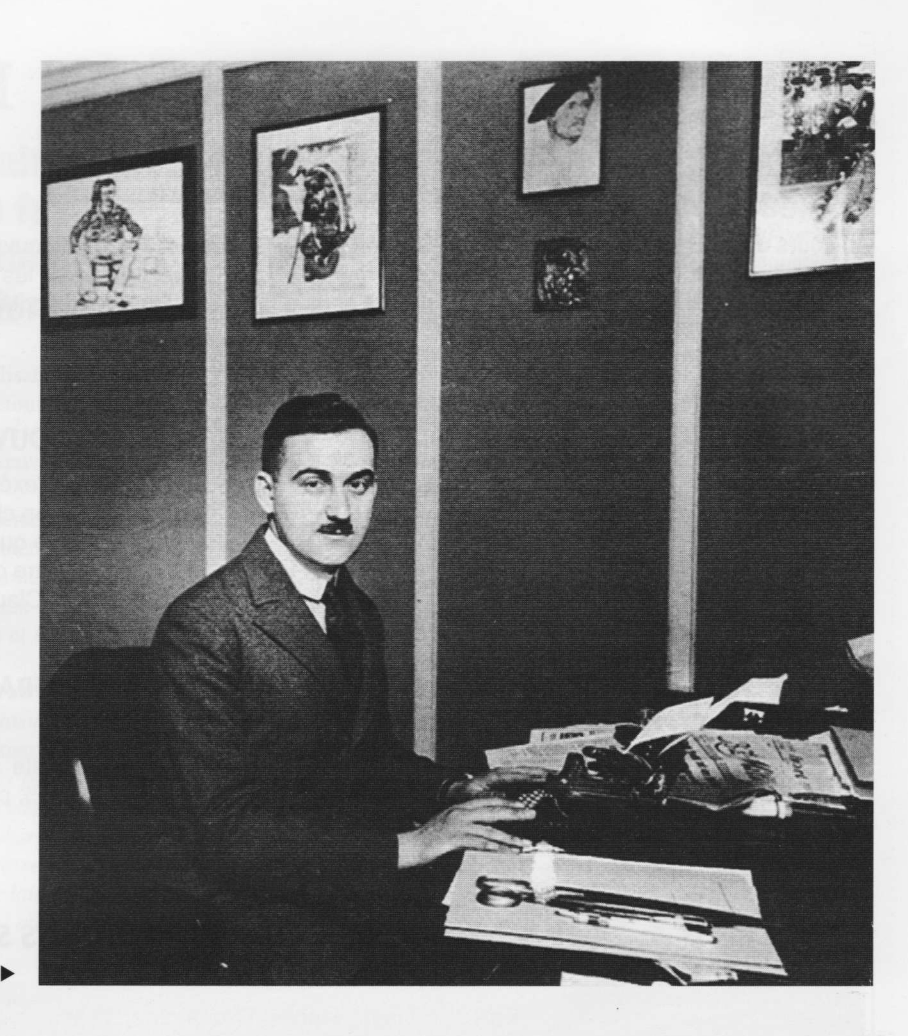
SOMMAIRE N° 158



Revue trimestrielle d'histoire populaire, Numéro 158, 2e trimestre 2009. BP 863 27008 Evreux Cedex.
Tél.: 02 32 39 50 50. Courriel: revue@gavroche.info. Site Internet: http://www.gavroche.info
Directrice de la publication: Sophie VIRLOUVET.
Collaborations pour ce numéro: J.F. AMARY, G. BOËLDIEU, J.L. DEBRY, G. DOIZY, J.C. DUHOURCQ, H. FABRE, C. JACQUIER, A. MADRIGAL, C. PATILLON, L. PORTIS, F. SAENEN, P. VANDIER, P.H. ZAIDMAN.
Commission paritaire: 0712K81974. I.S.S.N.: 02-42-9705

Distribution en librairie: DIFFUSION POPULAIRE, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél.: 01 40 24 21 31.
Publication, secrétariat de rédaction et mise en page: Scoop Presse – BP 863 – 27008 Evreux cedex. Impression: 27 Offset – 27930 Gravigny.

Un libertaire et antifasciste (presque) inconnu : George Seldes



George Seldes en 1923. ▶

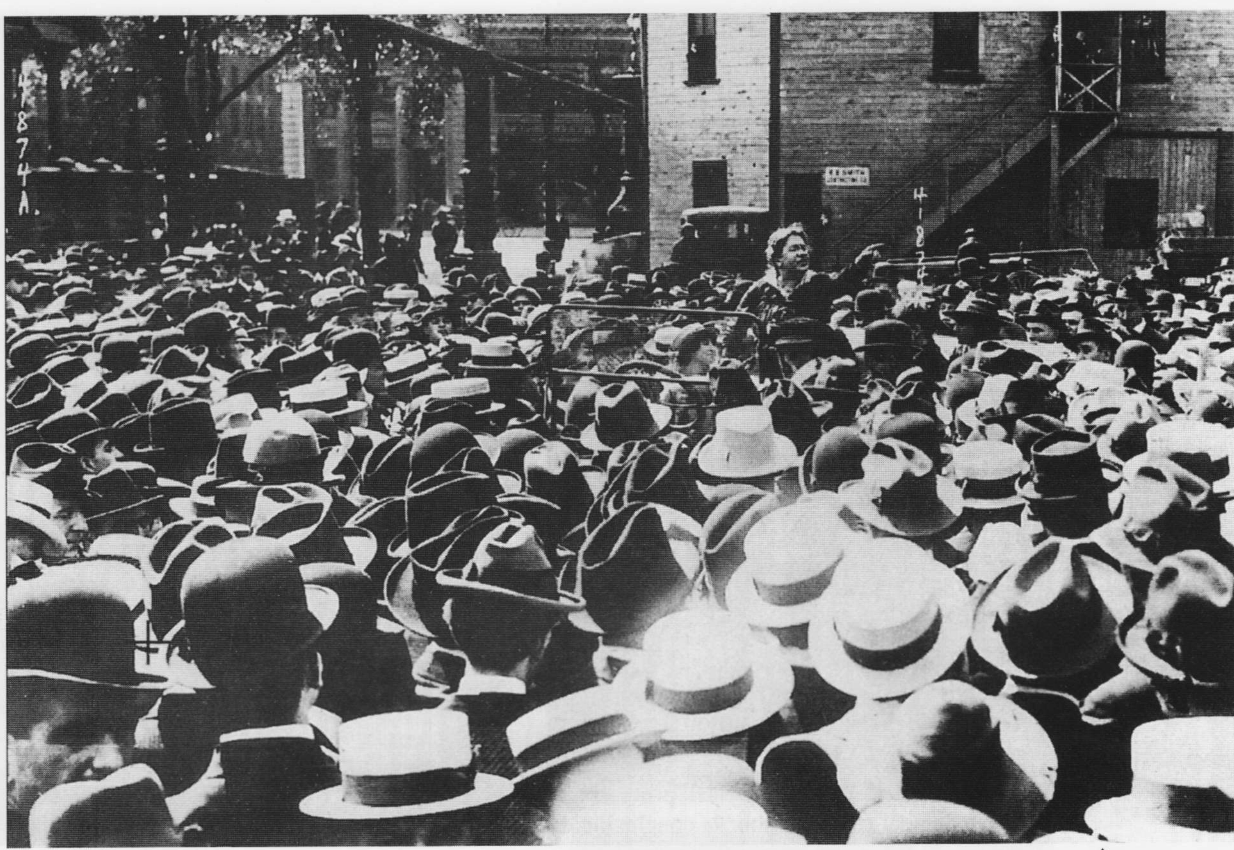
Au cours de sa carrière, le journaliste américain George Seldes est amené à couvrir des meetings révolutionnaires, la Première Guerre mondiale en Europe, ou encore les débuts de l'URSS. Des expériences qui le poussent à s'engager dans la voie de l'intégrité et de la dénonciation du fascisme.

Pendant les années de crise économique et la montée du fascisme dans le monde, George Seldes (1890-1995) a assisté et participé, à sa manière, à toutes les luttes progressistes. Grand reporter, ami des révolutionnaires, militant antifasciste, George Seldes est méconnu et son œuvre ignorée. C'est regrettable car cet homme modeste et idéaliste a non seulement vécu des moments clés de notre histoire, mais a marqué son temps par son travail critique et pédagogique.

Né en 1890 aux États-Unis, dans une famille au sein de laquelle circulent des idées libertaires qui influencent son enfance, Seldes est introduit, dès son plus jeune âge, aux idées sociales les plus éclairées. Son éducation progressiste libertaire repose sur une stabilité familiale et une réflexion mature quant à la révolte à la fois intellectuelle et ancrée dans la pratique quotidienne. Son père, socialiste utopique, entretient une correspondance avec Pierre Kropotkine, Léon Tolstoï, Mark Twain entre autres militants et intellectuels. En 1905, la famille s'installe à Philadelphie, collecte des fonds pour soutenir la révolution russe et héberge quelque temps Maxime Gorki.

Seldes arrête ses études en février 1909 pour devenir reporter au *Leader* de Pittsburgh, mais sans expérience ni diplôme, son salaire dérisoire lui permet à peine de se nourrir.

C'est l'époque des grands *tabloïds*, le début des quotidiens à gros tirage et à scandale. Il s'agit de capter l'attention d'un lectorat moyen avec du sensationnel, de l'exagération, de l'événementiel (faux), des bandes dessinées. La presse n'obéit qu'à une règle : utiliser tous les moyens pour faire de gros tirages. Par exemple, elle attise la guerre entre les États-Unis et l'Espagne en 1898. Mais cette période est également celle des grands enquêteurs pro-



▲
Emma Goldman, debout dans une voiture ouverte, parle du contrôle des naissances devant une foule d'ouvriers réunis à Union Square, New York, le 20 mai 1916. (UPI, Bettmann Archive). À partir de 1911, George Seldes couvre les passages d'Emma Goldman à Pittsburgh et la retrouvera quand il s'installera à New York après 1916.

gressistes qui, dans les magazines, écrivent des articles sur la corruption financière et politique, sur la misère et l'exploitation sociale. Dans l'histoire du journalisme et des communications de masse, les débuts de cette presse à gros tirage offrent à de jeunes reporters l'opportunité d'acquérir une expérience.

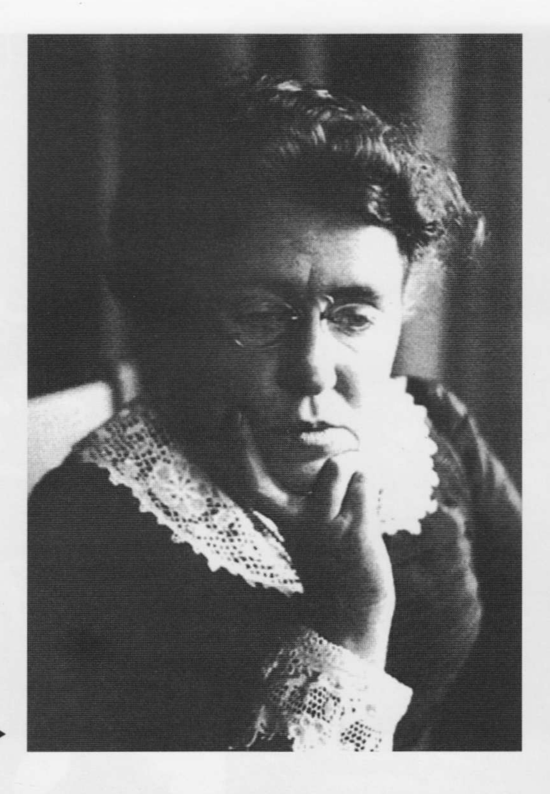
Dès la première année, Seldes rencontre des célébrités comme le politicien populiste William Jennings Bryan et l'ex-président Théodore Roosevelt. Si, comme de nombreux journalistes, Seldes a l'impression de faire partie d'un monde exceptionnel, il n'est cependant pas dupe de l'escamotage des problèmes sociaux au profit d'histoires sans importance. Il enquête sur le divorce d'un puissant banquier, Andrew Mellon. En juillet 1911, Will Irwin, un des premiers critiques de la presse, révèle qu'Andrew Mellon a fait pression sur les juges pour changer la loi sur la procédure de divorce. Or, tous les journaux de Pittsburgh appartiennent au grand capital et aux banques. C'est le cas du *Leader* de Pittsburgh qui emploie Seldes et est la propriété de l'Union Trust Company et de l'Union Savings Bank, toutes deux dirigées par Mellon lui-même qui a ainsi toute latitude pour influencer l'information.

Le milieu révolutionnaire américain

Ses reportages sur les révolutionnaires sont encore plus déterminants dans sa carrière. En 1911, il couvre le meeting d'Emma Goldman à Pittsburgh. « Emma la rouge », communément considérée comme la femme *« la plus dangereuse de l'Amérique »*, ne manque pas d'attirer la presse. Son patron apprend que la « pasionaria » de la révolution est hébergée chez les Seldes et n'hésite pas à confier au jeune reporter la couverture de l'événement.

Seldes est présent chaque fois qu'elle passe à Pittsburgh, site des grandes usines sidérurgiques et lieu de combats violents. C'est également dans cette ville que le compagnon d'Emma Goldman, Alexandre Berkman, tenta en 1892 d'assassiner Henry Clay Frick, grand patron de la sidérurgie. Lors de l'un des meetings d'Emma Goldman, Seldes s'étonne de la diversité de l'assistance dont une grande partie ne semble guère favorable aux idées de la conférencière et encore moins intéressée par son discours sur l'émancipation des femmes à travers l'œuvre de Henrik Ibsen. Il reconnaît d'abord le commissaire de police du commissariat où il a fait un stage de journaliste et dénombre quarante policiers sur la centaine de personnes présentes.

Après s'être quelque peu étonné de cette présence policière, Seldes remarque avec ironie : *« Imaginez l'ennui d'une quarantaine de policiers de Pittsburgh, assis durant presque deux heures pour écouter un plaidoyer pour la libération des femmes, pour leur droit de vote et pour l'égalité des sexes, le tout à partir d'une analyse du théâtre moderne. »* Seldes ●●●



De gauche à droite : Emma Goldman et John « Jack » Reed, journaliste engagé mais non dénué d'humour selon Seldes. ▶

●●● note avec humour que les policiers se sont finalement réveillés pour la conclusion de l'exposé : *« Il faut savoir qu'Ibsen est l'un des plus grands écrivains révolutionnaires de notre temps ».* Au terme de *« révolutionnaire »*, rappelle Seldes, les quarante poulets se levèrent comme un seul homme de leurs sièges et plusieurs amorcèrent le même mouvement, le réflexe de saisir leur arme de service.

Seldes est impressionné par Emma Goldman, par la figure révolutionnaire qu'elle représente et son charisme, mais encore plus par sa pensée et ses qualités humaines. Son souvenir d'Emma résume assez bien les contradictions de cette femme d'une intelligence et d'une volonté exceptionnelles, mais aussi d'un romantisme et d'une coquetterie notables. Il rapporte cette anecdote où, lors d'un petit-déjeuner chez les Seldes, Emma lit dans un journal qu'une nouvelle mode de coiffure, la coupe courte – *« bobbed »* – fait fureur : *« C'est mon invention*, dit-elle sérieusement, *et je peux le prouver. »* On la questionne alors : *« Il n'y a qu'à regarder ma photographie dans les commissariats de police de n'importe quelle ville des États-Unis depuis 1900. »*

En 1912, Seldes quitte son journal et rejoint le *Post* de Pittsburgh grâce à Ray Sprigle[1] qui en est l'un des rédacteurs. Seldes et Sprigle sont connus pour leurs sympathies et leurs liens avec les syndicats, notamment avec les IWW (Industrial Workers of the World)[2]. Ils ont rencontré William « Big Bill » Haywood et ont sympathisé avec le célèbre Joe Hill, chanteur martyr du *« grand syndicat pour tous »*, qui mourra en prononçant ces mots : *« Ne déplorez pas ma mort, organisez-vous ! »* Dans ses mémoires, Seldes écrit : *« Joe Hill a été un homme d'enthousiasme et d'ouverture. Les quelque dix jours que nous avons passés ensemble avec l'un de ses amis ont suffi pour que nous échangions un serment d'amitié. Quelques mois plus tard* [novembre 1915], *son ami, dont j'ai oublié le nom, nous envoyait une photographie de Joe Hill dans son cercueil avec cinq trous, à gauche dans la poitrine. »* Un meurtre commis dans l'état de l'Utah, un crime d'État constate Seldes. Celui-ci ne sera reconnu comme tel que 52 ans plus tard.

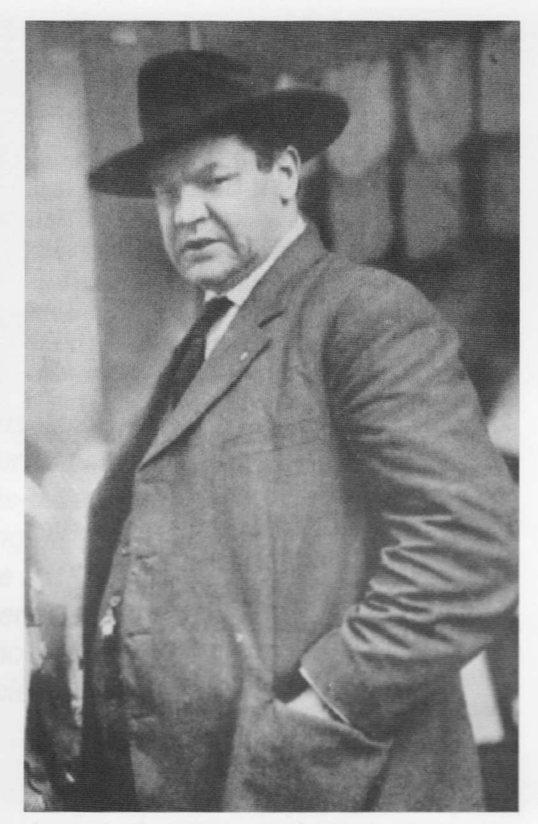
Durant toute sa vie, Seldes a croisé des personnalités marquantes. En 1912-1913, pendant son année universitaire à Harvard, il rencontre Jack Reed, journaliste engagé qui mourra en Russie en 1920. Seldes se souvient de Reed comme d'un play-boy et d'un farceur notoire : *« J'ai eu du mal à comprendre comment celui qui avait excellé dans la composition de ballades ribaudes était devenu un militant de la révolution ».*

Si la légèreté du jeune Jack Reed ne semble pas spécialement révolutionnaire, comment ne pas se souvenir des paroles d'Emma Goldman : les révolutions ne sont pas intéressantes si on ne peut pas y danser. Reed, il est vrai, n'a jamais perdu son sens de l'humour, même après des années au Mexique, auprès d'Emilio Zapata et de Pancho Villa, et en Russie, auprès

1. Sprigle est l'un des premiers à changer sa couleur de peau pour enquêter sur le racisme et le système d'apartheid institutionnalisé dans les états du Sud des États-Unis, entreprise très dangereuse.

2. Voir Larry Portis, *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Éditions Spartacus, 2003, ainsi que Franklin Rosemont, *Joe Hill : The IWW & the Making of a Revolutionnary Workingclass Counterculture*, Chicago, Charles H. Kerr Publishing Company, 2002, p. 269-271 (*Joe Hill, l'IWW et la création d'une contre-culture ouvrière et révolutionnaire*, traduction aux éditions CNT-RP, 2008 [2002], traduction de Frédéric Bureau.)

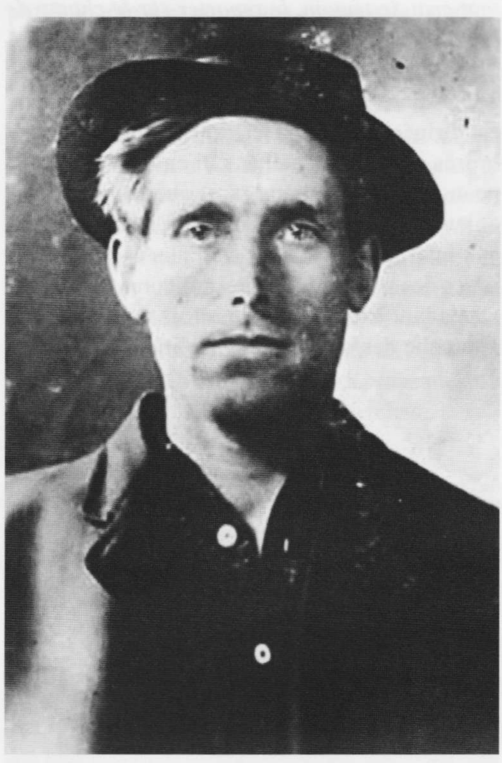




◄ *William « Big Bill » Haywood.*

de Lénine et de Zinoviev. Seldes raconte l'hilarité de Reed après avoir été nommé consul du gouvernement soviétique à New York : *« Maintenant j'ai le droit de marier les couples ».* *« Je dirai à tous les couples russes de venir à mon bureau, ensemble et à des dates fixes. Lorsqu'ils seront tous rassemblés, main dans la main, je leur dirai :* "Travailleurs du monde entier, unissez-vous". *Ils seront ainsi mariés pour la vie. »* Reed est mort à Moscou en 1920, après la persécution et l'élimination des libertaires et des socialistes-révolutionnaires par les bolcheviques. Reed, qui avait porté aux nues Lénine et Trotski dans son livre *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, sera alors censuré par Staline.

Après son année à l'université de Harvard, Seldes reprend son travail de journaliste. Serait-il resté à Pittsburgh, dans cette ville provinciale, s'il n'était, en 1916, tombé amoureux d'une jeune femme qui, après quelques mois de vie conjugale, se prostitua ? Après cette expérience douloureuse, il quitte la ville pour Greenwich Village, au cœur de New York. Dans ce lieu artistique et intellectuel, il renoue avec Emma Goldman, John Reed et rencontre beaucoup d'autres figures militantes : Elizabeth Gurley Flynn (IWW), l'anarchiste Hutchins Hapgood, le marxiste Max Eastman et l'initiateur de la future « renaissance culturelle de Harlem », Carl Van Vechten.



◄ *Joe Hill.*

Seldes ne songe pas à devenir révolutionnaire lui-même. C'est un jeune homme affable, au sens aigu de l'éthique, qui a l'intuition de s'engager toujours du bon côté des luttes. Il n'est pas volontariste comme Jack Reed, ni ne cherche à confronter l'autorité comme Emma Goldman. Peu avant l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, il ●●●

●●● quitte New York pour des raisons sentimentales qui n'ont rien à voir avec la politique et rejoint son frère à Londres. Ainsi commence sa carrière internationale.

Grand reporter en Europe

Au moment de l'engagement des États-Unis dans la boucherie mondiale, Seldes devient correspondant de guerre pour le *Chicago Tribune*, l'un des plus grands quotidiens états-uniens. Moins d'un an plus tard, en mai 1918, il fait partie de l'équipe de journalistes auprès du général Pershing. Seldes n'est pas particulièrement fier de ses reportages sur le terrain. Il regrettera par la suite d'avoir « créé des mythes » pour plaire aux rédacteurs. Le jour de l'armistice, rapporte-t-il, *« nous étions quatre à jurer de dire désormais toute la vérité. Si un jour, j'ai écrit* "Nous avons tous menti sur la Guerre", *je n'ai pas voulu dire que tous les journalistes de guerre sont des menteurs. Dans toutes les guerres, la vérité est la première victime. Dans la majorité des cas, le coupable n'est pas le journaliste, mais le gouvernement, le bureau de propagande qui se présente comme le* "bureau d'information", *les propagandistes professionnels et les patriotes de tout crin, le témoin, le reporter sur le champ de bataille ne peut l'être qu'exceptionnellement. »*

Son rôle de correspondant de guerre confirme Seldes dans son opinion, à savoir que la guerre est dirigée par des officiers aux méthodes arbitraires, racistes, cruelles, qui envoient un troupeau de soldats à la mort, et que les véritables enjeux des gouvernements sont avant tout liés aux intérêts des groupes capitalistes et aux carrières des politiciens et des militaires. Seldes est cependant très idéaliste, parfois naïf, dans son approche des responsables politiques. Lors des négociations du traité de Versailles, il regarde avec une certaine estime le président Woodrow Wilson en raison de l'accueil enthousiaste des travailleurs et de la gauche politique européenne, et du mépris exprimé à son encontre par les classes dirigeantes et la droite politique.

À Paris au moment de l'Armistice, Seldes est toujours correspondant du *Chicago Tribune* ; il le restera jusqu'à sa démission en 1928. Il réalise des reportages dans plusieurs pays européens, en Angleterre, en Irlande, en France et en Allemagne. Dans cette période de l'après-guerre, la vie politique européenne est agitée par le renouveau de mouvements révolutionnaires, de gauche comme de droite.

Les contacts entre militants politiques, intellectuels et artistes sont faciles. Une fois encore, Seldes se trouve au bon endroit, au bon moment. Envoyé à Dublin, il rencontre George Russell, artisan de la carrière de James Joyce et de Synge, et Michael Collins qui sera l'un des fondateurs de la République irlandaise. Durant l'automne 1919, Seldes est envoyé à Fiume, en Italie, pour interviewer le poète Gabriele D'Annunzio qui vient en quelque sorte de faire le premier putsch fasciste.

C'est à cette occasion que Seldes comprend les risques inhérents au métier de grand reporter. Au cours de cet entretien, le poète dictateur, qui s'exprime en vers, déclare que le peuple l'a porté au pouvoir dans cette ville multiethnique. *« Tous les bons citoyens ont voté après le nettoyage des indésirables, c'est-à-dire des socialistes, des travailleurs agitateurs. Nous avons environ déporté 5 000 personnes. »* 5 000 personnes d'origine yougoslave, mais en dépit de ce « nettoyage », D'Annunzio obtient seulement une majorité d'une centaine de voix.





Au cours de ses années de correspondant en Europe, Seldes a l'occasion de rencontrer Michael Collins, fondateur de la République irlandaise (à gauche), mais aussi Gabriele D'Annunzio, poète et dictateur italien (à droite). ▶

Après la publication de l'article, directement envoyé à Paris pour l'édition française du *Chicago Tribune,* Seldes est fortement conseillé de quitter Fiume au plus vite. Pisté par des légionnaires fascistes à la solde de D'Annunzio, il est arrêté dans le train et passé à tabac. Relâché peu de temps après par des autorités qui veulent éviter l'incident international, Seldes prend la mesure du pouvoir et du danger d'être journaliste d'investigation.

En faisant référence à D'Annunzio, initiateur des premières « chemises noires », Seldes montre les ramifications entre le tout nouveau fascisme italien et les États-Unis. Il relate cette anecdote intéressante : à son arrivée dans la ville de Fiume, le poète demanda à un ami rédacteur d'un journal milanais, *Popolo d'Italia*, de se charger d'une collecte de fonds aux États-Unis. Le journaliste en question, un certain B. Mussolini, n'a jamais envoyé l'argent de la collecte (environ 50 000 dollars selon Seldes) à D'Annunzio. Dans le même temps, le futur *Duce* équipa son « Fascio » de Milan, et Seldes d'ajouter : *« De manière détournée, des États-uniens d'origine italienne ont été les premiers financiers du fascisme. »*

« De manière détournée, des États-uniens d'origine italienne ont été les premiers financiers du fascisme. »

Visite en Union Soviétique

Seldes séjourne quelque temps à Londres, Dublin, et à Berlin où il constate le désarroi social ambiant et le chaos financier propices à une situation politique explosive, autant d'un point de vue révolutionnaire que fasciste. En août 1922, Seldes part en Union Soviétique pour le *Chicago Tribune*. L'occasion est exceptionnelle, la famine dans le pays est dramatique et les États-Unis offrent une aide alimentaire, sous le contrôle du futur président Herbert Hoover. Les conditions de l'offre du gouvernement états-unien sont l'envoi sur place d'un groupe de journalistes.

Seldes et ses confrères rencontrent Lénine, mais rares sont les sujets importants abordés. Sans doute est-ce l'entretien avec l'un des chefs de la *Cheka*, Yakov Khristoforovich Peters, qui le rend suspect aux yeux des autorités communistes, car très vite il est jugé indésirable. En août 1923, il est discrètement prié de quitter le pays, pour cause officielle de violation de la censure. Les services secrets soviétiques ont en effet découvert que Seldes et trois autres journalistes envoient des informations par le canal consulaire. C'est seulement à leur retour en Allemagne que Seldes et ses collègues dénonceront la terrible répression sévissant en URSS.

Au sujet de son séjour en Union Soviétique de 1922 à 1923, il rapporte dans ses mémoires une anecdote étonnante. Seldes est amateur de cirque et de théâtre où se produisent des comiques et des clowns populaires, d'autant que ces comédiens s'expriment avec une grande liberté sur la politique du gouvernement bolchevique. Les autorités sont souvent tournées en ridicule. Bim Bom, clown très connu, met en scène Lénine et Trotski à leurs dépens. Transformé en homme-sandwich avec le portrait de Lénine sur le dos et celui de Trotski sur la poitrine, il entre en scène et quand une voix s'élève du public pour demander : *« Qu'est-ce tu vas leur faire ? »* Bim Bom répond : *« J'en collerai un contre le mur et je pendrai l'autre. »* Autre blague de Bim Bom qui fait s'adresser Lénine à un vieux paysan : *« Alors, petit père, t'es content. Tu as la terre, la vache, les poules ! » « Oui,* répond le paysan, *mais vous avez le pain, le lait et les œufs. »* Bim Bom et les comiques sont une preuve de la liberté d'expression dans le pays, même s'ils jouent plutôt le rôle d'exutoire aux craintes de la population et sont aussi importants que la *Cheka* pour contrôler celle-ci. Un dictateur intelligent comprend qu'il *« peut faire exécuter des personnes par la* Cheka *toutes les nuits, mais* [qu'il] *a besoin d'un Bim Bom pour soulager les cœurs et les esprits de millions de personnes hostiles au nouveau système. »* Les guignols et les marionnettes, qui semblent en apparence critiques des autorités, expriment cette critique en termes drôles ou distrayants et désamorcent souvent la subversion. Il est rare en effet que les clowns tirent des conclusions idéologiques ou parlent d'alternative dans leurs sketches.

La montée du fascisme italien

Les deux années suivantes, Seldes se rend en Italie pour de nombreux reportages sur l'ascension politique de Benito Mussolini. Quelques années auparavant, Seldes a croisé Mussolini, journaliste puis rédacteur du journal socialiste *Avanti*, qui a ensuite fondé le journal fasciste, *Popolo d'Italia*. Selon Seldes, l'argent qui servit à la création de ce journal provenait du gouvernement français, par l'intermédiaire de Jules Guesde. Durant la Première Guerre mondiale, les autorités françaises crurent encourager les Italiens à s'engager dans la guerre du côté des alliés par le biais du journal socialiste *Avanti*. Mussolini accepta l'argent, mais l'utilisa pour son projet. Interviewé en 1919 par Seldes et un autre journaliste, Mussolini déclare être socialiste et détester la social-démocratie. Pour preuve, il œuvre pour renverser le ●●●

Timbre en l'honneur de ▶ Giacomo Matteotti, leader socialiste italien assassiné.

●●● régime grâce à une alliance entre les syndicats et sa toute nouvelle organisation : il Fascismo Italiani di Combattimento.

En février 1924, après son ascension au pouvoir, il se montre plus réservé sur ses projets politiques. Il confie sa passion pour le violon, fait des remarques sur les voitures et la vitesse, les femmes et ses animaux domestiques, des lionceaux. Bref, il donne l'image d'un nouveau Mussolini, assagi et rassurant.

À la fin de la même année, Seldes est nommé correspondant permanent du *Chicago Tribune*, à Rome. Encouragé par William Bolitho, journaliste au *Manchester Guardian*, Seldes enquête sur deux aspects du régime fasciste : le financement des fascistes par les industriels et les capitalistes italiens et l'assassinat de Giacomo Matteotti, leader socialiste de l'opposition italienne. Seldes constate alors que, si les auteurs de l'assassinat – hommes de main de Mussolini – sont connus et ne cachent en rien leurs mobiles, aucune information ne perce dans la presse états-unienne. Il découvre rapidement les raisons de ce black-out sur l'information. L'agence de presse Associated Press a pour responsable en Italie Salvatore Cortesi, fasciste notoire. Par ailleurs, le correspondant du *New York Times* à Rome, Arnoldo Cortesi, est fils du précédent et également fasciste convaincu. Autrement dit, un reportage sérieux sur l'affaire Matteotti risquerait, selon la plupart des journalistes sur place, de se solder par une exécution sommaire.

Les informations sur le meurtre du socialiste italien sont pourtant disponibles. Seldes décide alors d'aborder le cas selon deux aspects liés aux États-Unis. L'un des assassins, Amerigo Dumini, qui s'est acharné sauvagement sur Matteotti, est un gangster états-unien par sa mère, d'origine italienne par son père. Dumini, familier de Mussolini, raconte à qui veut l'entendre la commande et les circonstances du meurtre. Deuxième lien avec les États-Unis : le jour de son assassinat, Matteotti est sur le point de révéler, devant la Chambre des députés, que la Sinclair Oil Company, société pétrolière états-unienne, a versé d'importants pots-de-vin à des ministres du gouvernement de Mussolini pour assurer son monopole en Italie. Le reportage, envoyé au *Chicago Tribune* par l'intermédiaire de leur bureau parisien, ne doit en aucun cas être publié dans l'édition parisienne du journal car les confrères de Seldes à Rome lui prédisent le pire. Mais l'article sort le lendemain dans l'édition parisienne du *Tribune* et ordre lui est donné de quitter immédiatement Rome.

Dans le train qui le ramène en France, pendant un arrêt imprévu à Modène, près de la frontière, Seldes aperçoit des chemises noires portant des gourdins et demandant avec insistance : *« Dove Seldes ? »*. Il demande alors à des officiers britanniques de l'accueillir dans leur compartiment. Devant la colère jouée des militaires, les *squadristi* n'osent pas insister et Seldes échappe de peu au règlement de compte des fascistes.

La Lutte pour un journalisme intègre

De nouveau expulsé, Seldes devient gênant pour ses patrons. Malgré les injonctions de son rédacteur en chef, il refuse les compromis et l'autocensure d'une information dérangeante pour sa direction.

Journaliste atypique, Seldes est respecté pour la qualité de son travail d'investigation et pour sa connaissance des affaires étrangères, mais sa notoriété de journaliste intègre en embarrasse plus d'un. Son refus de passer à la trappe certaines informations compromettantes pour les gouvernements ou les patrons de presse provoque son départ, en 1928, du *Chicago Tribune*. En novembre 1927, après la parution de son article, « La vérité sur la censure fasciste », dans le magazine *Harper's*, les divergences qui l'opposent à la direction du journal provoquent une rupture sans retour. L'ordre est même donné d'effacer le nom de Seldes de la plaque de bronze où figurent les noms des correspondants du *Chicago Tribune*. Une image qui rappelle le premier plan du film de Frank Capra, *Meet John Doe*[3], dans lequel on voit la profession de foi d'un journal – inscrite en lettres de pierre sur le mur de l'immeuble – supprimée au marteau-piqueur après le rachat de ce dernier par un homme politique fascisant. Seldes devient alors pigiste pour divers magazines et écrit des articles de fond.

Près de la frontière, Seldes aperçoit des chemises noires portant des gourdins et demandant avec insistance : « Dove Seldes ? »

3. *Meet John Doe (L'homme de la rue)*, Frank Capra, 1941.

Ces années de reportages en Europe – une décennie de 1917 à 1927 – sont en quelque sorte un trajet initiatique, en tout cas symbolique de la lutte que Seldes mènera toute sa vie : la dénonciation des fascismes et de la désinformation. Cosmopolite, fermement attaché à des valeurs progressistes sans être militant, il dénonce toute forme de chauvinisme. Son itinéraire professionnel et personnel est empreint d'éthique humaniste et de rigueur. Son intérêt pour le milieu littéraire et artistique est certainement influencé par son frère cadet, Gilbert, critique de théâtre renommé et rédacteur, dès 1920, de la célèbre revue littéraire, *Dial,* qui a découvert des talents aussi divers qu'Ernest Hemingway, T.S. Eliot ou Pablo Picasso.

Entre les années 1929 et 1933, après sa démission du *Chicago Tribune,* Seldes vit en France, soit à Montparnasse soit sur la côte d'Azur. Cette période de sa vie professionnelle est assez floue. Un interlude bohème dans la vie d'un homme qui a déjà la quarantaine. Dans ses mémoires, il fait la chronique du milieu artistique et marginal de l'époque : Isadora Duncan, Hemingway, Sinclair Lewis, Ford Madox Ford, Ezra Pound... Mais il n'est pas un de ceux qui gravitent autour des lieux mythiques de Montparnasse comme le Dôme, le Select, la Rotonde, la Coupole. Lorsqu'il assiste à une soirée en l'honneur de Claude McKay pour la publication de son roman *Banjo*, il y est invité en tant que barman.

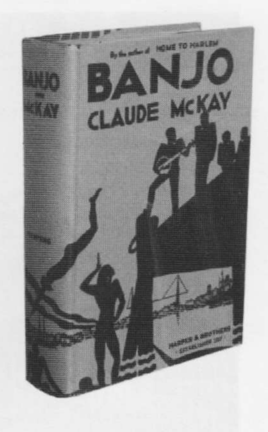
Seldes a déjà acquis une réputation de spécialiste de la presse et du fascisme, par ses publications dans des magazines progressistes, quand au début des années 1930, il dénonce la corruption et les courants antidémocratiques observés durant les années 1920. En 1936, il est correspondant du *New York Post* en Espagne et saisit la gravité des enjeux idéologiques, politiques et l'importance de la lutte contre Franco. Il rentre alors aux États-Unis pour rassembler des fonds et soutenir la République espagnole.

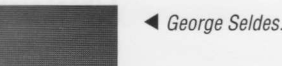
L'engagement de Seldes en Espagne s'inscrit dans la démarche qui lui est propre : combattre le fascisme en donnant des informations destinées à éclairer le public. Seldes soutient la République espagnole sans prendre position. S'il est plus que méfiant vis-à-vis des communistes, il ne s'engage pas non plus avec les anarchistes. Le nœud de la situation est, à ses yeux, la « neutralité » honteuse des pays occidentaux. L'aide massive au soulèvement militaire franquiste contre la République espagnole, apportée par les régimes fascistes allemand, italien et portugais, ne répond certainement pas au soi-disant principe de neutralité si pieusement observé par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

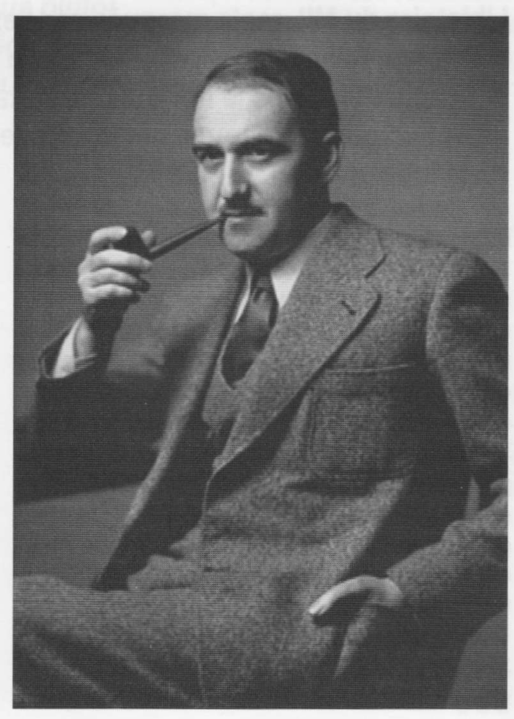
La réalité de la situation sur le terrain et l'hypocrisie des gouvernements occidentaux est soigneusement occultée par la presse à gros tirage et cela, comme l'écrit Seldes, bien que *« toute personne intelligente au courant des faits, apporte son soutien à la République espagnole – à l'exception des quelques fascistes pronazis ou profascistes aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et dans d'autres pays. Mais la presque totalité des journaux assimile la République aux "rouges" et ne cache pas, ou presque pas, ses sympathies pour les fascistes ».* De la fin des années 1930 et jusqu'à sa mort, en 1995, George Seldes, avec la collaboration d'Helen, sa compagne, publiera des études qui n'ont en rien perdu de leur actualité sur le fascisme aux États-Unis et la complicité de la presse[4].

La constance des engagements de Seldes, malgré les contraintes sociales et professionnelles de son milieu, est sans doute ce qui distingue sa vie et ses convictions morales et sociales. Il a critiqué les tendances, les compromissions et les hypocrisies du monde capitaliste sans pour autant capituler face à la marginalisation dont il a fait l'objet. Seldes n'est pas un modèle d'engagement, son expérience est trop singulière pour cela, mais il est néanmoins exemplaire d'un certain type d'idéalisme tourné vers une critique concrète qui a sans aucun doute dérangé les idéologues et leurs commanditaires. ■

Larry PORTIS






◄ *George Seldes.*

4. Ses essais et ses articles ont été une source majeure pour mon livre sur l'*Histoire du fascisme aux États-Unis*, Paris, Éditons CNT-RP, 2008. Voir son autobiographie, *Witness to a Century : Encounters with the Noted, the Notorious, and the Three SOBs*, New York, Ballantine Books, 1987. Voir également : *Never Tire of Protesting : the Story of In Fact and Other Revelations*, New York, Lyle Stuart, 1968 et *Even the Gods Can't Change History*, New York, Lyle Stuart, 1976.



▲ *Manifestation de soutien à Salvador Puig Antich organisée à Evreux par Rouge et le PSU le 21 janvier 1974.*

1000, le Mouvement ibérique de libération

L'histoire du MIL reste marquée par l'exécution en 1974 de l'un de ses membres, Salvador Puig Antich. Cette organisation clandestine de lutte anticapitaliste sous le franquisme s'était pourtant autodissoute quelques mois auparavant, gagnée par les dissensions entre opposants et partisans de la lutte armée.

Dans les années 1960, un vent de révolte a soufflé sur le monde, mais ce que l'on sait moins, c'est que l'Espagne n'a pas été en reste, malgré le climat de terreur installé par Franco, notamment à Barcelone où un mouvement ouvrier combatif a émergé. Et c'est dans cette agitation que le MIL – 1 000 en castillan –, ou Mouvement ibérique de libération, s'est créé pour y participer, en cherchant d'autres voies que le simple militantisme politique et syndical. Cependant, le mouvement s'est surtout fait connaître avec la campagne de solidarité effectuée à la suite des arrestations de septembre 1973 et de l'exécution de l'un de ses membres, Salvador Puig Antich, le 2 mars 1974. Ce dernier est souvent présenté comme un martyr de la lutte antifranquiste, mais l'histoire du groupe est loin de ce cliché réducteur.

La situation

Depuis la victoire des nationalistes en 1939, l'Espagne ressent les stigmates de la guerre civile et malgré la répression féroce, l'opposition n'est pas vraiment réduite au silence : des guérilleros qui refusent la défaite continuent le combat armé et d'autres commettent des attentats contre les intérêts économiques et les symboles franquistes. La plupart sont issus des courants libertaires. Les autres pôles sont les régionalistes, dont la culture opprimée sert de programme identitaire, et la gauche officielle, avec les communistes du PCE, les seuls à avoir

LA AGITACION ARMADA EXIGENCIA TACTICA DEL MOVIMIENTO OBRERO

LA SITUACION EXIGE, CUMPLIMIENTO DE TODA UNA SERIE DE TRABAJOS VITALES PARA LA CONSALI-DACION DE LA ESTRATEGIA AUTONOMA DE LA LUCHA DE CLASE.
PERO ES EVIDENTE QUE ESTAS TAREAS (RECUPERACION DE MATERIAL, REFORZAMIENTO DE CAJAS DE SOLARIDAD, ETC.) NO PUEDEN SER LLEVADAS A CABO POR GRUPOS MILITARISTAS PEQUENOS BURGESES, LOS CUALES LLEVAN CONSIGO LOS MISMOS PELIGROS DE CONTROL Y DIRIGISMO POLITI-CO, QUE EL P.C. Y OTROS GRUPUSCULOS LENINISTAS.

ES PRECISO SO HACER FRENTE A LA REPRESION POLICIAL POR LA VIOLENCIA ARMADA PROLETARIA. DURANTE ANOS LOS GRUPOS OBREROS SE HAN ORGANIZADO ESPONTANEAMENTE EN LAS LUCHAS FORMAN-DO GRUPOS DE AUTO-DEFENSA, PIQUETES DE HUELGA, ETC. LOS CUALES RESPONDEN A LA EXIGENSIAS DEL MOMENTO DE UNA MANERA PURAMENTE EFIMERA.

LA GENERALIZACION DE LAS LUCHAS? UNIDAS AL CRECIMIENTO DE LA REPRESION y LLEVA CONSIGO: LA INDISPENSABLE APARICION DE NUMEROSOS GRUPOS AUTONOMOS DE COMBATE, LOS CUALES LLEVAN A CABO ATRACOS Y OTRAS ACCIONES VIOLENTAS, SITUANDOSE EN UN CUADRO GENERAL DE AGITACION ARMADA.

NO ES PUES UN HECHO GRATUITO, O UNA ESTRATEGIA EXTRANA A LA CLASE OBRERA (COMO LOS GRU-POS MILITARES PEQUENES BURGESES QUE DESVIAN LA VIOLENCIA COTIDIANA DE LA LUCHA OBRERA HACIA EL NACIONALISMO, POR EJEMPLO) . SE TRATA DE UNA EXIGENCIA TACTICA DEL MOVIMIENTO OBRERO CORESPONDIENTE A LA SITUACION ACTUAL DE LAS LUCHAS DE CLASES, CON SUS MISMOS OB-JETIVOS : LA AUTO-ORGANIZACION DE LA CLASE QUE PERMITE LLEGAR A LA :

HUELGA INSURRECCIONAL.

GRUPOS AUTONOMOS DE COMBATE
MIL

por los consejos obreros
por el comunismo libertario
por la auto-organización de la lucha de clase
por la autogestión

GRUPOS AUTONOMOS DE COMBATE
MIL

a la huelga insurreccional

viva la anarquia

aparacida en Barcelona 17 1972

Communiqué de juin 1973.

une présence sur le sol ibérique grâce à l'organisation qu'ils ont derrière eux.

Au début des années 1960, des grèves éclatent dans les centres industriels, notamment aux Asturies en 62 où, pour mener leurs luttes, les mineurs réactualisent le principe des assemblées souveraines en créant les Commissions ouvrières (CCOO), où sont prises les décisions. Cette démarche met à mal le principe du syndicat vertical, dans lequel le patron et les ouvriers sont censés se retrouver sous la houlette du pouvoir politique.

Au début, les staliniens voient ces CCOO d'un mauvais œil et peu à peu, ils vont s'échiner à les noyauter pour s'en approprier la direction, ce qui va provoquer des réactions : à Barcelone, la radicalisation du mouvement ouvrier va se faire contre ce contrôle. Au sein des entreprises, des courants tentent de retrouver une certaine indépendance, des groupes se font et se défont, créant parfois des revues comme *Metal* ou *Qué Hacer ?*. Certains acteurs de cette effervescence viennent de la JOC (Jeunesse ouvrière catholique) alors que l'Église a toujours pris parti pour les nationalistes.

Les prémisses

C'est dans ce bouillonnement que les futurs membres du MIL s'aguerrissent et affinent leur pensée politique. Certains se mettent dans la tête d'éditer des analyses sur ce qui se passe, mais aussi des textes oubliés de la gauche communiste européenne en rupture avec le marxisme-léninisme et le stalinisme… Et ce, dans une Espagne où écrire un tract ou assister simplement à une réunion syndicale peut vous conduire en prison pour un bout de temps. Pour ce faire, ce collectif a besoin d'un appui logistique : du matériel d'imprimerie, du papier… Ce soutien, il le trouve grâce à Oriol Solé Sugranyes, qui vit en exil à Toulouse et a gardé de nombreux contacts avec ceux de « l'intérieur ». Leur première collaboration est la publication de la brochure *Movimiento Obrero en Barcelona,* en mars 1970, suivie à la fin de l'été de celle du *Diccionario del Militante Obrero* écrit par des militants ouvriers, signé « Comisiones obreras Nuestra Clase » et imprimé en France avec la mention « Equipo Exterior Nuestra Clase ».

Ce dictionnaire marque les débuts de la collaboration des trois collectifs que l'on nommera plus tard les trois équipes :

- l'Équipe théorique (ET), qui veut faire une maison d'édition ;
- l'Équipe ouvrière (EO), en fait le groupe d'ouvriers avec qui la première a des liens plus spécifiques ;
- et l'Équipe extérieure (EE), qui se charge de l'impression. Concernant cette dernière, c'est surtout Oriol Sole qui mobilise ses contacts en fonction des nécessités de la lutte.

On a souvent présenté le MIL comme la réunion de ces trois équipes, mais c'est un abus de langage, qui à la longue est devenu une « vérité ». Ces trois sigles, revenant d'une façon récurrente, désignent des collectifs qui naissent des rencontres faites avant que le sigle MIL apparaisse, mais cette nomination se fait surtout a posteriori. Parler des équipes est venu par commodité, mais cela prête à ambiguïté et laisse penser que le MIL a été un point de confluence, une prédestination, alors qu'il s'est avant tout formé par la convergence d'individus plutôt que d'équipes en tant que telles.

Le MIL s'est avant tout formé par la convergence d'individus plutôt que d'équipes en tant que telles.

Création du MIL

Quand naît le MIL ? Difficile de le dire, il n'y a pas eu de proclamation ou d'assemblée réunissant tous les protagonistes pour fonder l'organisation… Dans le texte d'autodissolution, la naissance du MIL est située en avril 1970, avec la publication d'*El Movimiento Obrero en Barcelona*. Les signataires du texte ont certainement estimé que les activités communes de l'ET et de l'EE constituaient déjà le MIL.

Le terme 1 000 en chiffres est né en janvier 1971, lors d'une discussion dans un appartement toulousain, mais c'est en mars ●●●



●●● 1971 que le dessin, sept fusils alignés barrés du chiffre 1000, apparaît pour la première fois, dans la brochure *Boicot : elecciones sindicales : no a la legalidad burguesa*. Les ouvriers n'apprécient pas ces fusils comme seule signature, ni la recette des cocktails Molotov Pour eux, ce ne sont pas de simples illustrations pour un appel à l'abstention des élections patronales, mais des références à la lutte armée... qu'ils refusent.

Cela n'arrête pas ceux qu'on appelle abusivement l'Équipe extérieure. Ils jugent indispensable l'apparition de nombreux groupes autonomes de combat. Si, au début, Oriol Solé Sugranyes est le moteur, c'est avec les rencontres toulousaines, notamment *les Français* Jann-Marc Rouillan dit Sebas et Jean-Claude Torres dit Cricri, puis avec l'arrivée de Jordi Solé Sugranyes dit Sancho, un des frères Solé, que le projet se concrétise. Salvador Puig Antich dit le Metge les rejoindra peu de temps après.

Ainsi le 1 000 prend forme et change de sigle au cours de l'année suivante pour devenir MIL-GAC, où MIL est en lettres. Il est officialisé en 1973 par des tracts distribués dans les banques expropriées et surtout par la publication du n° 1 de la revue *CIA, Conspiracion Internacional Anarquista*. Elle est signée *Grupos Autónomos de Combate – Ediciones por un Movimiento Iberico de Liberación*.

Le MIL-GAC

Pour financer ses propres activités et le projet d'édition, le MIL-GAC entreprend une série de vols à main armée en Catalogne. La clandestinité revient cher (location des appartements et des voitures, déplacements) et pour eux, les hold-up et autres actions violentes se situent dans un cadre général d'agitation armée...

Aussi, réduire l'utilisation des fruits des expropriations *« aux financements des caisses de grévistes et des éditions »*, comme le font certains, certes bien intentionnés, pour justifier les hold up, laisse un peu de côté le fait que si tous les membres critiquent le travail salarié, certains le refusent.

Pour les armes, le groupe se les procure à partir de l'été 1972 en Principauté d'Andorre, chez un vieux militant anarchiste ou auprès de militants de la CNT espagnole en exil à Toulouse. Sinon, les premières armes (de poing, fusils de chasse ou carabines) obtenues en 1970, 1971 et début 1972, proviennent de l'ETA et de cambriolages dans des magasins de Toulouse et diverses armureries des villes avoisinantes. Les mitraillettes datent de la Deuxième Guerre mondiale. Les anarchistes qui ont participé à la résistance française n'ont pas rendu les armes que parachutaient les Américains lors du conflit.

Entre septembre 1972 et août 1973, date de l'autodissolution de l'organisation, le MIL-GAC organisera une dizaine de hold-up et diverses expropriations d'imprimeries et de véhicules.

Les éditions Mayo 37

Fin 1972, début 1973, deux groupes suivent leur propre voie tout en interagissant... dans les limites de ce que la clandestinité permet : le MIL-GAC, qui « fonctionne », et les éditions Mayo 37, qui prennent forme. Des ouvriers y participent car le projet les intéresse, mais ils ne veulent pas être mêlés aux expropriations.

D'abord appelé « Bibliothèque », le projet éditorial se concrétise et prend pour nom Ediciones Mayo 37, tout simplement parce que la première brochure éditée est *Entre la revolución y las trincheras* de Camillo Berneri, un anarchiste italien assassiné par les staliniens à Barcelone en mai 1937. Datée de janvier 1973, elle sortira en fait durant l'été. Ce nom est plein de sens et à double titre : d'abord, il fait référence au dernier assaut du prolétariat espagnol à Barcelone pour défendre la révolution du 19 juillet 1936 et ensuite, la réédition



de Berneri fait le lien avec la critique de l'attitude des leaders anarchistes et des staliniens.

Sous le nom des éditions Mayo 37, près de quatorze brochures sont publiées, mais deux seulement avant l'autodissolution en août 1973, les autres le seront après les arrestations, la plupart tirées sur une imprimerie installée chez un membre du Parti socialiste ouvrier espagnol résidant à Toulouse.

La dernière, datée du 1er mai 1975, sera *Jalones de derrota : promesa de victoria*, sous-titrée par Mayo 37 *« Las jornadas de mayo »*.

L'étincelle qui met le feu aux poudres est la publication du premier numéro de CIA où les hold-up sont revendiqués.

Les idées

Sans qu'on puisse parler de ligne théorique proprement dite, le choix éditorial de Mayo 37 et les divers textes sont sans ambiguïté et au niveau des analyses et des références théoriques, certains membres du MIL se situent dans le courant de l'ultra-gauche. Cependant, ce n'est pas le cas pour tous, car la question de l'agitation armée est une véritable ligne de fracture que l'on retrouvera au moment de l'autodissolution.

Quant à son côté libertaire, le nom de CIA et les tracts qui finissent par *« pour le communisme libertaire, vive l'anarchie »* sont plus des références à la propagande par le fait et à l'image de l'anarchiste réfractaire à toute autorité qu'aux principes du mouvement libertaire officiel.

Le MIL est en rupture totale avec la contestation classique, et a fortiori avec l'opposition antifranquiste. Il est très critique vis-à-vis des organisations politiques et syndicales, fussent-elles libertaires. Et pour enfoncer le clou, il tranche avec les organisations de lutte armée, écornant l'image d'Épinal du groupe politico-militaire avec ses théoriciens qui réfléchissent, donnant les axes du combat et ceux qui utilisent les armes, commettant les hold-up. Au sein du groupe, cette conception des tâches n'a pas existé, rien n'était attribué d'office, cela se faisait par affinité... et dans la pratique.

Les membres du MIL ne se sont pas battus au nom d'une vengeance idéologique ou pour appliquer la théorie du prolétariat et attendre que ce dernier se mette en marche, mais parce qu'ils voulaient vivre. Fruit de son époque, le MIL a utilisé les mots du moment qui exprimaient au mieux sa démarche et s'est réapproprié les idées les plus radicales.



Le congrès d'autodissolution

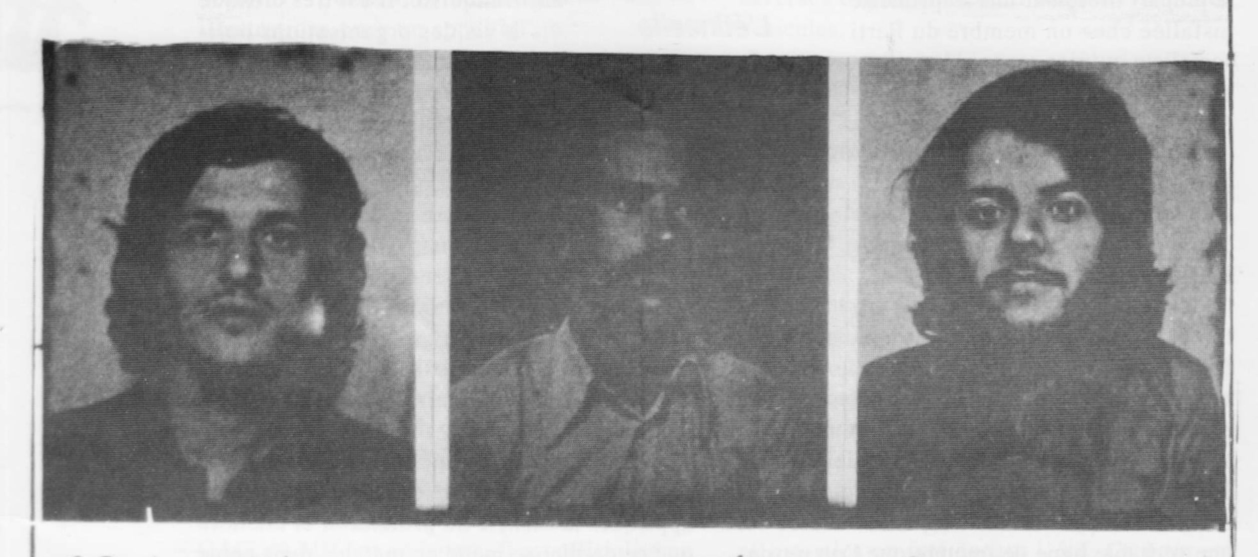
Par affinités, par accords politiques ou pratiques, des individus se retrouvent à un moment donné, mais l'affirmation des personnalités, l'expérience acquise ainsi que la situation historique font que des divergences apparaissent. Ainsi, au mois d'août 1973, se tient à Toulouse une série de réunions à laquelle on va donner le nom redondant de congrès. C'est là que va se décider l'avenir de l'organisation.

L'étincelle qui met le feu aux poudres est la publication du premier numéro de *CIA* où les hold-up sont revendiqués. Si pour les auteurs, certains du MIL-GAC, c'est une carte de présentation par rapport aux autres groupes, ceux qui privilégient les éditions ne le voient pas du même œil. Ils n'apprécient ni le fait d'être mis devant le fait accompli, ni l'orientation anarchiste de la revue, et trouvent que la revendication des hold-up est dangereuse, d'autant plus que les éditions envisagées sont laissées de côté.

Entre le refus des uns d'être directement assimilés à la violence armée, et le désir des autres de passer à un autre stade de la lutte, ou de chercher un rapprochement avec d'autres groupes, la dissolution de « l'organisation » va de soi. Puig Antich a à ce moment-là ●●●

Campagne de solidarité en faveur des militants arrêtés. ▶

JUICIOS SUMARISIMOS EN EL TRIBUNAL MILITAR DE BARNA.



S. PUIG ANTICH. O. SOLE SUGRAÑES. J.L. PONS LLOBET.

MILITANTES REVOLUCIONARIOS EN PELIGRO DE PENA DE MUERTE O DE LARGAS PENAS DE PRISION. ELLOS COMO TU DEFIENDEN LA LIBERTAD, LUCHAN CONTRA LA EXPLOTACION. TU PUEDES, COMO ELLOS, COMBATIR POR LA LIBERTAD, CONTRA LA EXPLOTACION. CONTRA LAS PENAS DE MUERTE, POR SU LIBERACION. TODOS A LA CALLE. EVITEMOS EL ETERNO CRIMEN FACISTA.



COMITE DE SOLIDARIDAD "PRESOS M.I.L."



◀ *Affiche de solidarité avec Salvador Puig Antich.* Journal de l'Europe, *22 janvier 1974.*

des contacts avec les membres de ce que l'on nommera plus tard dans la presse la OLLA, Organisacion de Lluta Armada. Une fois l'autodissolution décidée, un texte officialise la fin du MIL en tant qu'organisation et les nouvelles orientations ; il paraît dans le *CIA* n° 2. Malheureusement, en septembre, les événements se précipitent, coupant court aux suites qu'aurait pu engendrer l'autodissolution.

Les arrestations

Le sigle n'est plus, mais les individus restent en contact et des projets sont élaborés. Pour pallier le manque d'argent des éditions, Oriol Solé met sur le tapis une expropriation à la banque de Bellver, commémorant par la même occasion le premier anniversaire d'une action armée. Malgré l'opposition d'une partie des membres du groupe défunt, elle est mise en pratique le samedi 15 septembre par Oriol, Jordi Solé et José Luis Pons Llobet, dit Queso, mais elle tourne mal.

À quelques kilomètres du village, ils abandonnent la voiture et prennent un sentier de montagne pour rejoindre un second véhicule qui sert de repli, mais la *Guardia Civil*, qui l'a repéré, les attend... Une fusillade s'ensuit. Oriol et Queso sont arrêtés, Sancho réussit à s'enfuir in extremis.

Quand les autres membres de l'ex-MIL apprennent la nouvelle, ils organisent immédiatement un départ pour Toulouse, surtout pour les « légaux », qui sont en quelque sorte le talon d'Achille par lequel la police peut remonter les pistes. Pour x raisons, certains préfèrent retarder leur voyage. Ils se font arrêter.

À Barcelone, le 23 ou le 24, Santi Soler Amigo, dit le Petit, est interpellé et emmené au commissariat de la via Layetana où la brigade politique et sociale déchiffre son agenda et apprend qu'il a un rendez-vous le 25 au bar Funicular, à l'intersection des rues Girona et Consejo de Ciento.

Officiellement, ce rendez-vous est avec Garriga Paituvi, dit le Secrétaire. En fait, il est convenu avec Jann-Marc Rouillan. Le Secrétaire s'y pointe car il a raté le sien le matin avec Salvador Puig Antich et qu'il était présent lors de la mise en place de cette fameuse rencontre... Et il se fait arrêter.

Dans la même journée, Puig Antich, qui a quelqu'un d'autre à voir, se fait accompagner par Sebas et Cricri car sa voiture refuse de démarrer. Ensuite, il reste avec eux. S'approchant de la station de métro de Girona, il voit le Petit sur le trottoir et décide de descendre de la voiture pour le rejoindre, le temps que les autres aillent se garer. La police intervient et le pousse sous un porche. Dans le hall d'entrée, des coups de feu sont tirés. Le Metge est blessé, un policier est tué... Les autres repartent en trombe, croyant à une opération d'envergure.

La solidarité

Les arrestations et les procès vont faire connaître les activités du MIL.

Au cours des semaines et des mois qui suivent, des comités de soutien avec les membres emprisonnés de l'ex-MIL se forment dans plusieurs pays. La tâche est rude : il y a urgence à cause des très lourdes peines prévisibles, et le groupe est pratiquement inconnu. En décembre 1973, tout espoir de grâce éventuelle est réduit à néant par la mort de Carrero Blanco dans un attentat perpétré par l'ETA. Les piliers du régime réclament vengeance et Puig Antich a défié le pouvoir. Qu'importe qu'il n'ait pas tué le policier, comme semblerait le conclure la balistique, le Tribunal de l'ordre public (TOP), qui juge les cas relatifs à la sécurité de l'État, ne s'embarrasse pas de ce genre de considérations, il a un coupable.

Les rescapés de l'ex-MIL qui ont rejoint la France participent à la création d'un groupe de soutien avec ceux de la librairie la Vieille Taupe, groupe d'ultra-gauche avec qui le MIL entretient des relations depuis l'année 1970. Ils ●●●

Manifestation de soutien ▶
à Salvador Puig Antich
organisée à Evreux
le 21 janvier 1974.



●●● prennent également contact avec des autonomes, des libertaires et avec l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA).

Pour empêcher l'exécution probable de Puig Antich, trois groupes qui veulent rompre avec les manifestations classiques de protestation, l'un de Paris et deux de Toulouse, s'accordent au cours du mois de décembre sur l'enlèvement d'une personnalité espagnole. Mais des arrestations à Paris en janvier 1974 mettent un terme à ce projet. Se met alors en place une nouvelle coordination, élargie à d'autres groupes autonomes. Elle prendra plus tard le nom de Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (GARI) pour revendiquer l'enlèvement du banquier Suarez en mai 1974 et une série d'actions explosives en solidarité avec les derniers membres du MIL incarcérés.

Entre-temps, Salvador Puig Antich est garrotté le 2 mars, dans la prison Modelo de Barcelone, cinq mois après son arrestation.

Quelques minutes avant lui, Heinz Chez, de son vrai nom Georg Michael Welzel, connaît le même sort à la prison de Tarragone, pour blessure d'un membre de la *Guardia Civil* et meurtre d'un autre.

Images :
En dehors des photos de la manifestation d'Evreux, toutes les illustrations de cet article proviennent du livre *Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles*, édité par le CRAS.

Ouvrages publiés en France sur le MIL ou 1000 :
- *Histoire désordonnée du MIL* d'André Cortade. Éditions Dérive 17, Perpignan, 1985. Réédité en 2005 par les éditions l'Échappée.
- *EL MIL : una historia politica* de Sergi Rosés Cordovilla, Alikornio, ediciones Barcelone, mars 2002. Traduit en français et édité par les éditions Acratie en 2007.
- *Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles* de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, éditions du CRAS, 2007.

L'exécution suscite de nombreuses réactions, plus ou moins indignées, plus ou moins tardives, et la campagne de solidarité continuera pour les autres emprisonnés.

Franco meurt en novembre 1975 et pendant la transition démocratique, l'*Indulto* (remise de peine) de 1976 et l'amnistie de 1977 vont permettre à ceux qui n'ont pas fini leur peine d'être libérés et aux exilés de revenir légalement en Espagne. Mais Oriol Solé Sugranyes sera tué par la *Guardia Civil* en mars 1976 près de la frontière française après s'être évadé de la prison de Ségovie en compagnie de membres de l'ETA, de catalans membres du FAC et de Pons Llobet.

Une fois le groupe dissous, les membres de l'ex-MIL n'ont pas eu le temps d'expérimenter de nouvelles perspectives. L'histoire n'est pas toujours celle que l'on souhaite, ils ne voulaient ni des martyrs ni des sigles, et ils ont eu les deux. La prison, l'exil, les changements politiques, les aléas de la vie ont fait qu'ils ont suivi des parcours différents, mais cette histoire reste un moment fort de leur vie qui dépasse le souvenir d'une jeunesse quelque peu turbulente. Au-delà des hold-up, du combat politique et de ce désir de transmettre une culture, il s'agissait de l'apprentissage d'une vie en rupture avec le mode de vie dominant, à une époque où le grand soir semblait poindre à l'horizon, mais aussi d'une aventure humaine dans laquelle l'amitié allait au-delà du politique. ■

Jean-Claude DUHOURCQ
et Antoine MADRIGAL



Laurent-Auguste Pelletier de Chambure par Engelmann Godefroy (1788-1839) (C) Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN / Photo musée de l'Armée

Pelletier de Chambure et le bataillon des corps francs de la Côte-d'Or en 1815

Après une brillante carrière militaire dans l'armée de Napoléon, Laurent-Auguste Pelletier de Chambure reprend du service avec le retour de l'empereur en 1815, pour quelques mois, à la tête d'un bataillon de volontaires.

Évadé de son « île-prison » d'Elbe le 26 février 1815, Napoléon, l'empereur déchu, débarque en France au Golfe-Juan en compagnie de 1 100 hommes de la vieille garde et de la garde corse. Son objectif est de reconquérir le pouvoir en marchant vers Paris. Partout où il passe la foule l'acclame. Les généraux et les soldats dépêchés par Louis XVIII pour l'arrêter se rallient à lui. Le 7 mars, il fait une entrée triomphale dans Grenoble. Le 20, il atteint Paris et forme un nouveau gouvernement. La dernière période de règne de l'empereur va durer cent jours. Il a contre lui toute l'Europe coalisée. Il n'y a pas d'autre salut pour lui que la guerre. Il organise huit armées, sous les noms d'armées du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées, de Paris et de Laon, soit 200000 hommes et 150 batteries. La levée en masse des sept départements frontières du Nord et de l'Est est décidée; les places fortes sont approvisionnées. La Garde nationale, composée de 3 130 bataillons, dont 1 500 compagnies de chasseurs et de grenadiers, formant 180000 hommes, est mise à la disposition du ministre de la Guerre, le maréchal Davout.

Le 22 avril 1815, Napoléon prend un décret en dix articles permettant aux *« individus qui auront les qualités nécessaires »* d'organiser des corps francs dans les départements frontaliers. Il accorde la faculté de lever dans l'intérieur des corps semblables qui ne devront quitter leur départe-

●●● ment qu'après que les hostilités auront éclaté. Le rôle de ces partisans est de se porter sur l'arrière des colonnes de l'ennemi pour intercepter ses convois, ses courriers et ses hommes isolés. Des primes sont prévues pour chaque homme capturé ; elles varient de 30 francs, si c'est un simple soldat, à 2000 francs pour un porteur de dépêche et à 4000 francs pour un lieutenant-général[1].

Plus de 10 000 volontaires s'engagent ainsi pour défendre les frontières et combattre les « coalisés ». L'idée de recourir à des « irréguliers » mobiles et efficaces avait été instituée longtemps auparavant par un décret du 10 mars 1793[2], modifié par celui du 9 pluviôse an II (28 janvier 1794)[3]. L'armée napoléonienne au cours de ses campagnes en avait affronté plus d'un, en Italie, en Espagne, au Tyrol, en Russie et en Allemagne. Napoléon compte sur un sursaut patriotique et héroïque pour mener son dessein, bien mal engagé avec les forces militaires traditionnelles épuisées par plus de vingt ans de combats sans fin dans toute l'Europe et même au-delà.

Napoléon compte sur un sursaut patriotique et héroïque pour mener son dessein.

Le 27 avril, le préfet de la Côte-d'Or[4], reçoit le texte du décret accompagné d'un courrier du ministre de la Guerre, lui demandant de se concerter avec le commandant de gendarmerie pour envoyer un rapport sur les services, l'expérience et la capacité de l'officier qui aura demandé à lever un corps franc, ainsi que sur l'influence dont il jouit dans le département. Le ministre insiste sur la nécessité de recourir à *« des personnes bien famées,* (ayant) *une moralité reconnue, une grande influence pour engager le plus grand nombre d'individus »*. Plusieurs propositions sont formulées, mais une seule est retenue : celle d'un dénommé Tremiet, chef de bataillon employé à la 12e division militaire, dont la famille est originaire de Bourgogne. Sa candidature est finalement écartée, sans doute parce qu'il postule en même temps pour occuper un poste à l'état-major du 5e corps et le 30 avril, le préfet propose de nommer au commandement du corps franc du département le chef d'escadron Pelletier de Chambure. Il sera chargé, sous les ordres du général Lecourbe, de s'opposer à l'entrée des Autrichiens par la Suisse et la Franche-Comté. La confirmation est faite par décret ministériel rétroactif du même jour donnant l'autorisation de lever *« un corps-franc de mille hommes à pied et de trois cents hommes à cheval »*.

Une éducation militaire

Laurent-Auguste Pelletier de Chambure est né à Vitteaux (Côte-d'Or) le 30 mars 1789. Il est le fils de Pierre Hugues Louis Jean Pelletier de Chambure, né en 1857, directeur des postes à Vitteaux puis administrateur des postes et sous-directeur des subsistances à Arras, marié à Marie Élisabeth Pioret. Le père est condamné à mort le 27 germinal an II (16 avril 1794) par le Tribunal Révolutionnaire sur réquisitoire de Fouquier-Tinville, l'accusateur public, sous les motifs de transmission de correspondance de Louis XVI au prince de Condé et de *« propos tendant au rétablissement de la royauté[5] »*. Ses biens sont confisqués, il est guillotiné le même jour et enterré dans l'ancien cimetière de la Madeleine. Sa femme est internée et décède peu de temps après.

Orphelin, trop jeune pour comprendre la situation, Laurent-Auguste est recueilli par sa famille, il entre au Prytanée de Saint-Cyr à l'âge de 11 ans, en 1800, puis à l'École militaire de Fontainebleau en décembre 1805. Il en sort sous-lieutenant le 10 octobre 1806 sans avoir achevé ses deux années de service, Napoléon ayant besoin d'officiers pour encadrer ses recrues. Il sert au 34e régiment d'infanterie de ligne en garnison à Givet sous les ordres du colonel Dumoustier, participant aux campagnes de Prusse (Iéna) et de Pologne (Putulsk) où il est blessé.

Il part ensuite en Espagne. Il est nommé lieutenant le 17 août 1809, puis aide de camp du général Hilaire Reynaud, son beau-frère, le 12 avril 1810. Blessé au siège de Saragosse, à la bataille d'Ocaña, à Séville, il est cité à l'ordre de l'armée. Il participe à la défense de Ciudad Rodrigo dont Reynaud a été nommé gouverneur. Il s'y fait remarquer par des sorties fréquentes, permettant ainsi un ravitaillement régulier. Au cours de l'une d'elles avec 300 hommes seulement, il est attaqué par 1 800 fantassins, 1 200 cavaliers et 3 pièces d'artillerie, il est blessé à l'épaule mais n'en continue pas moins un combat de quinze heures et se retire vers Salamanque avec les 100 hommes qui lui restent. Il est à nouveau blessé à la bataille de Fuentes-de-Onoro le 5 mai 1811. Réformé, il entre comme auditeur au Conseil d'État et devient sous-préfet de Mons.

Actions d'éclat

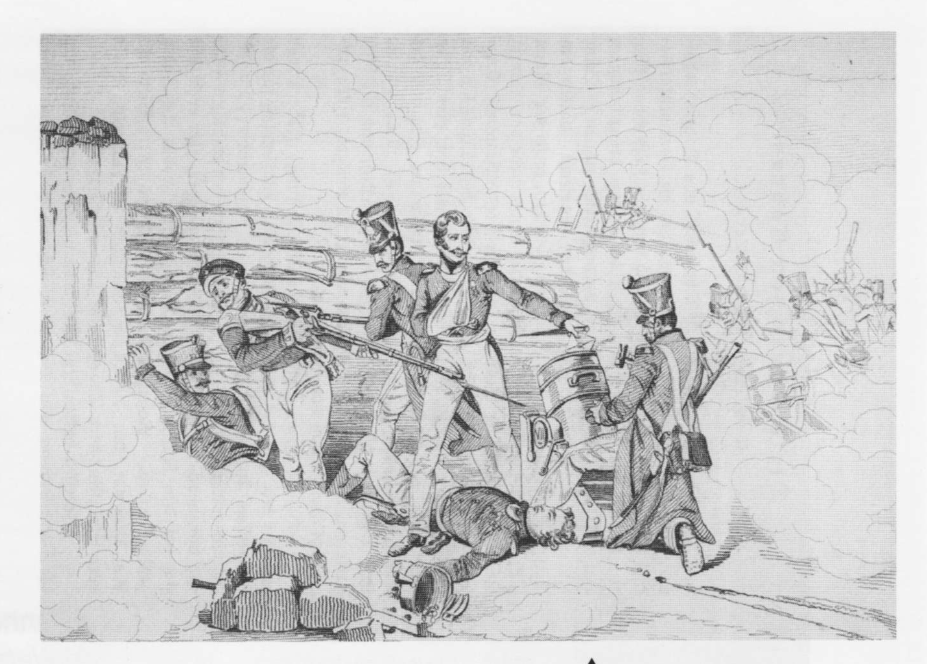
Il reprend du service lors de la campagne d'Allemagne en tant qu'aide-major au 11e corps, stationné en Allemagne sous les ordres d'Augereau. Il est nommé capitaine adjoint d'état-major le 8 février 1813 et est affecté auprès du général Rapp à la 30e division du 10e corps. En 1813, il prend part à la défense de Dantzig, assiégée par les Russes, où il est à nouveau blessé deux fois. Il accomplit des actions d'éclat derrière les lignes ennemies, à la tête d'une compagnie franche créée spécialement sur ordre de Rapp le 1er novembre, dite *compagnie infernale* ou *les enfants perdus*, comportant 100

1. *Correspondance de Napoléon* n° 21831.
2. *Journal militaire* n° 11, dimanche 17 mars 1793, p. 185-186 (Gallica NUMP-347).
3. *Ibid* n° 28, 20 pluviôse an II, p. 384-385 (Gallica NUMP- 347).
4. Il est difficile de s'y retrouver sur l'exercice du pouvoir préfectoral pendant la période des Cent-Jours. Se sont succédé comme préfets de la Côte-d'Or : Petitot destitué par Napoléon le 18 mars après 6 jours de fonction !, Pierre Royer en poste pendant 4 jours !, Jean-Maurice Duval, en poste 15 jours, Jacques Savoye-Rollin et Charles Maillard qui n'acceptent pas le poste, Joseph Legras de Bercagny, ancien administrateur de Magdebourg, qui est en fonction du 27 avril au 3 juillet 1815. J'indiquerai simplement dans le texte : « le préfet ».
5. L. Prud'homme, *Dictionnaire des individus envoyés a la mort judiciairement révolutionnairement et contre-révolutionnairement pendant la révolution, particulièrement sous le règne de la Convention nationale,* Paris : rue des Marais, n° 20 Faubourg-Germain, 1796, p. 247 ; H. Sanson, *Sept générations d'exécuteurs 1688-1847. Mémoires des Sanson mis en ordre*, t. 5, Paris : Dupray de la Mahérie, 1863, p. 102.

hommes dont plusieurs Polonais, tirés des plus intrépides de tous les corps. Chambure a sous ses ordres les lieutenants Rosay et Jaimebon (ce dernier sera tué quelques jours plus tard) et le sous-lieutenant Connard. Les hommes sont armés d'un fusil léger équipé d'une longue baïonnette, d'un sabre et d'une paire de pistolets.

Le 5 novembre, la compagnie débarque la nuit sur les arrières de l'armée russe au village de Bohnsack occupé par 3 000 hommes, les sentinelles sont mises hors de combat, 15 canons encloués, un magasin de vivres brûlé, 15 000 fusées incendiaires détruites, des dizaines de chevaux sont tués ou blessés. Les pertes russes sont estimées à plus de 300 hommes, plusieurs officiers supérieurs ont été menacés. Blessé de plusieurs coups de baïonnette, Chambure réussit à regagner Dantzig en traversant le camp ennemi, marchant sur le ventre de tous ceux qui s'opposent à son passage, en ayant perdu trois hommes seulement. Ce fait lui vaut d'être cité à l'ordre du jour du 10e corps. Plusieurs coups de main se succèdent ainsi. Le 16 novembre, il s'empare d'une redoute russe et – dit-on – laisse dans un mortier qu'il vient de détruire ce message au duc de Wurtemberg qui commande les troupes russes : *« Prince, vos bombes m'empêchent de dormir, je suis venu enclouer vos mortiers. Ne m'éveillez plus donc ou je serais forcé de vous faire de nouvelles visites[6] ! »*

Les assiégés en difficulté, manquant de tout, acceptent de négocier avec Wurtemberg. Le 1er décembre, par ordre du général Heudelet, commandant la 10e division, la compagnie est dissoute. Rapp nomme Pelletier de Chambure chef de bataillon (lieutenant-colonel) le 10 décembre 1813. L'empereur de Russie Alexandre Ier ayant refusé de ratifier la proposition de capitulation de Rapp en exigeant que la garnison soit envoyée prisonnière en Russie, Chambure suggère au conseil de guerre de détruire tous les magasins, d'enclouer les canons et de faire sauter les fortifications. Rapp, tout en protestant auprès de Wurtemberg, refuse, provoquant l'indignation de Chambure qui déclare ne pas accepter *« d'être sous les ordres d'hommes qui sacrifient à leurs intérêts l'honneur de leur pays »*. Il est fait prisonnier le 29 décembre, quatre jours avant la reddition définitive de la place. Il fait porter son épée à Wurtemberg, qui le fait aussitôt chercher et le reçoit avec distinction. Il est dirigé à Saint-Pétersbourg pendant que ses malheureux compagnons d'armes sont acheminés sur quatre colonnes vers Kiev sous le commandement des généraux Grandjean, Campredon, Heudelet et Bachelu. Alexandre Ier lui offre un grade dans ses armées, qu'il refuse[7]. Il rentre en France en 1814 et reprend son poste de capitaine aide de camp du général Reynaud le 26 octobre 1814. Le 1er février 1815, il demande à Reynaud l'autorisation d'épouser Hélèna Wilhelmine Blydestyn, née à Utrecht le 8 janvier 1794.



▲ La Redoute de Kabrünn, *dessin réalisé à partir du tableau d'Horace Vernet représentant le capitaine Chambure laissant un message dans un mortier au commandant des troupes russes après la prise de la redoute.*

La constitution des corps francs

Rien d'étonnant à ce que, après tant d'exploits, on le retrouve volontaire dans son département. Le 1er mai 1815, le préfet écrit aux maires pour lever des effectifs parmi *« quelques citoyens qui ont l'expérience et la capacité nécessaire pour former un corps franc »*. Les gardes forestiers sont particulièrement sollicités *« par leur connaissance du terrain »*. Chambure, alors à Paris, se rend à Dijon à l'hôtel du Chapeau Rouge pour organiser le corps qui doit être définitivement constitué le 3 juin. Le préfet se plaint de la lenteur de la mobilisation, les contrôles d'état-civil pour l'infanterie étant incomplets, ceux de la cavalerie inexistants et les nominations d'officiers par Chambure trop peu nombreuses. Il est rejoint en particulier par le capitaine adjudant-major Julien Combe, aide de camp du général de Périgord, ayant fait la campagne de Russie au 8e chasseurs à cheval, rallié à l'empereur et nommé chef d'escadron.

Le 6 juin, des états de situation complets parviennent au préfet. Le corps franc de la Côte-d'Or est définitivement constitué en un bataillon de deux compagnies de 113 fantassins et un escadron de 40 cavaliers[8]. Chambure espère augmenter les effectifs en faisant publier plusieurs placards : *« J'invite [...] mes compatriotes qui sont assez fortunés pour acheter un cheval, à faire partie de la cavalerie et à venir avec nous partager les dangers et la gloire de la campagne qui va s'ouvrir pour la cause de la liberté. Je les préviens que dans ce cas, ils seront exempts de tout service dans la garde nationale »*.

Les hommes de l'infanterie sont dans l'ensemble peu aguerris, par exemple dans la 2e compagnie, trente-deux n'ont jamais servi. Mais ●●●

6. Je ne sais pas si l'anecdote est vraie mais elle était tellement répandue qu'Horace Vernet a peint un tableau qui représente la scène (E. de Jouy et A. Jay, *Salon d'Horace Vernet : analyse historique et pittoresque des quarante-cinq tableaux exposés chez lui en 1822*, Paris : Ponthieu, 1822, p. 114-118).

●●● l'encadrement est chevronné, le capitaine Benoit compte ainsi 17 ans de service. L'équipement et l'armement ne sont pas bons, les fusils sont hétéroclites, surtout des armes de chasse. Ce n'est qu'à Besançon, le 5 juillet, qu'ils sont dotés de chaussures ! Heureusement, la cavalerie est mieux lotie avec un uniforme : *« veste bleue à la chasseur à cheval, parements, collet et basque rouges, boutons blancs, toque, sabre de cavalerie légère, pistolets »*. Les officiers sont équipés de poignards commandés à *« un sieur Rebilly, coutelier »*.

L'après-Waterloo

L'unité est à peu près constituée début juin et Chambure reçoit l'ordre du général Simon commandant le département de se rendre à Belfort pour recevoir les ordres du général Lecourbe, commandant le corps d'observation du Jura (8e corps)[9]. En cours de route, il fait demi-tour et revient à Dijon car le quartier général du 8e corps a été déplacé à Altkirch. Il repart avec son unité quelques jours plus tard et se rend à Pontailler-sur-Saône où se fait le ravitaillement. À l'annonce de Waterloo, Chambure donne l'ordre de détruire l'étendard et prend la parole devant ses hommes en appelant à continuer la lutte : *« Jurez-moi de ne déposer les armes que lorsque l'intérêt de la patrie le prescrira ! »*. Il est acclamé. Deux jours après, injonction est donnée de se rendre à Altkirch en passant par Gray, Vesoul et Lure pour se placer au commandement de Lecourbe. Le 20 juin, la compagnie se dirige sur Carspach, à quelques kilomètres d'Altkirch, pour observer et tenir la route de Delle en liaison avec le général Meuziau. Les Autrichiens ayant passé le Rhin, le 26 juin[10], les corps francs ont pour mission de s'y opposer et de lutter contre les bandes royalistes qui les accompagnent. Ils harcèlent l'ennemi qui, ne pouvant *« croire à la force numérique de notre troupe »* était convaincu qu'il avait *« à se défendre contre tout un corps d'armée*[11] *»*. Ayant appris par des *« gens du pays »* que des troupes royalistes, sous le commandement de Gaëtan de la Rochefoucauld, commissaire extraordinaire de l'armée royale de l'Est, étaient rassemblées dans le village de Goumoy (Doubs), Chambure décide de les attaquer. Favorisée par un épais brouillard qui dissimule son arrivée, l'infanterie des francs-tireurs surprend l'ennemi qui, en désordre, reflue sur le pont sans garde-fou. Une vingtaine d'hommes est tuée de part et d'autre, la troupe s'enfuit, la correspondance et les contrôles sont détruits.

À l'annonce de Waterloo, Chambure [...] prend la parole devant ses hommes en appelant à continuer la lutte.

Le 3 juillet, le maire de Sancey-le-Long est prévenu de l'arrivée des corps francs. Il lève un petit groupe sous la conduite d'un ancien officier nommé Serdet pour tenter de s'y opposer. Chambure envoie une patrouille à cheval puis fait mettre ses hommes en ordre de bataille. En infériorité numérique, Serdet ordonne de déposer les armes. Voyant l'un des hommes, un dénommé Dominique Bard, âgé de 25 ans, arborer une cocarde blanche, signe de ralliement au royalisme, sur son habit militaire de garde impérial, Chambure ordonne qu'il soit fusillé. Il reçoit finalement un coup de baïonnette dans le dos de la part d'un des corps francs. Serdet, après avoir été menacé lui aussi d'être fusillé, est relâché par Chambure. Les autres, dont l'abbé Mercier, sont faits prisonniers et incarcérés à Besançon.

Le 7 juillet, il est demandé à Chambure de protéger un convoi militaire venant de Vesoul. C'est le dernier fait d'arme de notre homme et de ses corps francs. Un armistice ayant été conclu à Bavilliers le 11 juillet entre le général Montfort, chef d'état-major du corps du Jura, et le général Marshall commandant d'une des divisions du 1er corps autrichien, les corps francs retournent à Dijon pour attendre les ordres. Par ordonnance royale du 20 juillet 1815, tous les corps francs sont licenciés et les hommes doivent se retirer dans leur foyer sous peine de mise en accusation devant un conseil de guerre[12]. Retournés à Besançon, les hommes se dispersent. Chambure et plusieurs de ses officiers et sous-officiers toujours militaires se rendent à Bourges pour y être licenciés par le maréchal Davout. Chambure refuse en effet de recevoir un ordre de qui que ce soit d'autre. En butte à l'hostilité d'une partie de la population, menacé par les bandes royalistes qui traquent les républicains et bonapartistes en déroute et par les patrouilles autrichiennes, le petit groupe arrive non sans mal auprès de Davout. Chambure est licencié avec le grade de colonel.

7. Selon le général de Marbot, il aurait combattu dans les rangs russes comme officier et il aurait été blessé à la bataille de Montmirail contre les Français ! (*Mémoires*, t. 3, Paris : E. Plon, Nourrit et Cie, 1891, p. 370-371). Cette information n'est confirmée par aucune autre source.

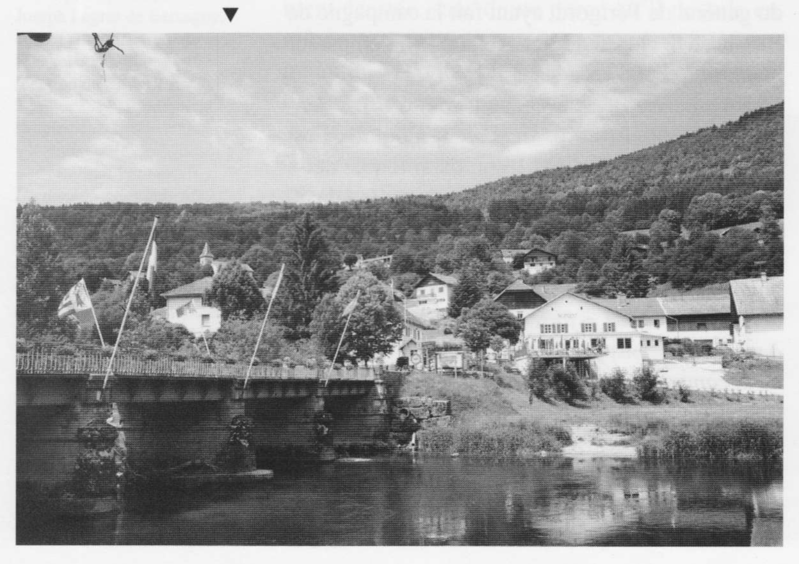
8. La 1re compagnie compte 53 hommes dont 15 officiers et sous-officiers. La majeure partie a commencé à servir entre 1810 et 1813. Il y a deux enfants de troupe et un ancien engagé de la marine. La 2e compagnie compte 60 hommes dont 24 officiers et sous-officiers. 32 n'ont jamais servi. Sur les 40 hommes de la cavalerie, on compte 17 officiers et sous-officiers. Au total, on compte donc 62 gradés sur 153, ce qui est beaucoup.

9. Le corps du Jura comporte d'autres groupes de corps francs comme celui de l'Ain commandé par Teray, celui du Haut-Rhin sous le commandement de l'inspecteur des forêts Billig auquel se rattachent des unités formées par le maire de Beaucourt, Japy, le maître des forges Migeon, de Grandvillars et par Mathieu Koechlin industriel à Masseveaux.

10. C'est un groupe de corps francs qui apporte le 27 juin au soir, la nouvelle dans la place de Montbéliard.

11. Colonel Combe, *Mémoires*, Paris : A la Librairie militaire de Blot, 1853.

Pont de Goumoy (Doubs), sur lequel Pelletier de Chambure et son bataillon affrontent des troupes royalistes en juin 1815. ▼



Le jugement des vainqueurs

La réaction triomphante cherche à se venger en poursuivant ceux qui se sont opposés au pouvoir royal les armes à la main. Combe est traduit devant la cour prévôtale de Besançon et acquitté. Le 25 mai 1816, deux corps francs, Augustin-Benoit Bauret et Nazaire Lefol, sont condamnés par la cour d'assises de Dijon, un autre, Vincent Bouvier, est acquitté mais maintenu en détention pour d'autres faits instruits contre lui. Chambure étant réfugié en Belgique, il est condamné par arrêt de la cour d'assises de Dijon, le 12 décembre 1816, *« par contumace aux travaux forcés à perpétuité, à la marque et au carcan »* et à la confiscation de ses biens, pour avoir, dans la nuit du 18 juillet au 19 juillet 1815, sur la route de Maison-Neuve à Rouvray, laissé arrêter et dévaliser par ses soldats deux officiers anglais, J. Sanford et le capitaine Catogan qui se rendaient à Paris. Ses co-accusés, Combe, Ferner, Voidet, Clavin et Jarry, sont acquittés.

De Bruxelles, il multiplie les protestations pour obtenir réparation. Les officiers anglais qu'il aurait détroussés lui écrivent pour rétablir la vérité: il les a libérés courtoisement en leur restituant tous leurs effets confisqués par ses hommes.

Le 5 août 1817, trente-neuf anciens corps francs de la Côte-d'Or, dont Chambure, sont poursuivis pour le meurtre de Dominique Bard devant la cour d'assises du Doubs, dix-neuf par contumace, vingt sont détenus. Sur les vingt détenus, cinq sont acquittés et quinze condamnés. Chambure se voit infliger la peine de mort.

Il bénéficie de la sympathie de la presse belge et de plusieurs publicistes, qui rappellent ses exploits passés à Dantzig[13].

Fort de ces soutiens, il revient en France, demandant à purger sa contumace. Il est traduit devant le procureur général Nicolas François Bellart, célèbre pour avoir requis contre le maréchal Ney, accusé de haute trahison et condamné à mort, et pour ses poursuites contre la presse. Chambure écrit qu'il sentait *« l'ombre de Ney se placer devant* [lui] *»*. Après plusieurs démarches, il réussit à s'adresser à Claude-Joseph-François Jacquinot de Pampelune, originaire de la Côte-d'Or, fidèle à Napoléon pendant les Cent-Jours, mais rallié à Louis XVIII qui l'a nommé maître des requêtes, président du collège électoral de l'Yonne, et procureur du Roi au tribunal de première instance de Paris. Tout aussi réactionnaire que son collègue Bellart, il est plus sensible aux arguments de Chambure et réussit à lui faire obtenir une ordonnance royale de grâce le 26 juillet 1820. Sans argent ni autre qualification que celle des armes, Chambure se livre sans succès au commerce des vins. Il reçoit le 20 janvier 1821 une pension de retraite de capitaine de 1 600 francs. En 1824, il s'occupe de la publication d'un ouvrage à la gloire de son empereur: *Napoléon et ses contemporains*, illustré par des artistes de l'époque, Achille Devéria, Nicolas-Toussaint Charlet, Eugène Lami, Ary Scheffer, etc.



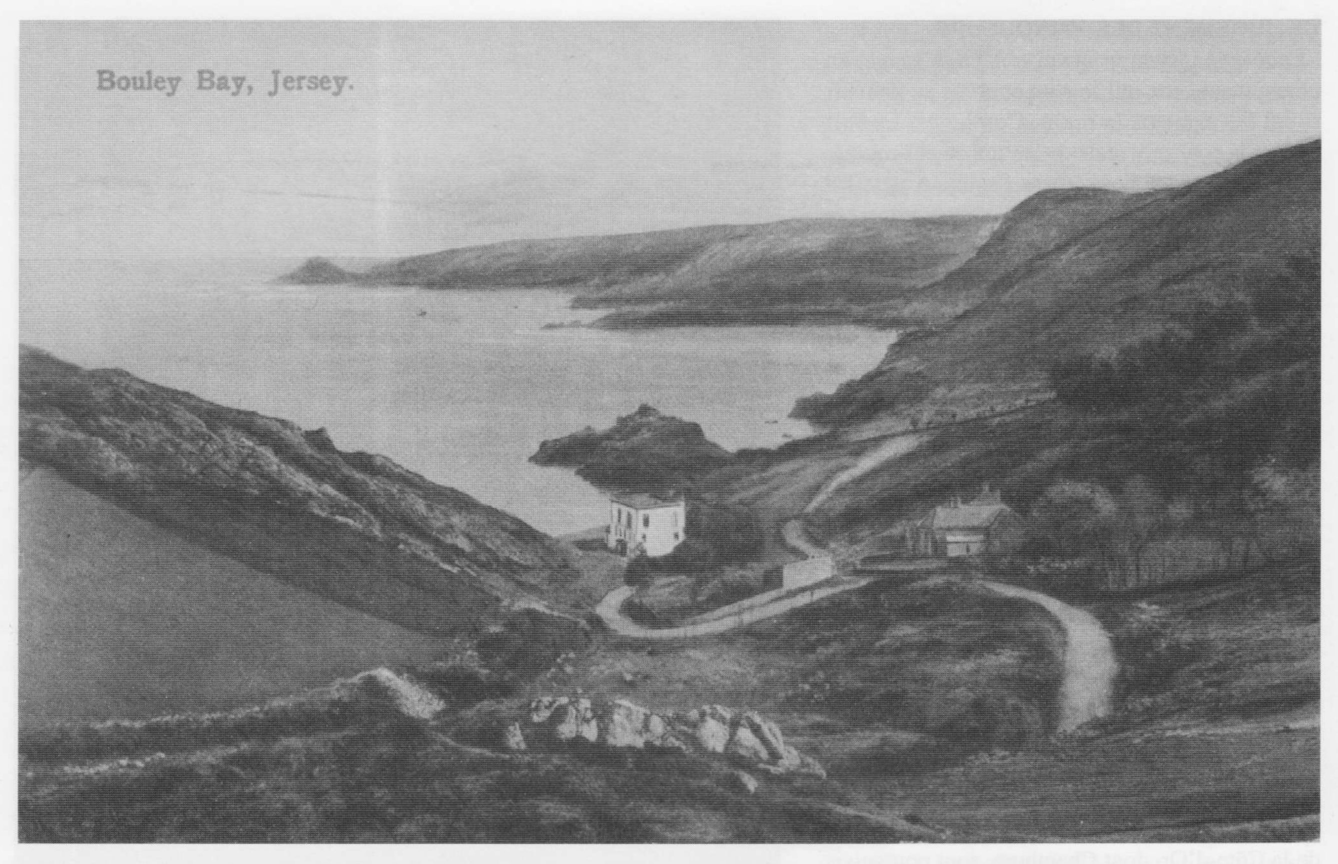
▲ *La tombe de Pelletier de Chambure au cimetière du Père-Lachaise.*

Pelletier de Chambure revient sur la scène militaire à l'époque de la révolution de 1830 et de l'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe (ex-duc de Chartres, commandant d'une division à la bataille de Jemmapes), plus moderne et libéral que ses prédécesseurs réactionnaires, insensibles à l'Histoire de France et aux gloires accumulées par les armées de la Révolution et de l'Empire. Sa femme décède le 17 décembre 1829 à l'âge de 35 ans. Il est nommé lieutenant-colonel d'infanterie le 2 décembre 1830, promu chevalier de la Légion d'honneur le 21 mars 1831. Il devient premier officier d'ordonnance du maréchal Soult, alors ministre de la Guerre. Il retrouve son grade de colonel le 30 juillet 1831. Pelletier de Chambure, frappé par le choléra, meurt à Paris le 11 juillet 1832, à l'âge de quarante-trois ans. Il est enterré à Paris au cimetière du Père-Lachaise et son nom est inscrit sur le pilier gauche de l'Arc de Triomphe. ■

Pierre-Henri ZAIDMAN

12. *Bulletin des lois*, 7e série, an 1815 n°7, p. 15.

13. On peut citer par exemple: *Les fastes de la gloire ou les braves recommandés à la postérité; Monument élevé aux Défenseurs de la Patrie*. Par une société d'hommes de Lettres et de Militaires, t. 2, Paris, Ladvocat/Raymond, 1819, p. 309-319.



Sur six proscrits sarthois, compagnons d'exil de Victor Hugo à Jersey

Jacques Barbier, Eugène Beauvais, Sylvain Fameau, Philippe Faure, Charles Heurtebise, Louis Hélain-Dutaillis

À la mémoire du bébé Freedom Stafford Beauvais.

En 1851, Louis-Napoléon Bonaparte, au lieu de céder le pouvoir, organise un coup d'État et instaure le second Empire par la force. Parmi ses opposants républicains, réprimés, certains s'exilent, comme Victor Hugo, à Jersey.

Dans *Choses vues* et *Actes et paroles d'exil*, Victor Hugo mentionne les noms, rarement accompagnés de prénoms, d'une soixantaine de proscrits de décembre 1851 présents comme lui à Jersey entre le 5 août 1852, date de son arrivée, et le 2 novembre 1855, date de son expulsion pour Guernesey. Six d'entre eux[1], dont il est aussi question dans le *Journal* d'Adèle, la fille de l'écrivain, avaient, vainement, appelé, dans la Sarthe, à la résistance armée au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte.

Le mieux connu est sans conteste Philippe Faure, figure du socialisme français, ami de Pierre Leroux (également exilé à Jersey), ancien journaliste à Paris au *Peuple constituant* de Lamennais puis au *Peuple* de Proudhon, objet de la vindicte des tenants du Parti de l'ordre dans la Sarthe depuis qu'il s'était vu confier en 1850 par les républicains de ce département le poste de rédacteur en chef de leur organe, l'éphémère *Bonhomme manceau* (octobre 1849-juillet 1851). Sur les autres, Louis Hélain-Dutaillis dont le nom est associé à un moment de l'histoire du drapeau rouge, le docteur Jacques Barbier, Eugène Beauvais, Sylvain-Parfait Fameau (nom orthographié *Famot* par

1. Il n'est pas fait mention de deux autres proscrits sarthois: Alfred Hamonet, clerc de notaire à Thorigné, qui alla ensuite à Londres, et Charles Granger, pharmacien à Mamers, réfugié à Jersey après son évasion d'Algérie où il avait été déporté avec libre choix de sa résidence.



▲
Saint-Hélier (Jersey) : Grove place, où résida le docteur Barbier (état actuel). Cliché de l'auteur.

Victor Hugo et Adèle) et Charles Heurtebise, les « hugoliens[2] » et les historiens[3], y compris ceux de la proscription jersiaise, ont jusqu'ici recueilli peu d'éléments biographiques antérieurs et postérieurs à leur séjour à Jersey.

Qui étaient ces hommes ? Quelles furent leurs conditions d'arrivée puis de vie d'exilés à Jersey ? Combien de temps y séjournèrent-ils ? Revinrent-ils en France ? Bref, quel fut, à compter de décembre 1851, leur destin, tant individuel que politique ?

Profils de six démocrates-socialistes en décembre 1851

Jeunes ou dans la force de l'âge, la plupart originaires de la Sarthe et de départements proches, des petits ou moyens bourgeois assez représentatifs des cadres provinciaux, urbains ou ruraux, du parti républicain sous la Seconde République, tels étaient nos six proscrits à la veille de leur arrivée à Jersey.

Entre les deux plus âgés, Fameau (43 ans) et Barbier (40 ans), nés sous le Premier Empire, et le plus jeune, Heurtebise (22 ans), né à la fin de la Restauration, se situaient Beauvais (26 ans), Faure (28 ans), Hélain-Dutaillis (35 ans). Seul Philippe Faure, Champenois devenu Parisien, n'avait aucune attache avec la Sarthe et ses environs. Parmi les trois natifs de la Sarthe, Barbier et Beauvais résidaient dans leur commune natale, le premier au Mans, le second à Dollon (canton de Vibraye), tandis que Heurtebise vivait au Grand-Lucé, non loin de Saint-Calais sa ville natale. Fameau, installé au Mans, et Hélain-Dutaillis, à Beaumont-sur-Sarthe, étaient natifs d'un département voisin, respectivement le Loir-et-Cher (Saint-Georges-sur-Cher) et la Mayenne (Saint-Christophe-du-Luat). Tous appartenaient à des catégories socio-professionnelles surreprésentées dans les archives de la répression qui suivit le coup d'État[4]. Trois exerçaient une profession libérale soit littéraire (le journaliste Faure), soit juridique (l'avoué Fameau), soit médicale (le docteur Barbier, diplômé à Paris en 1838). Heurtebise était clerc de notaire, Hélain-Dutaillis marchand de bois en gros et Beauvais fabricant de chandelles (et tanneur). Trois étaient mariés : Hélain-Dutaillis, époux d'une certaine Anne-Marguerite Poirier ; le docteur Barbier, uni à la fille d'un propriétaire du Mans, Eléonor Paumier, depuis le 27 novembre 1839 ; Beauvais, enfin, qui, le 14 juin 1851, à Dollon, avait épousé Mary-Laetitia Stafford, sans profession, veuve d'un cultivateur aisé de la même commune, née en 1814 à Bordeaux où son père, major-général au service de sa Majesté britannique, était en poste, et sœur cadette de l'épouse du régisseur du marquis de Dollon. Hélain-Dutaillis avait deux enfants, Barbier, un seul (une fille).

Politiquement, Faure et Fameau incarnaient chacun une des deux principales tendances des démocrates-socialistes sarthois : le pre- ●●●

2. Notes très succinctes sur certains d'entre eux dans les éditions récentes des œuvres de Victor Hugo.

3. Dans le *Maitron*, notice fournie sur Philippe Faure (t. 2, p. 172-173) mais quelques lignes seulement, d'après l'ouvrage de Pierre Angrand, sur Barbier (t. 1, p. 149), sur Hélain-Dutaillis, orthographié Hélin-Destaillis (t. 2, p. 339), et sur Heurtebise (t. 2, p. 348).

4. D'après les statistiques de la répression de l'insurrection de décembre 1851, *in* Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République 1848-1852*, t. 8 de la *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, Éditions du Seuil, Paris, 1973, p. 257 à 260.

Vue de Saint-Hélier. ▶

●●● mier, le socialisme proudhonien ; le second, le radicalisme derrière Ledru-Rollin. Étaient-ils des « républicains de la veille » (d'avant février 1848) ou « du lendemain » ? On sait qu'à Paris, Philippe Faure participa sur les barricades aux journées de février 1848. Sous la Seconde République, les autres, aux côtés de « républicains de vieille date », font figure d'hommes nouveaux sur la scène politique sarthoise où, par exemple, Barbier et Fameau apparaissent pour la première fois lors de la campagne pour l'élection de l'Assemblée constituante (mars-avril), respectivement en tant que président et vice-président du bureau du Comité central républicain de la Sarthe. Appartenaient-ils à des familles républicaines ? Très tôt, grâce à sa mère, Faure rencontra Béranger et Lamennais. Un rapport de police du 18 septembre 1852 qualifie le père de Heurtebise, pharmacien à Saint-Cosme-de-Vair (Sarthe), de *« socialiste exalté »*. Bien qu'étroitement surveillé pendant l'exil de son fils à Jersey, le père de Beauvais, marchand à Dollon, par républicanisme, n'en manifesta pas moins ouvertement son opposition au Second Empire, en ne souscrivant pas pour l'armée d'Orient en avril 1855.

Lors du coup d'État, Faure faisait fonction de relais entre les insurgés parisiens et les républicains sarthois. La réunion où fut décidé l'appel aux armes pour défendre la constitution se tint chez Fameau, au Mans, le 5 décembre. Le docteur Barbier y assistait. Dans la nuit du 5 au 6, Heurtebise et Beauvais donnèrent le signal de l'insurrection, le premier à Pruillé-l'Éguillé (canton du Grand-Lucé), au cri de *« Vive la République démocratique et sociale »*, le second dans sa localité de Dollon où il aurait déclaré : *« La Révolution totale est éclatée, Le Mans est à nous, Lyon est en révolution, allons à la mairie chercher nos armes. Il faut sonner le tocsin. Il faut marcher sur Le Mans. »* Hélain-Dutaillis serait venu au Mans pour combattre.

« La Révolution totale est éclatée, Le Mans est à nous, Lyon est en révolution, allons à la mairie chercher nos armes. »

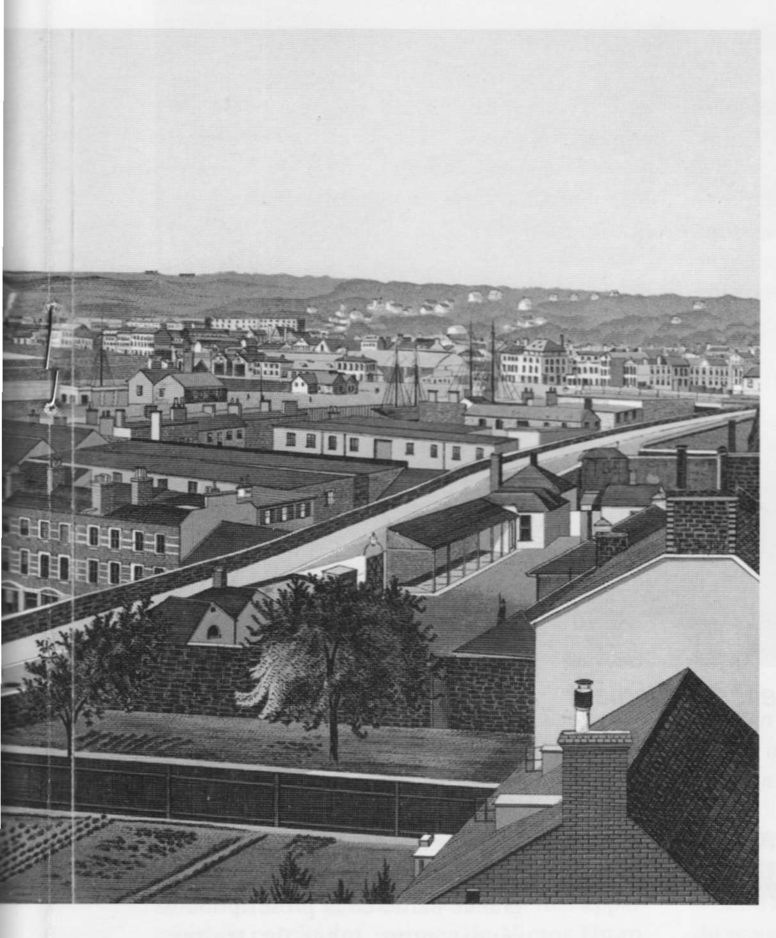
Conditions d'arrivée à Jersey

Une fois l'échec de la résistance admis, pour échapper à l'arrestation, Beauvais, Fameau et Heurtebise gagnèrent directement Jersey, via Granville ou Saint-Malo. En février 1852, les considérant *« actifs et dangereux »* la commission mixte de la Sarthe[5] ratifia en quelque sorte cet exil en les condamnant par contumace à l'*« expulsion du territoire »*. Fameau était accusé de *« complot et attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile »*. Il était reproché à Beauvais, déjà condamné le 13 avril 1850 à 50 F d'amende pour outrages à la gendarmerie, d'abuser *« d'une certaine facilité d'élocution pour pervertir les campagnes »* et à Heurtebise d'avoir *« pris la tête d'un peloton insurrectionnel »*.

Le docteur Barbier, resté au Mans, fut condamné à la surveillance de la police avec interdiction de quitter la Sarthe. Outre sa présence à la réunion chez Fameau, il lui était reproché son affiliation à des *« organisations démagogiques où il est constant qu'il jouait un rôle important »*, en clair des sociétés républicaines et, depuis peu (1851), la loge maçonnique des Arts et du Commerce du Mans. L'instruction judiciaire achevée, profitant d'un sursis, il quitta la Sarthe pour se rendre à Jersey, au plus tard en mars 1852.

Hélain-Dutaillis, lui, arriva à Jersey en septembre 1852, consécutivement à l'aggravation de la peine qu'il subissait. Arrêté le 31 décembre 1851, écroué à Mamers, il fut condamné par la commission mixte, le 9 février 1852, à

5. Instance d'exception, une par département, composée du préfet, d'un militaire de haut rang et du procureur, créée pour juger les résistants au coup d'État du 2 décembre 1851.



« *l'interdiction de la Sarthe et de tous ses départements limitrophes pendant cinq ans* ». En résidence surveillée à Rennes, il ne supporta pas sa nouvelle situation, à un tel point que le préfet d'Ille-et-Vilaine, le 12 août 1852, dénonça sa conduite au ministre de l'Intérieur : « [Hélain-Dutaillis] *emploie tous les moyens possibles pour déjouer la surveillance de la Police, vit continuellement dans l'oisiveté et fréquente assidûment les cafés où il se pose en victime du Gouvernement. Cet homme n'est digne d'aucune espèce d'intérêt. Hélain-Dutaillis a demandé à plusieurs reprises l'autorisation de quitter Rennes, de voyager, de se fixer à la campagne. C'est un homme incorrigible qui a abusé d'une permission donnée par mon prédécesseur pour faire probablement de la propagande anarchique ou tout au moins pour exciter les hommes de l'opposition par le récit des persécutions dont il est l'objet. Je lui refuserai toujours l'autorisation de quitter Rennes*[6]. » Le 4 septembre, la situation devint telle que le préfet proposa un changement de résidence[7]. Le ministre ordonna alors l'expulsion de France de Hélain-Dutaillis qui, le 19 septembre, fut conduit à Saint-Malo pour se rendre à Jersey.

Dès qu'il eut connaissance du jugement de la commission mixte de la Sarthe qui le condamnait par contumace à l'« *expulsion du territoire* » pour avoir fomenté des « *projets atroces* » au nom d'une « *doctrine incendiaire* » et propagé de « *fausses nouvelles* », Philippe Faure, un temps caché au Mans puis revenu à Paris, quitta la capitale pour Londres en mars 1852. À partir du 3 août 1854, il s'établit à Jersey où il avait précédemment séjourné, en octobre et novembre 1852.

À Jersey : conditions de vie, sociabilité et militantisme

Dans les débuts, des parents et des épouses, munis de passeports, effectuèrent des allers et retours entre la Sarthe et Jersey afin d'apporter soutien moral et matériel à leur fils ou à leur époux exilé, aussi pour contribuer au règlement d'affaires restées en suspens au pays consécutivement au départ précipité. Il en fut ainsi, en mai 1852, de Mme Barbier, d'après un rapport de police. Un autre rapport, du 3 octobre de la même année, signale au préfet de la Sarthe l'arrivée à Jersey, par le vapeur *La Rose*, du père de Heurtebise « *qui y fait de fréquentes visites* ». L'obtention de passeports par les proches devint difficile à mesure que les proscrits refusaient de se soumettre. Mme Barbier prit les devants pour ne pas se trouver séparée de son mari : « [...] *j'ai aidé de mon mieux une Mme XXX, qui a voulu quitter la France pour se rendre immédiatement à Londres près de son mari dangereusement malade. Il lui a été impossible de le faire. Le préfet a trouvé spirituel de lui dire seulement : Madame, votre mari va mieux. Le télégraphe électrique nous l'apprend. Quant à moi, je suis revenue immédiatement près de mon mari, dans la crainte qu'on m'empêche de retourner à Jersey*[8]. » Mary-Lætitia Beauvais rejoignit elle aussi son mari, on ne sait dans quelles conditions. Quant à Mme Hélain-Dutaillis, les sources se contredisent quant à sa présence durable à Jersey. Une fois fixé à Jersey, Faure put y faire venir sa mère.

Tous choisirent de résider à Saint-Hélier où ils trouvèrent à se loger dans le centre-ville : par exemple, le docteur Jacques Barbier, Grove place ; Eugène Beauvais, au 20 Don street ; Louis Hélain-Dutaillis, New street ; Philippe Faure, à Cheapside.

Barbier continua l'exercice de la médecine. Mais pour la plupart des autres, l'exil signifia reconversion professionnelle, non sans difficultés vraisemblablement : Beauvais se fit aubergiste, Heurtebise devint commissaire en marchandises sur le port de Saint-Hélier, Faure trouva à s'employer dans l'imprimerie ●●●

6. Archives départementales de la Sarthe (ADS), 4 M 428 *in* dossier de Pierre René Philippe, en résidence surveillée à Rennes au même moment.
7. ADS M 427, *in* dossier Louis Leroy.
8. Mme Barbier à Mme Victor Hugo, *in* Adèle, *Journal*, t. 2, p. 311-312.

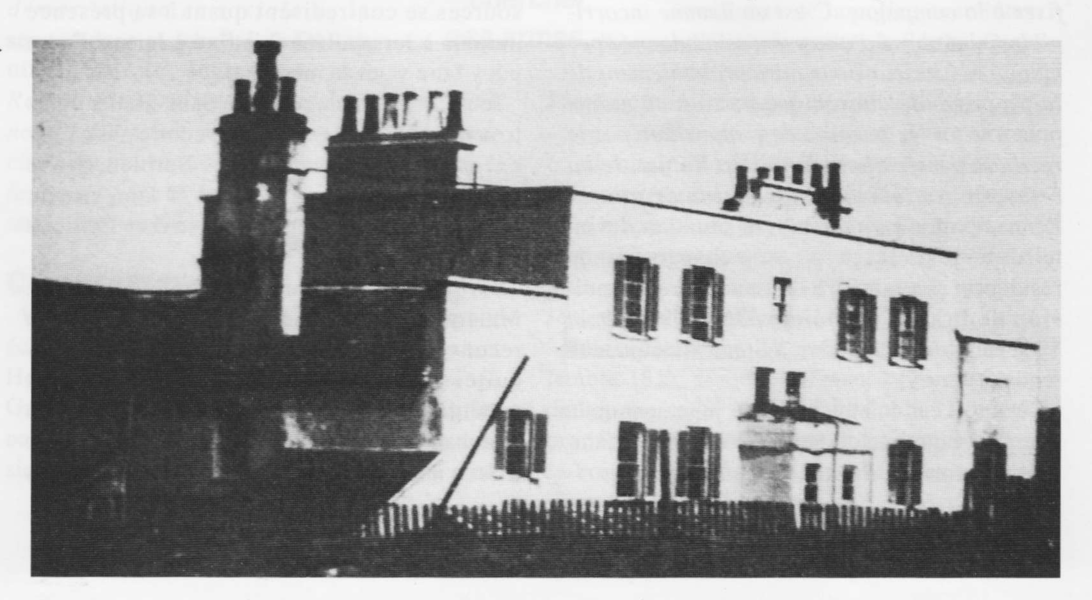
●●● des proscrits comme compositeur. Fameau, à qui en décembre 1852 fut refusé un passeport pour régler au Mans les affaires relatives à son étude, semble avoir plus ou moins végété.

On sait peu de chose sur les rapports des proscrits sarthois avec la population jersiaise, tout au plus que les compétences et le dévouement de Barbier en firent un des médecins les plus appréciés dans l'île, en particulier lors d'une épidémie de choléra (asiatique) en 1854. On ne sait s'il contacta les francs-maçons de l'île.

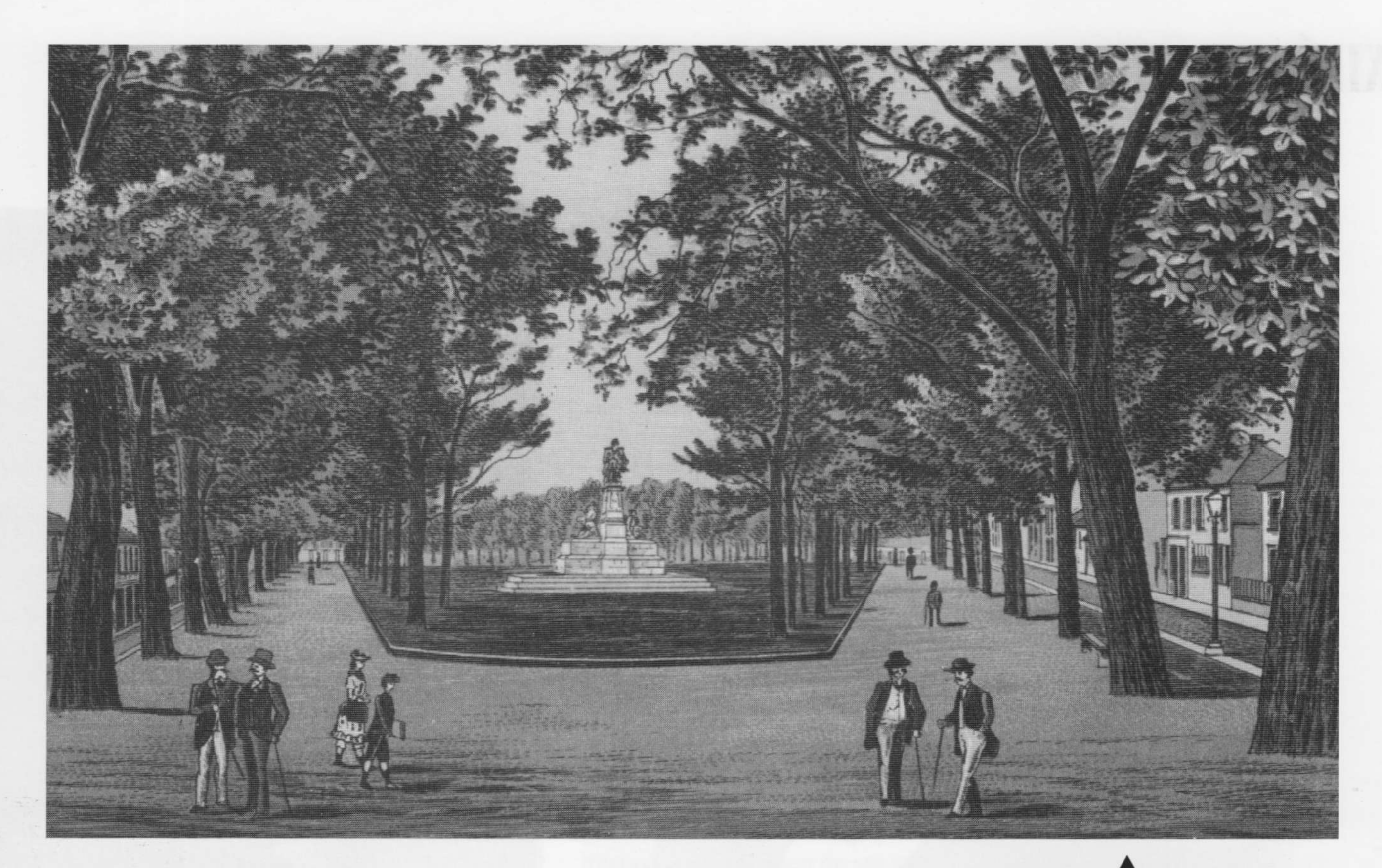
Au sein de la proscription, les Sarthois se rattachèrent à la tendance modérée qui prônait l'établissement de *« la République universelle, démocratique et sociale »*, sauf Philippe Faure qui, à Londres, adhéra à l'Union socialiste. Membre de la Fraternelle, société de proscrits moins marquée à gauche que sa rivale la Fraternité, mais que Victor Hugo quitta par suite de ses dissensions internes, le jeune Heurtebise se révèle le plus « politique ». Homme d'action, il fut de ceux qui se risquèrent, à plusieurs reprises, à déjouer la surveillance de la police pour diffuser clandestinement diverses publications d'exilés dont *Napoléon le petit* et *Les Châtiments* sur le continent. L'engagement de Barbier et celui de Beauvais apparaissent essentiellement d'ordre humanitaire, au service des proscrits les plus démunis : le premier, qui les soignait gratuitement, cosigna avec, entre autres Victor Hugo, l'appel *« aux concitoyens »* (de la République universelle) pour secourir les proscrits pauvres de toutes nations, daté de la fin mai 1854 ; le second, les accueillait généreusement dans son auberge. L'auteur de *Choses vues* rapporte comment Beauvais reçut l'un d'eux, Hubert : *« Il vit cet homme pâle, défait, en haillons, portant un petit paquet misérable – Qui êtes-vous ? dit Beauvais. – Un proscrit. – Votre nom ? – Hubert. – Où allez-vous ? – Je ne sais pas. – Vous n'avez pas d'auberge ? – Je n'ai pas de quoi payer. – Venez chez moi. Beauvais emmena Hubert chez lui* [...] *En arrivant chez Beauvais, Beauvais lui montra une chambre à lit très propre et lui dit : – Voici votre chambre. – Je vous ai dit que je n'avais pas de quoi payer, dit Hubert. – C'est égal, dit Beauvais. – Donnez-moi un coin et une botte de paille dans le grenier. – Je vous donnerais plutôt, reprit Beauvais, ma chambre et mon lit.* [...] *Vous dînerez avec nous, citoyen – Et vous payer ? – Quand vous pourrez – Jamais, peut-être. – Eh bien, jamais.* [...] *Beauvais procura à Hubert quelques leçons de grammaire et de calcul dans la ville ; et, du produit de ces leçons, il le força de s'acheter un paletot, et des souliers.* [...]. » En octobre 1853, parmi les acteurs principaux du dénouement de « l'affaire Hubert », car Hubert s'avéra être un mouchard, on peut citer : Beauvais, dont la confiance avait été trahie, et chez qui, au premier étage de son auberge, dans la salle dite « Cercle des Proscrits », une grande partie de la proscription se réunit pour juger le traître ; Heurtebise, un des deux secrétaires de séance, au nom de la Fraternelle ; Fameau, comme témoin car il faillit être victime de la fourberie de Hubert. Barbier fut de ceux qui félicitèrent vivement Victor Hugo pour sa nouvelle plaidoirie contre la peine de mort, à la suite de laquelle Hubert fut livré à la justice jersiaise, pour dettes, au grand dam *« de la nuance dite terroriste »*, pour reprendre les termes de l'écrivain.

L'engagement de Barbier et celui de Beauvais apparaissent essentiellement d'ordre humanitaire, au service des proscrits les plus démunis.

Politiquement, culturellement et socialement, Barbier était proche de Victor Hugo. Leurs épouses s'appréciaient. En janvier 1854, l'écrivain fit de celui qui lui avait présenté l'ensem-



Jersey. Marine-Terrace, résidence de Victor Hugo (façade côté mer). Cliché extrait de : Philip Stevens, Victor Hugo in Jersey, *Phillimore, 1985.* ▶



▲
Vue de Saint-Hélier montrant la statue de George Don.

ble des proscrits lors de son arrivée à Jersey et était devenu son médecin de famille[9] un des personnages d'une satire politique en forme de « conte arabe » : « [...] *se sentant fort malade, le roi appelle son médecin, M. Barbier, et lui dit* [...][10]. » Heurtebise, lui aussi, rencontra assez souvent l'écrivain. Sans toutefois appartenir au cercle des intimes de Victor Hugo, Barbier et Heurtebise furent reçus à Marine-Terrace, résidence des Hugo, parfois pour y dîner. En décembre 1853, Heurtebise y apporta un pâté, expédié de France. Adèle raconte : « *On plaisanta beaucoup sur le pâté ; on accusa l'infortuné pâté d'être empoisonné par Louis Bonaparte, ce qui n'empêcha ni Pierre Leroux, ni Ribeyrolles, ni Victor Hugo d'en manger de fort bon appétit.* » C'est à Marine-Terrace que Heurtebise répliqua à Victor Hugo qui prônait « *la discipline qui doit régir tout parti bien organisé* » : « *Il n'y a pas de discipline, c'est un mot* [...] *Je nie la discipline* [...][11] ». Et à Pierre Leroux, qui refusait de porter « *un toast à la délivrance des proscrits par l'insurrection* », préférant le livre au fusil et « *l'éducation de l'humanité par l'éducation de chaque individu* », il répondit : « *Citoyen Pierre, il faut les deux choses : il faut le livre et le coup de fusil*[12] ». Une fois installé à Jersey, en août 1854, le socialiste Philippe Faure s'empressa de rendre visite à Victor Hugo, corédacteur, comme lui et Fombertaux, de la *Déclaration à propos de l'Empire* adoptée par « *les proscrits démocrates-socialistes résidant à Jersey et réunis en assemblée générale, le 31 octobre 1852* » pour répondre aux interrogations des républicains de Paris sur l'attitude à adopter lors du plébiscite rétablissant l'Empire, texte qui se terminait par ces mots : « [...] *le citoyen digne de ce nom, ne fait qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.* »

À JERSEY : DES MALHEURS EN SÉRIE

Cette heure tardait à sonner. Peu à peu, le mal du pays, la lassitude, la maladie, les épidémies, la misère, la malchance ou les aléas politiques éprouvèrent les exilés sarthois.

De chagrin selon ses amis, de la fièvre typhoïde d'après l'état-civil, probablement des deux, Louis Hélain-Dutaillis mourut chez lui le 7 avril 1853 en présence d'Eugène Beauvais qui déclara le décès. Ses obsèques, le 9, les premières d'un proscrit de décembre à Jersey, eurent un grand retentissement. De New street au cimetière de Green street, à Saint-Hélier, le cercueil, dont les cordons du poêle étaient tenus par quatre représentants de la « Démocratie nouvelle », le docteur Barbier, le Polonais Mikulowski, le Hongrois Téléki et un Italien, était accompagné du drapeau rouge surmonté d'un crêpe noir, selon une dernière volonté du défunt, et non du drapeau français, comme annoncé. Au départ du cortège, certains, dont Heurtebise, avaient écarté le prêtre catholique. Au cimetière parlèrent Heurtebise, puis Mikulowski, puis Piquet de la Nièvre, un républicain de la tendance qui tenait à faire de ces obsèques une manifestation politique à la fois contre le Second Empire et contre les républicains du lendemain, incarnations « *de la vieille société* ». Selon la presse locale et les rapports du représentant du gouvernement français (Laurent), face au drapeau rouge et en entendant des propos offensants à son égard, Victor Hugo, à qui Heurtebise et ●●●

9. Adèle, *ibid*, t. 3, p. 246 : « *Barbier* [...] *vient tous les matins soigner mon larynx.* »
10. *ibid.*, t. 3, p. 96-97.
11. En juillet 1853. *ibid.* t. 2, p. 168-169.
12. En décembre 1853. *ibid.* p. 441- 442.





▲
Docteur J. Barbier.

À droite, Saint-Hélier (Jersey) : cimetière de Green street où fut inhumé Hélain-Dutaillis (état actuel). Cliché de l'auteur.

●●● Barbier avaient demandé de dire quelques mots sur la tombe, se retira. De même Pierre Leroux. Au contraire, Adèle écrit qu'au cimetière son père a dit : *« Voyez ce drapeau rouge, c'est le symbole du feu et du sang, oui, mais du feu qui éclaire et du sang qui vivifie*[13]. » Propos apocryphes selon les historiens. Dans *La chronique de Jersey* du 13 avril, trente proscrits français dont Fameau et Hamonet, un autre Sarthois, déplorèrent la *« véhémence extrême »* du discours de Piquet qui les priva d'entendre *« ces nobles accens* (sic), *ces paroles si pleines d'humanité* [...] *qui sont si naturelles* [à Victor Hugo et Pierre Leroux] *quand ils expriment les grandes pensées de leur âme, les généreux sentiments de leur cœur. »* Ils terminaient en assurant la population de Jersey que *« les discours prononcés sur la tombe n'engagent nullement la proscription* [...][14] ». En réponse au révérend recteur de Saint-Hélier qui exigeait dorénavant la présence d'un prêtre et l'interdiction de tout discours aux obsèques d'un proscrit, les exilés décidèrent d'enterrer leurs morts dans le centre de Jersey, au cimetière de Saint-Jean (aujourd'hui cimetière Macpela, à Sion), où la dépouille d'Hélain-Dutaillis fut, semble-t-il, transférée.

Muni d'un faux passeport et sous un faux nom, Heurtebise fut arrêté le 20 avril 1854 à Portbail, dans le Cotentin, alors qu'il s'apprêtait à revenir à Jersey. Fut-il dénoncé par une ancienne domestique du proscrit hongrois Téléki qu'il rencontra et qui aurait agi de la sorte pour se venger d'avoir été renvoyée, comme il le prétend dans une lettre qu'il put faire parvenir à ses amis de Jersey ? Commit-il une imprudence, selon la version de cette femme, en prononçant à haute voix son vrai nom, pour se faire reconnaître, quand il l'aborda, sans se soucier des oreilles qui écoutaient ? À Jersey, courut bientôt la rumeur de sa déportation à Cayenne, la plus haute peine infligée aux insurgés de décembre.

Le 16 septembre 1854, en pleine épidémie de choléra, Mary Lætitia Beauvais, née Stafford, âgée de 40 ans, mourut de phtisie. Une semaine plus tard, le 23, Beauvais perdit son fils, un bébé de 6 mois, atteint de diarrhée. Né à Saint-Hélier le 5 mars précédent, l'enfant avait significativement reçu les prénoms de Freedom (la liberté, espoir suprême de ses parents) et Stafford (nom de famille de sa mère, peut-être en hommage à l'Angleterre, terre d'asile). Les deux décès furent déclarés par le docteur Barbier, médecin de la famille. Au début de son

13. Adèle ajoute : *« la ville ne s'est pas insurgée* [...] *à la vue dangereuse du drapeau rouge. Ô liberté ! »*. *ibid.* t. 2, p. 55.
14. Article reproduit en annexe n° 5 du *Journal* d'Adèle, t. 2, p. 480-482.



discours sur la tombe de Félix Bony, le 27 septembre, au cimetière de Saint-Jean, Victor Hugo, après avoir rappelé les noms des six proscrits de toutes nationalités morts précédemment, s'écrie : *« Et, chose poignante ! les enfants tombent aussi ! Avant d'arriver à cette sépulture, tout à l'heure, nous nous sommes arrêtés devant une autre fosse, fraîchement ouverte comme celle-ci, où nous avons déposé le fils de notre compagnon d'exil Eugène Beauvais, pauvre enfant mort des douleurs de sa mère, et mort, hélas ! presque avant d'avoir vécu* [15] *!* » En avril 1855, *« dangereusement malade »*, Beauvais demanda à rentrer un moment chez lui, à Dollon, afin d'y régler ses affaires. En vain, semble-t-il. Le mois suivant, d'après Adèle Hugo, les proscrits cessèrent de fréquenter son auberge parce que deux jeunes gens suspectés d'être des condamnés pour escroquerie et non pour des raisons politiques comme ils le prétendaient, *« n'en quittent pas »*. Craignait-on une nouvelle « affaire Hubert » ?

Les malheurs de Fameau furent d'un autre ordre. Supportant de plus en plus difficilement ses compagnons d'exil, il n'eut de cesse, comme d'autres, de vouloir gagner l'Espagne pour épouser la cause des libéraux de ce pays alors en lutte contre le pouvoir en place, tout en tergiversant quant au choix de la ville où s'établir, de l'itinéraire à suivre (direct ou via Londres ?) et de la date de son départ. *« De voyageante mémoire »*, selon l'expression d'Adèle, en septembre 1854 il était à Londres, éprouvant des difficultés à obtenir un passeport pour l'Espagne.

Politiquement désabusé, affaibli, Philippe Faure mourut le 13 janvier 1856 de la fièvre scarlatine. Son ami Auguste Desmoulins, gendre de Pierre Leroux, qui déclara le décès, lui rendit hommage sur sa tombe[16].

À cette date, Barbier, malgré les protestations d'habitants qui voulaient le garder, et Beauvais, solidaires de Victor Hugo et des autres proscrits expulsés en octobre 1855, n'étaient plus à Jersey.

Après Jersey

De Jersey, Beauvais gagna Londres où il resta. On ne sait rien de ses conditions de vie dans la capitale britannique. C'est en 1858 qu'on le retrouve, lorsqu'à nouveau malade, il obtint, vers le milieu de l'année, l'autorisation de revenir à Dollon. Six mois après, le 29 décembre, à 33 ans, il y mourait au domicile de son père. Possesseur d'une *« petite fortune »* à son départ pour Jersey, c'est quasiment ruiné qu'il mourut. Sa famille dut en effet vendre une grande partie de leurs biens, à lui et à elle, pour pouvoir le secourir pendant ses années d'exil. En 1881, dans sa demande de pension à titre de réparation, son père, âgé de 83 ans, disait avoir perdu *« tout ce qu'il possédait »* et estimait à 8 000 F le montant des secours qu'il avait fait parvenir à son fils.

De Londres, Fameau put gagner l'Espagne, plus précisément Bilbao où il donna des leçons de français et de musique. Autorisé, *« pour affaires urgentes »*, par le ministre de l'Intérieur à rentrer pour deux mois au Mans, en mai 1856, Fameau prolongea son séjour. En avril 1857, il habitait Saint-Georges-sur-Cher, son village natal de Touraine, et était sur le point d'épouser (ou avait épousé) la veuve de celui à qui il avait confié la gestion de ses intérêts au Mans pendant son absence. Le fait qu'il s'apprêtait alors à aller vendre son mobilier en Espagne prouve que son intention était bien de rester en France. Le ministre de l'Intérieur acquiesça sous conditions : *« son séjour est devenu la suite d'une simple tolérance qui cessera le jour où sa conduite donnera lieu à des observations fâcheuses*[17] *»*. Marié, père de deux enfants, Fameau, qui aurait un temps vécu modestement à Chenonceaux, mourut le 13 septembre 1874 à Saint-Georges-sur-Cher[18].

Parce qu'il réalisa que, de Jersey, il venait souvent en France, le gouvernement ●●●

15. *Œuvres complètes* de Victor Hugo, coll. Bouquins, volume « Politique », p. 468.

16. Il est admis que la disparition de Faure survint environ un mois avant la parution de sa grâce, en février 1856. Dans son dossier des ADS (4 M 426), on lit qu'il avait été gracié trois ans auparavant, le 2 février 1853. En mars suivant, il était à Londres. En fut-il alors informé ou refusa-t-il cette grâce ?

17. ADS 4 M 426, dossier Fameau : notes de police ; le ministre de l'Intérieur au préfet de la Sarthe, le 25 avril 1857.

18. En 1881, sa veuve résidait à La Flèche (Sarthe).

Rue Barbier. ▶
Le Mans (Sarthe).
Cliché de l'auteur.



●●● impérial tint à éloigner Heurtebise. Par décret, fut décidée sa « transportation » en Algérie (et non à Cayenne). Heurtebise a-t-il alors, comme le prétend son oncle du Mans, demandé sa grâce pour se rendre près de sa mère malade ? C'est *« les chaînes aux mains »* et de prison en prison (43 se remémora-t-il en 1881) qu'il fut conduit à Marseille[19]. D'abord forçat au camp de l'Oued Boutan puis en résidence à Blida, Heurtebise resta en Algérie jusqu'à l'amnistie de 1859, excepté trois mois de convalescence passés dans sa famille en 1857-58. Père d'un garçon né à Blida en 1858, il épousa ensuite la mère. Il signa et cosigna quelques éditoriaux et articles du journal républicain du Mans *La Feuille du village - Courrier du bonhomme manceau*, paru de janvier 1870 à avril 1873. Petit employé à Paris, Heurtebise mourut le 18 juin 1881, six mois après sa demande de pension à titre de réparation.

De Jersey, le docteur Barbier s'était rendu à Londres qu'assez vite il quitta pour Lisbonne. Comme à Jersey, il y acquit une grande réputation en prodiguant des soins gratuitement pendant l'épidémie de fièvre jaune de 1857. Reconnaissante, la ville de Lisbonne lui décerna la médaille municipale dite de la « fièvre jaune ». Plus tard, le roi du Portugal lui remit la décoration militaire de la Tour et de l'Épée. Médecin de l'ambassade de France, il exerça en outre, et gratuitement, la fonction de médecin en chef de l'asile Saint-Louis-des-Français, dès sa fondation en 1861. Barbier revint définitivement en France, dans la Sarthe, vers le milieu de 1872. Il possédait, enveloppée d'un papier cacheté du sceau de l'écrivain, la plume (ou une des plumes ?) avec laquelle Victor Hugo avait écrit *Les Châtiment*s. Quelques mois plus tard, le 26 octobre, sa fille épousa Fernand Milliet, fils aîné d'un vieil ami de Barbier, le fouriériste Félix Milliet, proscrit de décembre 1851 comme lui (mais qui alla à Genève), et frère de l'artiste peintre Paul Milliet, alors exilé en Italie pour s'être engagé dans la Commune de Paris. Archétype du bon docteur, grande figure locale de pionnier de la démocratie, Barbier siégea au conseil municipal du Mans de 1878 à 1888, au conseil de l'arrondissement du Mans de 1879 à 1880, puis au conseil général de la Sarthe de 1881 à 1886. Nommé par le préfet, il fut un des 9 membres (3 élus par leurs pairs et 3 nommés, tous anciens proscrits) de la commission départementale mise en place dans le cadre de l'application de la loi du 30 juillet 1881, dite de réparation nationale, chargée de proposer en haut lieu le montant de la pension de chacune des victimes de décembre de la Sarthe ou de leur famille qui en faisait la demande. Il dirigea la caisse d'épargne du Mans. Universellement aimé, disait-on, il reçut la croix de chevalier de la Légion d'honneur en 1883. Après 1886, veuf et malade, il se retira chez sa fille à Paris où il mourut le 6 août 1888. Pour ses vingt années d'exil, son *« désintéressement »*, son *« libéralisme »*, le conseil municipal radical du Mans, le 29 septembre 1891, proposa de donner son nom à une rue du quartier où il résidait. Le président de la République approuva par décret du 19 novembre.

19. D'après sa lettre à la commission des pensions en 1881. Archives nationales (AN) F 15 4081.

Pour conclure

Un seul des proscrits sarthois présentés ici, le docteur Jacques Barbier, termina sa vie dans les honneurs de la IIIe République. À l'instar de Victor Hugo, mais évidemment dans une sphère plus humble. L'exil brisa la vie des cinq autres, soit par une mort prématurée, soit par des revers de fortune, parfois les deux. Aucun ne renia ses convictions républicaines.

En 1881, la commission nationale d'attribution des pensions à titre de réparation tint compte de la catégorie de la peine subie par les postulants, de leur état de fortune, des propositions faites au plan départemental, sans négliger les appuis d'hommes politiques dont certains se prévalaient. Charles Heurtebise, ainsi que la veuve de Sylvain-Parfait Fameau, domiciliée à La Flèche, recommandée par Wilson, le ministre des Finances, reçurent chacun le montant maximum prévu soit 1 200 F ; le père d'Eugène Beauvais, toujours à Dollon, et la veuve de Hélain-Dutaillis, résidant chez son fils à Paris, chacun 800 F ; le docteur Jacques Barbier, 400 F. Paris suivit les propositions émanées de la Sarthe en faveur de Heurtebise et des veuves de Fameau et de Hélain-Dutaillis. Pour Barbier et le père de Beauvais, la commission départementale avait demandé respectivement 800 et 1 200 F. ■

Gérard BOËLDIEU



▲
Jersey. cimetière Macpela, Sion : tombeau des proscrits. Cliché extrait du Journal d'Adèle Hugo, *1853, Lettres modernes Minard, 1971.*

Références

Ouvrages ayant valeur de sources :

Victor Hugo, *Choses vues*, Gallimard, collection Quarto, Paris, 2006 (sans index).

Victor Hugo, *Actes et paroles d'exil* in *Œuvres complètes*, volume « Politique », Robert Laffont, collection Bouquins, Paris, 1995 (sans index).

Adèle Hugo, *Journal*, Lettres modernes Minard, Paris-Caen, 4 volumes, 1968-2002 (édition de France Vernor Guille ; avec index).

Philippe Faure, *Journal d'un combattant de février*, Jersey, 1860 (consultable sur le site books.google.com).

Presse sarthoise :

Le Bonhomme manceau et *La Feuille du village* (à la médiathèque du Mans).

État-civil du Mans, de Dollon, de Saint-Calais (Sarthe), de Saint-Christophe-du-Luat (Mayenne), de Saint-Georges-sur-Cher (Loir-et-Cher).

État-civil de Jersey (à Saint-Hélier) : registres des actes de décès.

Archives départementales de la Sarthe (ADS) :

4 M 422-423 : instruction judiciaire après le coup d'État.

1 M 375 : liste des condamnés par la commission mixte de la Sarthe.

Surveillance des condamnés : 4 M 425 (sur Barbier et Beauvais) ; 4 M 426 (sur Fameau et Faure) ; 4 M 427 (sur Heurtebise et Hélain-Dutaillis.)

1 M 198-200 : victimes du coup d'État. Loi de réparation nationale du 30 juillet 1881.

Archives nationales :

F15 4081 : loi de réparation nationale du 30 juillet 1881, dossier Sarthe (utile relativement à Beauvais, Fameau, Hélain-Dutaillis et Heurtebise ; le dossier Barbier est vide ; rien se rapportant à Faure).

Bibliographie :

Sur la proscription jersiaise autour de Victor Hugo :

Philip Stevens, *Victor Hugo in Jersey*, Philimore, 1985 (surtout à partir de la presse locale).

Jean-Marc Hovasse, *Victor Hugo*, t. 2 *Pendant l'exil 1851-1864*, Fayard, Paris, 2008 (ouvrage désormais incontournable qui cite les noms de Barbier, Faure, Hélain-Dutaillis et Heurtebise, sans toutefois apporter du neuf sur chacun d'eux. Dans l'index des noms, Barbier est, à tort, prénommé Charles).

Vue d'ensemble des proscrits sarthois :

Léon Guyon, *Les martyrs du droit et de la liberté dans la Sarthe*, Paris-Le Mans, 1883.

André Bouton, *Les luttes ardentes des francs-maçons manceaux pour l'établissement de la République, 1815-1914*, Le Mans, 1966.

À propos du docteur Barbier :

Paul Delaunay, *Histoire de la Société de médecine du Mans*, Le Mans, 1913.

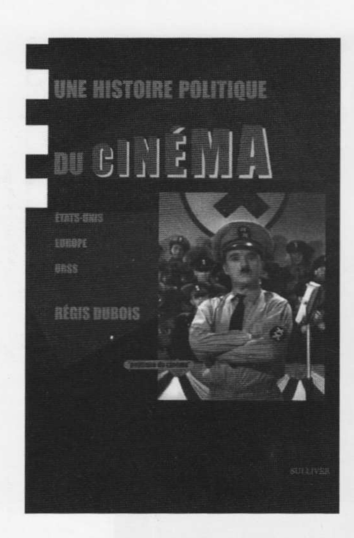
Paul Milliet, *Une famille de Républicains fouriéristes : les Milliet*, Paris, 1915.

Victor Boitard, *Les rues du Mans et leur origine*, 2 tomes, Le Mans, 1935.

Sur les obsèques de Hélain-Dutaillis, outre Philip Stevens et Jean-Marc Hovasse, *op. cit.* :

Pierre Angrand, *Victor Hugo raconté par les papiers d'État*, Gallimard, Paris, 1961.

Maurice Dommanget, *Histoire du drapeau rouge*, Librairie de l'Étoile, Paris, 1966 (réédition en 2006 par les Éditions Le mot et le reste, Marseille).



« Tout film est politique ! » Entretien avec Régis Dubois

Régis Dubois est enseignant en cinéma à Marseille. Il est l'auteur de plusieurs livres et de nombreux articles sur l'histoire du cinéma et son idéologie, notamment *Une histoire politique du cinéma* (Sulliver, 2007)[1]. Il anime par ailleurs le blog « Le sens des images » qui étudie les liens entre cinéma et idéologie.

G : Le plus souvent, les études sur le cinéma concernent les grands cinéastes, leurs films ou de grands thèmes généraux (le film noir, le film de guerre, le western, etc.). Pourquoi une histoire du cinéma et pourquoi du cinéma politique ?

RD : Pour commencer, et comme vous le faites remarquer, la plupart des ouvrages de cinéma étudient un cinéaste et son œuvre. C'est lié à la fameuse « politique des auteurs » instaurée dans les années cinquante et qui fait aujourd'hui Loi, que ce soit dans le monde universitaire français ou dans la presse hexagonale, et dont le but a été de « légitimer » le cinéma comme art. Pour ce faire, les critiques des *Cahiers du cinéma* ont décrété que certains films étaient l'œuvre d'Auteurs comparables à des écrivains ou à des peintres. Le cinéaste devenait ainsi un artiste « génial » libéré de toute contingence sociale, un Auteur au style personnel dont on pouvait, de film en film, retrouver la trace au travers de thèmes récurrents. Bien que fort intéressante, cette approche a eu pour revers de disqualifier les autres cinéastes, les « artisans » des studios, ceux qui ne prétendaient pas faire œuvre personnelle. C'est de là que vient d'ailleurs cette distinction entre « films d'auteurs » (« Arts et essai ») et « films commerciaux ». C'est, il me semble, une manière tout à fait consciente et efficace de créer une *distinction* (au sens bourdieusien) entre une culture savante et une culture populaire.

Au-delà de ce que tout cela véhicule comme mépris pour le cinéma commercial et la culture de masse, ce qui m'ennuie vraiment avec cette approche, c'est qu'elle néglige le fait qu'un film ne se résume pas à l'expression privilégiée d'un auteur, aussi « génial » soit-il. Un film est aussi et surtout le produit d'une époque, d'une mentalité, d'une classe. Un film est le résultat de nombreuses interventions (des producteurs, scénaristes, réalisateurs, acteurs), il est donc une création « polycéphale » particulièrement à même de transposer en images les idées dominantes d'une époque. Et c'est en tant que vecteur d'idéologies que le cinéma m'a personnellement toujours fasciné. Or la démarche auteuriste ne permet pas d'aborder le cinéma sous cet angle.

C'est ainsi parce que l'approche auteuriste domine depuis de longues années le champ des études cinématographiques que la plupart des ouvrages sur le cinéma prennent pour sujet un Auteur. On trouve aussi des livres sur les genres, mais qui adoptent le plus souvent, là aussi, une démarche « auteuriste ». Et enfin des bio d'acteurs façon « people ». Ce qui manque à mon avis ce sont des livres qui évoqueraient la dimension sociale et politique du cinéma. C'est la raison pour laquelle j'ai travaillé sur ces thèmes. *Une histoire politique du cinéma* (Sulliver, 2007) a ainsi pour ambition d'aborder l'histoire du 7[e] art sous un angle inédit, ni esthétique, ni économique, ni technique, mais politique, en tentant de montrer que tout film est politique.

Pourriez-vous développer plus avant cette idée selon laquelle *« tout film est politique »* ?

Comme je l'ai dit, je pense que le cinéma – parce qu'il est aussi une industrie et qu'il doit donc générer des profits, donc plaire au public – est particulièrement à même de nous renseigner sur les goûts et donc les idées dominantes d'une époque. Qui plus est, d'un point de vue formel, il me paraît évident que dès qu'un cinéaste pose sa caméra, dès qu'il fait son cadre, dès qu'il choisit de montrer telle image au détriment de telle autre, il construit déjà un discours, il impose son point de vue sur le monde. Aussi pour moi, tout film est politique parce qu'il est l'expression d'un *point de vue*. Si l'on considère par exemple le fait que pendant très longtemps, ce ne sont que des hommes blancs qui ont fait des films, on comprend pourquoi pendant tout ce temps les films étaient notoirement misogynes et racistes.

Ainsi même un film qui ne se veut aucunement politique l'est toujours par la force des choses. Prenons le cinéma américain : les producteurs hollywoodiens ont toujours prétendu ne produire que des œuvres de divertissement consensuelles. Or, il semblerait qu'aujourd'hui 75 % des images diffusées dans le monde soient d'origine étasunienne. On comprend mieux alors pourquoi on en vient de plus en plus à adopter dans le monde

1. Ouvrages de Régis Dubois : *Hollywood, cinéma et idéologie* (Sulliver, 2008), *Une histoire politique du cinéma (États-Unis, Europe, URSS)*, (Sulliver, 2007), *Le Cinéma des Noirs américains : entre intégration et contestation* (Le Cerf-Corlet, 2005), *Dictionnaire du cinéma afro-américain (acteurs, réalisateurs, techniciens)*, (Séguier, 2001), *Images du Noir dans le cinéma américain blanc (1980-1995)* (L'Harmattan, 1997).

entier un mode de vie façon « *american way of life* ». Alors bien sûr, tous ces films ne mettent pas en scène des thèmes directement politiques, il n'empêche que leur influence idéologique est une réalité.

À propos du cinéma hollywoodien, vous déclinez, d'ailleurs, *« les complicités du vieux couple cinéma-idéologie »*. S'il y a permanence du phénomène depuis l'origine, quels en sont les modalités principales et à quels changements a-t-il été soumis?

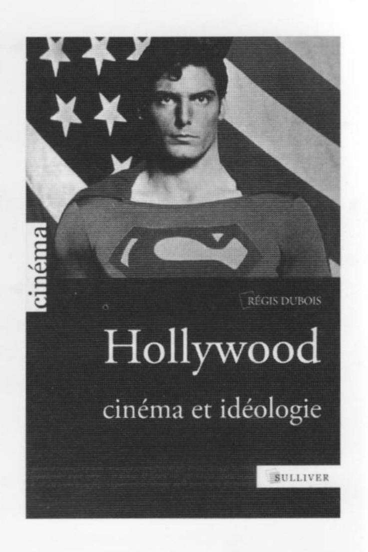
Le cinéma hollywoodien a toujours été idéologique. Non pas qu'il s'agisse d'un cinéma de propagande comme en URSS (où le cinéma était nationalisé) mais parce que le cinéma étasunien est un immense réservoir à mythes qui véhicule les grands idéaux américains. Sans doute une nation comme les États-Unis, parce qu'elle est jeune, a-t-elle eu besoin plus que les autres d'entretenir ses mythes. Et les films sont pour cela particulièrement bien adaptés (par leur langage « universel », leur mode de diffusion à grande échelle...).

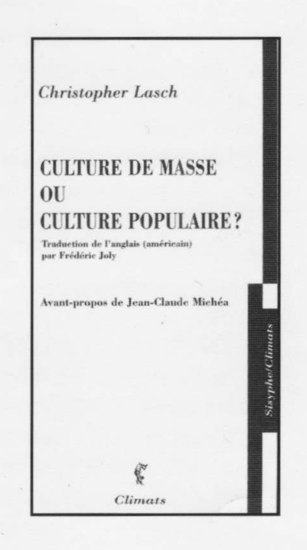
Le cinéma étasunien est un immense réservoir à mythes qui véhicule les grands idéaux américains.

Par ailleurs, le cinéma hollywoodien a toujours été plus ou moins contrôlé. Par le code Hays entre 1930 et 1960 (code d'autocensure imposé par les studios), par le maccarthysme (liste noire anticommuniste et « chasse aux sorcières ») et, depuis les années 1970, par le code de classification des films (avec des sigles plus ou moins contraignants ; ex : *« interdit au moins de 13 ans »*, etc.). Tous ces procédés imposent aux cinéastes des règles, le plus souvent morales ou économiques, mais insidieusement idéologiques. À cela il faudrait ajouter bien d'autres procédés comme les *sneak previews* (projections-tests avant sorties qui permettent aux producteurs de modifier éventuellement le montage), les Oscars (qui récompensent les films « présentables ») ou encore les aides du Pentagone à certains films de guerre (et qui permettent à l'armée d'exiger des coupes et modifications). Pour autant, on ne peut pas dire que ces films soient aux ordres de Washington ou du grand Capital. Mais il n'en reste pas moins que la plupart de ces productions nous vendent « le rêve américain ». Après, cela ne les empêche pas aussi de véhiculer des propos progressistes à l'occasion.

La critique sociale de la production des industries culturelles se répartit schématiquement entre deux pôles : ceux qui se réclament des théories de l'école de Francfort et qui y voient un pur et simple formatage des esprits au profit des dominants ; d'autres qui, dans la lignée des *cultural studies* anglo-saxonnes accordent à la culture des médias et des classes populaires une attention réservée auparavant à la culture classique. N'y a-t-il pas là un double écueil (la passivité des dominés dans le premier cas et la légitimation « savante » par la bande des industries culturelles de l'autre) et comment envisager les rapports entre la réception de la culture de masse par les dominés et les conditions d'une authentique culture populaire?

Qu'est-ce qu'une authentique culture populaire ? Personnellement je ne sais pas. Contrairement à quelqu'un comme Christopher Lash[2] par exemple, je ne crois pas qu'il existe une authentique culture prolétarienne « pure » et autonome, comme elle a pu exister au XIXe siècle, qu'il faudrait opposer à une culture de masse néfaste. Pour moi, on ne peut séparer distinctement la culture populaire de la culture de masse. Car qu'entend-on par classe populaire aujourd'hui en France ? Les ouvriers et les employés essentiellement, soit environ 60 % de la population française. Et que consomme pour l'essentiel cette classe ? De la culture de masse, autrement dit des films hollywoodiens et des films « commerciaux » comme par exemple *Astérix et Cléopâtre* ou *Bienvenue chez les Ch'tis* (qui a été vu en salle par un Français sur trois !). Et la vraie question est de savoir pourquoi les classes populaires se sont approprié la culture de masse. Je ne pense pas, contrairement à ce qu'a pu avancer l'école de Francfort à une époque, que les « masses » soient esclaves et aliénées par ces produits. Ce serait trop simple de penser en effet que la majorité des êtres humains ne serait constituée que d'« idiots culturels » passifs et dociles. Comme le dit Richard Hoggart, les agents des classes populaires *« ne sont certainement pas aussi stupides que le donne à penser la nourriture spirituelle commerciale qu'ils reçoivent*[3] ». Non. Les personnes issues de milieux dépourvus de « capital culturel légitime » ne sont pas dupes de ce qu'elles consomment. Écoutons ce que dit Stuart Hall à ce sujet : *« Il est vrai qu'au XXe siècle un grand nombre d'individus consomment et apprécient effectivement les produits culturels de nos industries culturelles modernes, alors il s'ensuit qu'un grand nombre de travailleurs est nécessairement compris dans ces publics. Et si les formes et les relations dont dépend la participation à cette sorte de "culture" commerciale sont purement manipulatrices et dévalorisantes, alors les gens qui la consomment et l'apprécient doivent eux-mêmes vivre dans un état permanent de "fausse conscience" et être dévalorisés par ces activités. Tous doivent être des sortes d'"idiots culturels", incapables de dire que ce dont on les gave est une forme actualisée d'opium du peuple. Ce jugement nous* ●●●





2. Lire, Christopher Lash, *Culture de masse ou culture populaire ?*, Climats, 2001.
3. Richard Hoggart, *33 Newport Street, autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Le Seuil, 1991, p. 239.

●●● *permet d'éprouver une certaine satisfaction à dénoncer les agents de la manipulation et de la tromperie de masse – les industries culturelles capitalistes ; mais je ne suis pas sûr qu'il s'agisse là d'une vision qui puisse survivre longtemps en tant qu'explication pertinente des relations culturelles, et moins encore comme une perspective socialiste de la culture et de la nature de la classe ouvrière.* [Car] *la notion de peuple comme force purement* passive *est une perspective profondément non socialiste*[4]. » Selon Hall en effet, les spectateurs restent rarement passifs devant une œuvre, bien au contraire, ils n'ont de cesse de négocier avec elle : il parle de *« lecture négociée »*, de *« perception sélective »* et même de *« lecture oppositionnelle »*, en tenant toujours compte des complexes processus de réception à l'œuvre dans tout type de communication. Aussi fait-il bien la différence entre la production d'un message, son *« encodage »* (et ses intentions), et sa réception, son *« décodage »* susceptible de varier selon le profil du récepteur mais aussi selon le mode de réception (le contexte « déterminé », époque, lieu…). Et il ajoute que ces messages peuvent ne pas coïncider lorsque les codes du producteur et ceux du récepteur sont asymétriques. On voit bien en quoi cette théorie est intéressante pour l'étude des films. Elle nous permet de comprendre pourquoi les grands succès commerciaux parviennent à toucher un large public et particulièrement les classes populaires : sans doute parce que celles-ci y trouvent un sens qui leur est propre et qui échappe aux critiques « avertis » de cinéma, le plus souvent prisonniers de leurs normes culturelles bourgeoises.

Parlons maintenant de cette fameuse « culture de masse » et prenons l'exemple du cinéma « commercial » ou « grand public ». Comme je l'ai dit, la presse savante et élitiste (autrement dit bourgeoise) n'a souvent que mépris pour ces films commerciaux et, au-delà, pour la culture de masse. Pour moi ces critiques ne comprennent tout simplement pas ces films et passent complètement à côté. Ils ne savent qu'émettre des jugements de valeur (en gros ces films sont de « mauvais goût » et abrutissants) ; jugements directement liés à leurs goûts et valeurs de classe. Or si on prend tout simplement le temps de regarder ces films sans a priori, on constate souvent qu'ils ne sont pas si condamnables que cela. Si vous prenez la liste des plus grands succès du cinéma français, vous verrez que la plupart de ces films prennent pour « héros » des gens ordinaires (des « beaufs ») qui prennent leur revanche sur les puissants (*Les Ch'tis, Le Dîner de con, Le Corniaud*…). On comprend alors qu'ils aient plu aux « Petits » et déplu aux « Grands ».

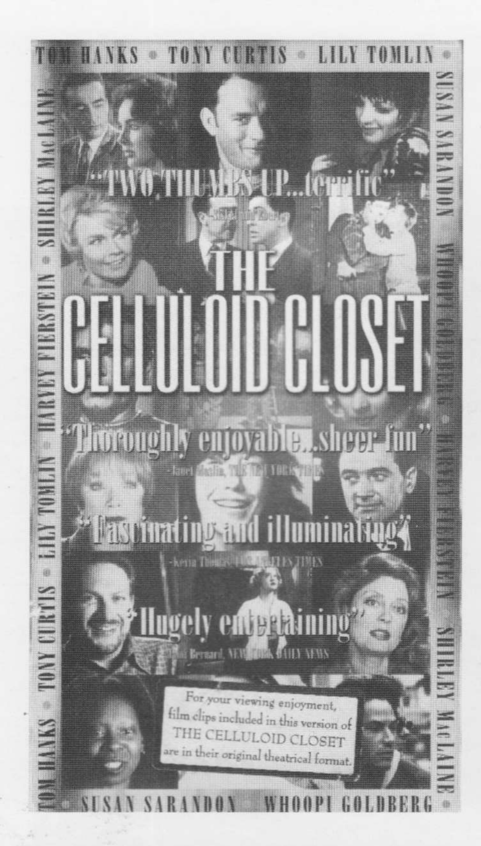
« Des messages progressistes se nichent parfois dans les films hollywoodiens et échappent aux producteurs. »

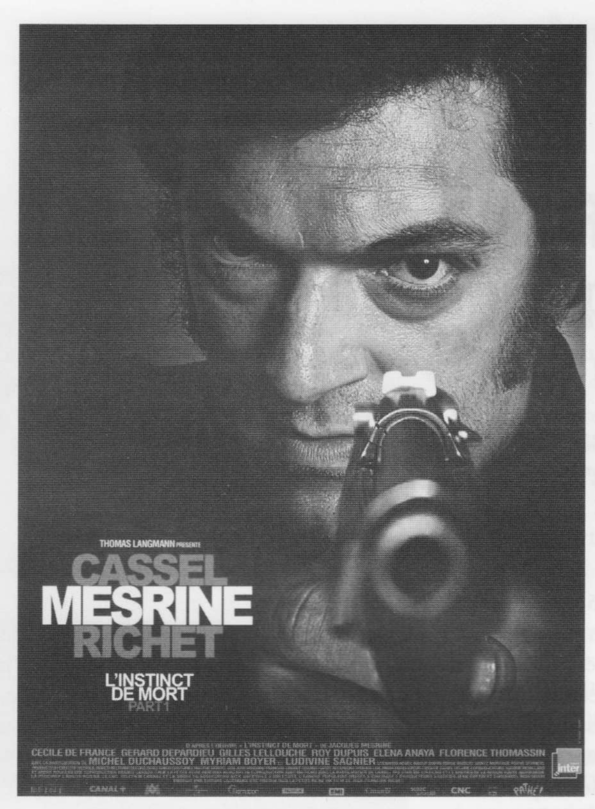
Personnellement, j'en ai assez de cette pensée unique et hégémonique partagée par beaucoup d'intellectuels de quelque bord qu'ils soient, qui perpétue la domination culturelle – et de classe – en décrétant unilatéralement que la culture de masse est aliénante. Hall répète d'ailleurs à juste titre que *« la question de la culture* […] *est absolument et incontestablement une question politique »*. Et lorsque j'entends des personnes de gauche – et encore plus des militants d'extrême gauche – évoquer avec condescendance la culture de masse, synonyme le plus souvent à leurs yeux de « culture du beauf », je ne peux m'empêcher de penser qu'ils jouent le jeu des dominants et des élites. Sous couvert d'éveiller les « masses » à la connaissance, beaucoup de sympathisants de gauche agissent même comme des missionnaires qui viennent apporter la bonne parole – autrement dit la culture, en fait *leur* culture (bourgeoise) – comme si les « indigènes » n'avaient pas de culture, pas de goût, pas de bon sens. C'est tout à fait ce que font les critiques de cinéma : apporter la bonne parole et surtout dire aux « incultes » ce qu'est un bon film et ce qu'il faut aller voir (et ne pas voir).

Alors bien sûr, je ne dis pas que les films commerciaux sont particulièrement progressistes, ni même révolutionnaires ! La plupart de mes ouvrages se sont employés à démontrer au contraire que les films hollywoodiens étaient éminemment idéologiques. Mais il n'y a pas là contradiction. Car j'ai démontré qu'ils étaient *intentionnellement* réactionnaires et « encodés » de manière à diffuser une pensée conservatrice (à travers des notions de happy end, d'héroïsme individualiste, de manichéisme, etc.). Et je pense comme Peter Watkins que les produits des mass media audiovisuels sont manipulateurs et réactionnaires parce qu'intimement liés au Capital[5]. Pour autant, le public se laisse-t-il manipuler par ces programmes ? Je n'en suis pas sûr. D'abord parce que ces films ne véhiculent pas un discours uniforme et monolithique. Nombreux sont les films hollywoodiens à véhiculer un message conservateur et dans le même temps subversif (par exemple *Matrix*). Mais aussi parce que des messages progressistes se nichent parfois dans ces films et échappent aux producteurs. Plusieurs auteurs « progressistes » ont d'ailleurs participé à des films hollywoodiens sous le code Hays ou pendant le maccarthysme, en diffusant en contrebande des messages subversifs destinés à être décodés par un certain public. Par exemple *Le Train sifflera trois fois* de Fred Zinnemann ou *Spartacus* de Stanley Kubrick. Mais on pourrait citer de nombreux autres exemples, comme tous ces films qui font discrètement allusion à l'homo-

4. Stuart Hall, *Identités et Cultures : politique des cultural studies*, Amsterdam, 2007, p. 71-72.

5. Lire, Peter Watkins, *Medias Crisis*, Homnisphère, 2007.





◀ *Le documentaire* The Celluloid Closet *recense les nombreuses allusions à l'homosexualité présentes dans le cinéma classique hollywoodien, directement « décodables » par un public averti.*

◀ Mesrine, *film violent et réactionnaire, ou symbole d'une forme de résistance au système ?*

sexualité sans rien laisser paraître (voir à ce sujet cet excellent documentaire *The Celluloïd Closet* qui décrypte justement toutes ces allusions dans le cinéma classique hollywoodien). Et à n'en pas douter, les gays et lesbiens des années 1940-1960 ont parfaitement « décodé » ces allusions. Tout dépend donc à mon avis de la façon dont le film va être reçu. Et bien sûr quand un « critique averti », le plus souvent un homme-blanc-bourgeois-hétéro, verra ce type de films, il passera complètement à côté du « sous-texte » parce qu'il ne possédera pas les codes, ni la sensibilité d'un public « minoritaire » et « périphérique ». Par exemple, quand on voit que les « jeunes de banlieues » vénèrent des films comme *Scarface* ou *Le Parrain* – ou *Mesrine* – doit-on se contenter d'en conclure qu'ils sont dans la « fausse conscience » parce que ces films sont violents, machistes, réactionnaires ? Ne devrait-on pas plutôt s'interroger sur le potentiel subversif que ces œuvres convoquent pour cette catégorie de public, comme par exemple « la résistance au système » ?
Bref, si les classes populaires consomment de la culture de masse, c'est précisément parce que cette culture s'adresse aux « gens ordinaires » en s'inspirant de leur vécu. Après, le fait que des producteurs y impriment une idéologie conservatrice ne garantit en rien, selon moi, que les spectateurs y seront sensibles et y adhéreront. Ce qui ne doit pas nous empêcher de dénoncer la manipulation des images par les mass media, mais sans condescendance ni a priori.

Mais qu'en est-il du cinéma de la contre-culture produit en marge du cinéma « officiel » ?
Oui, bien sûr qu'à côté du cinéma « grand public » et « commercial », il existe toute une production plus confidentielle voire marginale, des films indépendants d'auteurs aux films militants autoproduits en passant par le cinéma expérimental. Et bien sûr on peut constater que moins les œuvres sont chères à produire et moins elles sont consensuelles et conservatrices. Mais il est vrai que, pour ma part, j'ai plutôt étudié la question des films *mainstream*, du cinéma hollywoodien et de la production dominante au sens large, relevant peu ou prou de la *« monoforme »* pourfendue par Peter Watkins. C'est un choix personnel d'abord, parce que ces films « grand public » sont ceux avec lesquels j'ai grandi et que j'ai aimés. C'est aussi un choix politique puisque la plupart des universitaires ignorent, voire dédaignent, ce cinéma. Qui plus est – et parce que je conçois mon travail de recherche comme un acte militant – je pense que c'est précisément là que se jouent les enjeux idéologiques de premier ordre. C'est cette production « courante » qui est consommée par le plus grand nombre – et surtout par les classes populaires – d'où son importance quand on étudie les liens entre cinéma et idéologie. Je laisse à d'autres le soin d'étudier les films plus difficiles d'accès, plus « sérieux ». Ce qui ne m'empêche pas de m'intéresser aussi au cinéma militant et aux films marginaux (les films de genre ou de série Z). Tous ces films présentant bien évidemment des alternatives salutaires au cinéma dominant. Je pense par exemple aux films de Peter Watkins, à ceux de Jean-Luc Godard ou de Ken Loach que j'affectionne particulièrement. Pour autant, j'essaie autant que possible de ne pas hiérarchiser les films selon des critères esthétiques. Je ne prétends pas savoir quel film est meilleur qu'un autre, j'essaie juste de comprendre quel discours ils sont susceptibles de véhiculer. ■

Propos recueillis par
Charles JACQUIER

Anatole France (1844-1924), un sceptique passionné et engagé

Petit retour sur la carrière d'Anatole France, marquée par son engagement dans l'affaire Dreyfus puis aux côtés de Jaurès.

Cet écrivain majeur du début du XXe siècle est né le 16 avril 1844 au 19, quai Malaquais, d'un père libraire bibliophile : François Noël Thibault ; il changera son nom pour celui de France. Après des études à l'institut Sainte-Marie, puis au collège Stanislas, il passera son baccalauréat seul, par correspondance, ce qui se faisait beaucoup à l'époque. Jusqu'en 1876, il va vivre de notes de lectures, de collaborations à des dictionnaires et d'articles dans des revues ou journaux. Son expérience d'écrivain débutera très jeune.

Il pénétrera les milieux érudits et bibliophiles de Paris (poètes de l'école parnassienne), vivant alors plus dans les livres et dans le passé. Il faudra l'Affaire Dreyfus pour l'obliger à se confronter au présent, il s'y engagera aussitôt avec une générosité juvénile.

Excepté dans une tentative poétique parnassienne (*Poèmes dorés*, 1873), un essai dramatique (*Les Noces corinthiennes*, 1876) et deux nouvelles (*Jocaste* et *Le Chat maigre*, 1879), il cherche très tôt à camper son propre personnage contemplé ou imaginé, puisque dès 1881, il propose le portrait de Sylvestre Bonnard, qu'il deviendra, en 1896, lorsqu'il sera élu à l'Académie française. Officiel sans enthousiasme et marginal sans imprudence excessive, ses contradictions apparentes reflètent un scepticisme total (à l'image d'un de ses maîtres à penser, Rémy de Gourmont).

Homme à multiples facettes, il sait que chacun reflète une part de cette vérité que personne ne détient et il demeure convaincu en 1887, au moins littérairement, qu'il aurait mieux valu pour Zola n'être pas né que d'avoir écrit *La Terre*, comme il sera sincère en voyant dans ce même Zola en 1902 faisant son éloge funèbre *« un moment de la conscience humaine »*. Ce qui est absurde à un moment devient à un autre moment évident, il est nécessaire que les jugements fluctuent. Seule la sclérose est haïssable. Maître incontesté du salon de Madame de Caillavet qui en 1883 devint son égérie et sa maîtresse, Anatole France n'a rien de l'écrivain mondain, et même si sa philosophie semble parfois un peu courte aujourd'hui, il n'empêche qu'il circule à travers la plupart de ses livres une certaine conception de la vie dont volontairement il se distancie, protégé par une ironie partout sous-jacente qui fait penser à Voltaire : *La Rôtisserie de la Reine pédauque* (1893), *Les Opinions de Jérôme Coignard* (1893), et *Le Jardin d'Epicure* (1894), si différents du *Lys rouge* (1894), double hommage à Mme de Caillavet et à l'Italie également aimées, du récit de fiction politique *L'île des pingouins* (1908), ou de la fresque révolutionnaire *Les Dieux ont soif* (1912).

L'affaire Dreyfus

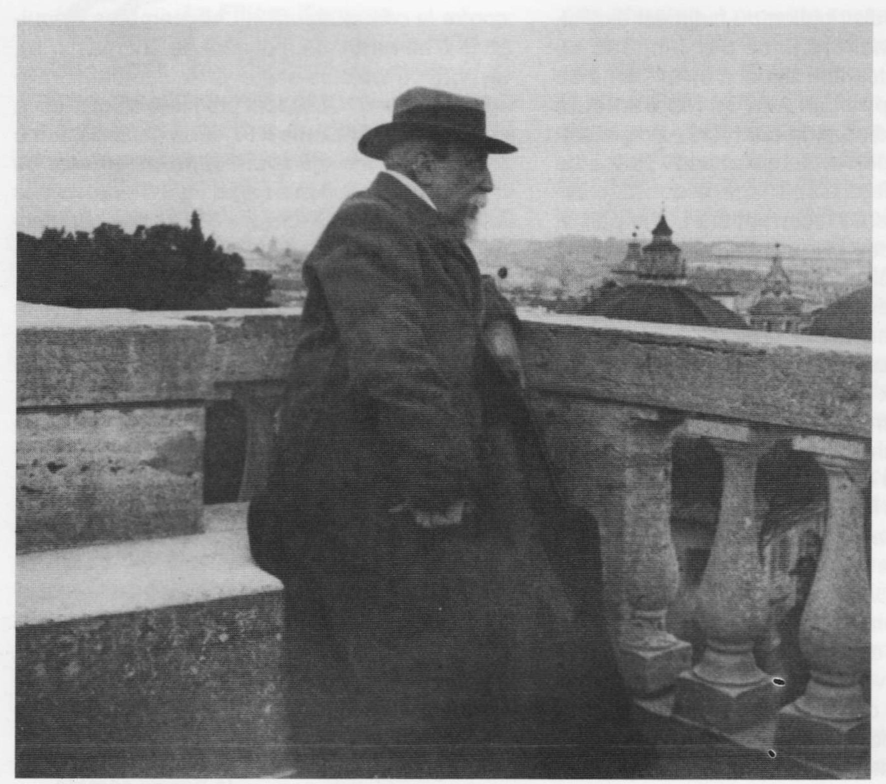
À partir de 1897, il publia une importante série d'ouvrages intitulée « l'Histoire contemporaine », qui donne, sous la forme de conversations entre différents personnages de province, un compte rendu sévère de l'affaire Dreyfus et de la vie française. Il regroupe *L'orme du mail* (1897), *Le Mannequin d'osier* (1897), *L'anneau d'améthyste* (1899) et M. *Bergeret à Paris* (1901). Anatole France prit parti comme Zola et comme Marcel Proust dès 1898 pour la réhabilitation du capitaine Dreyfus. Il va en sortir transformé, véritable homme d'action militant et engagé. Le meilleur moyen cependant pour lui de défendre ses idées est de les mettre dans la bouche d'un de ses personnages : ici, le professeur Bergeret, qui enseigne le grec, le latin et les lettres classiques. Il y a une identification très nette entre le narrateur et son héros : n'a-t-on pas surnommé Anatole France Monsieur Bergeret, comme on l'avait fait pour Jérôme Coignard ?



Portrait à la mine de plomb d'Anatole France dans l'Illustration *du 11 octobre 1924.*

Malgré son scepticisme naturel, lui qui fut toujours philosémite (il avait réagi violemment en 1886 dans *Le Temps*[1] à la sortie de *La France juive* de Drumont[2]) signe la pétition des intellectuels du 14 janvier 1898 dans *L'Aurore* de Clemenceau suite au « j'accuse » de Zola (en 2e position derrière Zola). Le 19 février, France dépose au procès Zola comme témoin de moralité. Il se lie avec Jaurès dont il deviendra un inconditionnel (le félicitant de sa diatribe à l'Assemblée contre le cabinet Méline) et avec Picquart pour lequel il écrira un superbe article dans le *Figaro* intitulé « Le Bureau ». Le même jour a lieu la fondation de la Ligue des droits de l'Homme dont France est un des premiers membres. Il reçoit des injures publiques et privées, combat dans les journaux et les réunions (dans les salons littéraires, mais aussi lors de tournées en province, notamment avec Francis de Pressensé). C'est la rupture avec beaucoup d'amis, Maurras, Barrès, Coppée ; les membres du salon Caillavet se renouvellent.

Dès 1900, il décide de ne plus assister aux séances de l'Académie française (où il est le seul dreyfusard déclaré). Il



Anatole France à Rome en 1910. L'Illustration *du 11 octobre 1924.*

continue de publier « l'Histoire contemporaine » dans le *Figaro* (dreyfusard). En 1902, il soutient activement la politique d'Émile Combes contre les congrégations et pour la séparation de l'Église et de l'État (laïcité). La même année, c'est la publication pour la société nouvelle d'éditions d'*Opinions sociales*, recueil de discours et articles pour Dreyfus et les universités populaires et contre le pouvoir de l'Église. Il se fait aussi l'avocat des causes humanitaires et sociales, plaidant avec éloquence en faveur des libertés civiques, de l'école publique et des droits du travail.

SOCIALISTES ET RADICAUX

Le 18 avril 1904 paraît le premier numéro de *L'Humanité* de Jaurès. *Sur la pierre blanche* y est publié en feuilleton. La même année, France fera des voyages en Italie, Suisse, Autriche. Il fait au Trocadéro, le 25 novembre, une profession de foi socialiste. Dix ans plus tard, le 2 août 1914, Anatole France publie un article à la mémoire de Jaurès, assassiné le 31 juillet. Le 4, la guerre est déclarée. France fait partie de la liste des otages prévue par les Allemands. En septembre, il part donc pour la propriété de la Béchellerie, à St-Cyr-sur-Loire, près de Tours. En 1919, publication en volumes du *Petit Pierre*. Discours aux instituteurs sur la paix en août, et protestations dans des articles contre le blocus de la Russie par les alliés. Soutien aux candidats socialistes et radicaux, contre ceux qui ont signé une paix confuse *« grosse de guerres »*, mais il refuse lui-même d'être candidat à la députation. En novembre, la chambre dite « bleu horizon », à majorité de droite, est élue.

En 1921, au congrès de Tours, scission entre socialistes et communistes. France s'abstient de choisir entre eux, à plus forte raison de s'inscrire à l'un des partis (il n'est plus inscrit au Parti socialiste depuis 1914). Le 10 novembre, il reçoit le prix Nobel de littérature. Le 10 décembre, il prononce à Stockholm un discours anxieux sur l'avenir de l'Europe. Le 21 décembre, à Berlin, il rencontre Einstein. En 1922, publication de *La Vie en fleur*, son dernier livre. Toute son œuvre est mise à l'index en mai. Télégramme aux soviets contre l'ouverture du procès des sociaux-révolutionnaires. France, après le durcissement du 4e congrès de l'Internationale communiste, est privé de collaboration aux journaux communistes, notamment *L'Humanité*. Il continue à écrire ailleurs des articles et milite pour une paix meilleure que celle du traité de Versailles.

En mars 1923, c'est le dernier discours d'Anatole France, au Trocadéro, pour le centenaire de Renan. En février 1924, il a une syncope. En avril, nombreux hommages pour son 80e anniversaire : Wells, l'abbé Bremond, Maeterlinck. Cérémonie au Trocadéro le 24. En mai, victoire électorale du cartel des gauches, radicaux et socialistes, que France avait appelée de ses vœux. Le 24 août, il s'alite ; il meurt le 12 octobre 1924.

Le samedi 18 octobre, funérailles nationales à Paris, suivies par une foule estimée à 200 000 personnes dans le cortège. Le groupe des jeunes écrivains surréalistes (Eluard, Breton) essaie de faire scandale en distribuant le pamphlet « Un cadavre ». Ses dernières pages inédites (projets sur Napoléon, sur une œuvre concernant le cyclope, etc.), sont publiées en 1923 par Michel Corday. La même année, le 19 novembre, Paul Valéry est élu à l'Académie française en remplacement de France ; il y sera reçu en 1927.

On peut clairement affirmer que si Anatole France a évolué dans sa façon d'être, de s'engager, de figurer à la pointe des combats de la gauche après l'affaire, il fut et restera à la charnière du XIXe et du XXe siècle, victime de l'évolution du goût. Nourri de culture classique (connaissance des auteurs grecs, latins, de l'histoire antique, de celle de l'Église), soucieux avant tout de la perfection de l'écriture, manieur redoutable d'une ironie érudite, ouvert à toutes les idées, mais inflexible pour le vocabulaire et la syntaxe, il a représenté une époque et une conception de l'existence.

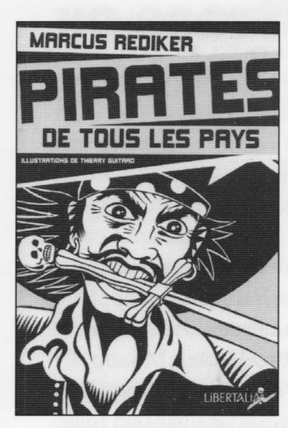
N'étant pas chef de file comme Hugo (pour les romantiques) ou Zola (pour les naturalistes), il fait partie de ces auteurs passés dans l'oubli comme ses contemporains Romain Rolland ou André Suarès, et c'est bien dommage. ■

Pascal VANDIER

1. « Ancêtre » du *Monde*.
2. Une œuvre ardente d'apôtre et d'illuminé.

Pascal Vandier est l'auteur d'*Anatole France et l'antisémitisme : un témoin engagé dans l'affaire Dreyfus 1894-1906*, paru aux Deux Encres, Cholet, 2003.

Bonnes feuilles



Pirates de tous les pays
L'Âge d'or de la piraterie atlantique 1716-1726
Marcus Rediker
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Fred Alpi, Paris, Libertalia, 2008, 288 p., 16 €

Professeur d'histoire à l'université de Pittsburgh, l'auteur s'attache à traiter le phénomène de la piraterie comme « l'un des meilleurs exemples d'auto-organisation prolétarienne ». *En effet, les marins révoltés s'appliquent à apporter* « des solutions concrètes à toutes les questions pratiques de leur époque » *et constituent un véritable monde à l'envers de celui des sociétés dominantes contre lesquelles ils étaient entrés en dissidence au péril de leur vie – et c'est sans doute ce qui explique la persistance de la fascination pour la piraterie dans l'imaginaire collectif. À une société de privation pour le plus grand nombre, les pirates substituent l'abondance pour tous et inventent, avec deux siècles d'avance, un système d'assurance sociale solidaire pour préserver la santé de chacun. Signalons que Libertalia publiera aussi* Les Forçats de la mer, *un livre pionnier du même auteur sur les marins anglo-américains de cette époque, ces sous-prolétaires contraints de naviguer sous les ordres d'officiers despotiques au seul profit de négociants sans scrupule.*

« La distribution du butin est explicitement régulée par la charte du navire. Les pirates font appel à un système de partage précapitaliste afin de répartir leurs prises. Le capitaine et le quartier-maître reçoivent entre une part et demie et deux parts ; les canonniers, maîtres d'équipage, seconds, charpentiers et docteurs reçoivent entre une part et un quart et une part et demie ; tous les autres ont droit à une part chacun. Ce système de rémunération prend une distance radicale avec les pratiques de la marine marchande, de la Royal Navy et des corsaires. Il institue un système élaboré de niveaux hiérarchiques de revenus, qui réduit drastiquement les disparités entre le haut et le bas de l'échelle. En réalité, il s'agit probablement de l'un des programmes d'attribution des ressources les plus égalitaristes du XVIIIe siècle. Si comme le suggère Philip Gosse, éminent historien de la piraterie, *« les meilleurs des marins sont les pirates »*, la distribution équitable du butin et la conception du partenariat peuvent être comprises comme l'œuvre d'hommes qui accordent de la valeur et du respect aux compétences de leurs camarades. En expropriant un navire marchand (après une mutinerie ou une capture), les pirates s'approprient les moyens de production maritimes et déclarent qu'ils sont la propriété commune de ceux qui travaillent à son bord. Ils abolissent la relation salariale qui se trouve au cœur du processus d'accumulation capitaliste. Au lieu de travailler pour des salaires en utilisant les outils et la machine (le bateau) possédés par un marchand capitaliste, les pirates dirigent le navire comme leur propre propriété, et partagent équitablement les risques de leur aventure commune.

Les chartes, ou dans certains cas les coutumes pirates, régulent soigneusement la distribution de nourriture et de boisson à bord d'un vaisseau. Ces denrées vitales constituent une part cruciale dans la décision de « se mettre à son compte ». En 1724, un marin mutin du George-Galley répond ironiquement aux ordres de son capitaine : *« Nous travaillerons comme nous mangeons. »* Une vieille plaisanterie circulant parmi les marins en colère prétend que même si leur mutinerie échoue, le poids de leur corps ne suffira pas à les pendre.

Ceux qui ont souffert depuis longtemps de ne recevoir que trop peu de provisions ou de la nourriture avariée mangent et boivent *« de façon licencieuse et tumultueuse »*, ce qui est en réalité l'une de leurs coutumes. Les affaires sont traitées *« autour d'un grand bol de punch »* et la sobriété rend *« un homme suspect de conspirer contre la communauté »*. Les membres d'équipage d'un navire se moquent de Thomas Wills, un homme toujours sobre, en le surnommant le « Presbytérien ». Les tout premiers articles de la charte de Bartholomew Roberts garantissent à chaque homme *« un vote dans les affaires du moment »* et *« un droit égal »* aux *« provisions fraîches et liqueurs fortes »*. Pour un homme qui rejoint les pirates, boire est plus important que les gains qu'il peut espérer.

Sans surprise, de nombreux observateurs de la vie des pirates ont noté les aspects carnavalesques des grands moments de cette existence – lorsqu'ils mangent, boivent, jouent du violon, dansent ou prennent du bon temps. Certains considèrent de tels *« infinis désordres »* comme incompatibles avec une bonne discipline en mer. Mais c'est la condition, parce que les pirates ne sont sous le contrôle de personne, si ce n'est d'eux-mêmes. […]

Il est surprenant de penser qu'en inventant leur propre ordre social, les pirates ont anticipé une idée moderne que beaucoup considèrent comme l'une des plus humaines de notre temps : le système de sécurité sociale. L'image populaire du pirate avec un bandeau sur l'œil, une jambe de bois et un crochet à la place de la main n'est pas complètement juste, mais elle témoigne d'une réalité essentielle : la navigation est destructrice pour le corps humain. C'est pour cela que les pirates intègrent les problèmes de santé, de sûreté dans les articles de leurs chartes, prenant l'engagement d'allouer une portion du butin à un *« fonds commun »* destiné à soutenir les hommes dont les blessures occasionnent des handicaps permanents, que ce soit la perte de la vue ou d'un membre. Le pirate Jeremiah Huggins déclare qu'on lui a donné quatorze pistoles d'or, sept onces et demie de poussière d'or, quatre-vingt-deux pièces de huit, et dix-sept onces de lingots d'argent *« pour la raison qu'il a été blessé parmi eux »*. Ceux qui sont victimes d'accidents et de handicaps ne font pas l'objet de discrimination à bord. Le manchot John Fenn qui devient capitaine, comme le dit John Taylor, est *« éclopé de ses mains »*. En garantissant la nourriture et la boisson et en créant une sorte de système de protection sociale, les pirates font en sorte de protéger leur santé, d'accroître le recrutement et de promouvoir la loyauté au sein du groupe. Une des actions les plus spectaculaires entreprises par des pirates est le blocage du port de Charleston à l'automne 1718. Barbe-Noire conduit cette bataille parce qu'il a besoin de médicaments pour soigner des malades. »

Les pirates dirigent le navire comme leur propre propriété, et partagent équitablement les risques de leur aventure commune.

« **La Filière Kerouac**

J'avais découvert les IWW en octobre 1959, dans l'édition de poche toute fraîche des *Clochards célestes*. Je me trouvais dans une salle d'études au lycée où j'étais censé travailler un manuel, mais j'étais infiniment plus intéressé par ce que Kerouac avait à dire. L'histoire parlait de brûler le dur, de faire du stop, de sexe, de poésie, de jazz, de bouddhisme zen, de balades en montagne et de tout ce qui peut nous envoyer en l'air. Je trouvais ça très attirant. Un peu moins d'un an plus tard, alors que je n'avais pas encore dix-sept ans, je traversai le pays en auto-stop et passai quelques jours dans la communauté *beat* de Venice, près de deux mois dans le quartier de North Beach à San Francisco et quelques jours dans les High Sierras de Los Angeles.

Le héros des *Clochards célestes* est un poète zen nommé Japhy Ryder, qui s'intéresse aussi de près à la mythologie amérindienne, à John Muir, à l'écologie ainsi qu'à *« l'anarchisme démodé des IWW »* et aux *« vieilles chansons ouvrières »*. Le narrateur, Kerouac lui-même, est fasciné par *« les idées anarchistes qui considèrent les Américains comme incapables de vivre »*, emprisonnés qu'ils sont dans *« le système du* "travaille, produit, consomme, travaille, produit, consomme" ». Critiquant cette Amérique opprimée et oppressive *« où personne ne s'amuse ni ne croit en rien, pas même en la liberté »*, Ryder est toujours sensible aux mouvements pour la liberté [...] comme l'anarchisme du Nord-Ouest, les vieux héros du massacre d'Everett et les autres.

Les Clochards célestes porte essentiellement sur la liberté et ses obstacles. À proprement parler, les clochards salués dans le titre sont plutôt des *hoboes* – mais c'est un détail insignifiant (plus d'un *hobo* chanta *Alleluia, I'm a Bum* [Alléluia, j'suis un clodo]). En tout cas, l'idéal de liberté défendu tout au long du livre est indéniablement l'idéal de liberté du *hobo*, joliment résumé d'un aphorisme par Kerouac : *« Mieux vaut dormir dans un mauvais lit, mais libre, que dormir esclave dans un bon lit. »*

Il ne me fallut pas longtemps pour réaliser que « Japhy Ryder » n'était autre que Gary Snyder dont j'avais pu apprécier les poèmes et les textes dans *Chicago Review*, *Evergreen Review* et autres revues plus confidentielles. J'espérais le rencontrer à San Francisco, mais Shig Murao m'indiqua à la librairie City Lights qu'il se trouvait toujours à Kyoto.

Je mis plus de temps à m'assurer de l'intérêt de Snyder pour les IWW. Les notices biographiques qu'on lui consacrait dans des livres comme *The Beats* de Seymour Krim ou *New America's Poetry* de Don Allen n'y faisaient pas allusion. Le poète restant injoignable, nous ne savions comment pousser plus loin nos recherches. Entre-temps, l'aile gauche de la *Beat Generation* à la Roosevelt University s'engagea, entre autres actions, dans une longue campagne pour la liberté d'expression (modeste avant-goût de l'énorme campagne qui eut lieu à Berkeley un an plus tard). En ces temps agités, l'étude académique du rapport entre les *wobblies* et la *Beat Generation* ne faisait pas partie de nos priorités.

Aujourd'hui, après avoir accumulé, au fil des ans, entretiens, biographies et souvenirs, les relations entre Kerouac, Snyder, les IWW et la *Beat Generation* me paraissent désormais plus claires.

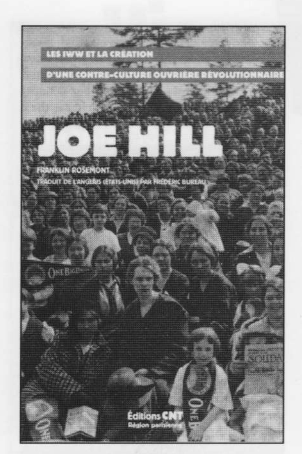
En 1978, à propos des *Clochards célestes*, Snyder répondit à un journaliste : *« Je pense que Jack me voyait, d'une certaine façon, comme une sorte d'archétype de l'Américain Grand Ouest du vingtième siècle, de tradition anarchiste, libertaire, IWW, de cette tradition du travail au grand air, qui correspondait en tout à sa fascination du hobo, du clochard du rail, de l'ouvrier. »*

Un peu plus tard, au cours du même entretien, il mit le doigt sur l'origine de cette fascination : *« En revenant au hobo américain, Jack revenait à l'un des rares modèles – des mythes –, disponibles, à cette époque, de liberté et de fraîcheur et de mobilité et de détachement dans un monde qui se ruait sur le pouvoir et le prestige. »*

Subtilement, indirectement, presque insensiblement, Jack Kerouac, « l'apôtre de la Beat Generation », précipita la découverte des IWW par la jeunesse américaine.

Kerouac vouait au *hobo*, en tant que figure quasi mythique, une admiration sincère, profonde et durable qu'il tenait peut-être de son père Léo. Typographe vagabond, membre de la Lowell Typographical Union 310, celui-ci parcourut la côte Est d'une imprimerie à l'autre. Jack se considéra parfois lui-même comme un *hobo*, *« mais à* [sa] *manière »*, avouant finalement qu'il n'avait jamais été *« un vrai hobo »*. [...] Il reste que Kerouac, plus qu'aucun autre auteur de sa génération, célébra le *hobo* comme un exemple de liberté et encouragea tous les jeunes à respecter et à suivre le style de vie et la sagesse des *hoboes*. Nonobstant sa naïveté, l'auteur des *Clochards célestes* et des *Anges de la désolation* (où il évoque de nouveau les IWW et le massacre d'Everett) se situe fermement du côté des *hoboes*. Subtilement, indirectement, presque insensiblement, Jack Kerouac, *« l'apôtre de la Beat Generation »*, précipita la découverte des IWW par la jeunesse américaine.

Hélas, mais cela était prévisible, les biographes et spécialistes de Kerouac ont minoré – ou, la plupart du temps, ignoré – les références IWW, anarchistes et ouvrières dans son œuvre. »

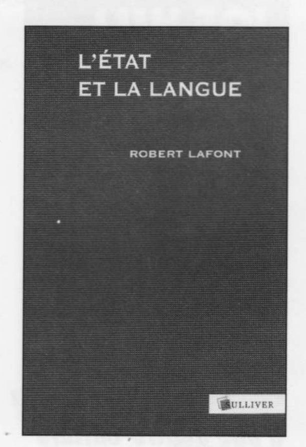


Joe Hill
Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire
Franklin Rosemont
traduit de l'anglais (États-Unis) par Frédéric Bureau, Éditions CNT-RP, 2008, 548 p., 20 €

Né en Suède, immigré aux États-Unis en 1902, militant de base et songwriter *du syndicat des Industrial Workers of the Word (IWW), victime de la justice américaine à l'instar des martyrs de Chicago ou de Sacco et Vanzetti, le personnage de Joe Hill (1879-1915) a survécu dans la mémoire collective grâce à des chanteurs contestataires comme Paul Robeson, Pete Seeger ou Joan Baez. Dans ce livre foisonnant au ton très personnel, l'auteur ne propose pas une histoire des IWW, qui reste selon lui à écrire. À partir de la biographie de celui qui en fut un symbole, il réussit, comme l'écrit Loren Goldner,* « une véritable œuvre d'amour » *en assemblant* « les bribes de la vie itinérante de Hill, *[en les reliant]* entre elles et aux IWW et à l'ensemble de la culture politique radicale du 20e siècle[1] ».

1. *http://home.earthlink.net/~lrgoldner/joehillfr.html*

Bonnes feuilles



L'État et la langue
Robert Lafont
Sulliver, 2008, 224 p., 21 €

Professeur émérite à l'université de Montpellier, Robert Lafont est l'auteur prolifique d'une œuvre en deux volets : l'un, littéraire, en langue d'oc, l'autre, scientifique, principalement en français. À la fois linguiste, historien de la littérature occitane, poète, auteur de nouvelles, dramaturge, son œuvre comporte près d'une centaine de livres. Certains ont fait date comme La Révolution régionaliste *(1967) qui accompagna le renouveau de la revendication occitane dans les années 1970 en rompant avec une tradition folklorique provinciale. Dans son dernier ouvrage, il propose une sorte d'*« histoire occitane de la littérature française » *et part de la naissance de deux langues dans la Gaule romaine, oc au Sud et oïl au Nord. Puis il réexamine conjointement la construction de la France sous le joug du Nord, et spécialement de Paris, en même temps que la* « dévoration linguistique » *du Midi jusqu'à l'Âge classique. Ainsi les différents monarques jusqu'au Roi Soleil mettent toute leur ambition à construire un État oppressif pour ses sujets, conquérant pour ses voisins et profondément convaincu de sa supériorité intellectuelle, non sans rencontrer la résistance des provinces et de ceux d'en bas…*

« **La France du Sud contre Paris**
Richelieu meurt en 1642, Louis XIII en 1643. La Régente Anne d'Autriche appelle au gouvernement le Cardinal de Mazarin, déjà secrétaire de Richelieu, qu'il avait choisi comme son successeur. Il a contre lui la haute noblesse et les parlementaires. Il doit d'entrée abattre la « Cabale des Importants », qui prend la suite d'une première Fronde, celle précisément du Parlement de Paris, achevée en 1649 avec l'aide de Condé. Celui de Bordeaux s'est soulevé contre d'Épernon.

En 1651, ce même Condé, mécontent d'avoir été mal payé de ses services, se révolte encore. La Régente le fait emprisonner. La princesse de Condé et quelques grands seigneurs cherchent alors un refuge à Bordeaux. La ville se partage : la Jurade et une partie du Parlement sont pour la cour et Mazarin. Celui-ci fuit en Allemagne, la cour quitte Paris. Bordeaux se jette alors dans une révolte anti-classiste, anti-centraliste comme le Midi occitan en a donné et en donnera plusieurs fois l'image. La petite bourgeoisie et les « Menuts » se rassemblent sur l'Olmée, avec un programme : abolition des offices récemment créés, réduction des tailles, résistance à l'occupation militaire, hostilité aux étrangers à la Guyenne. Le fort de Hâ est abattu. Les officiers du Parlement sont malmenés et s'échappent de la ville : une chambre de l'Olmée les remplace. La Jurade entre dans la révolte. Une Assemblée Générale de la cité prend les décisions importantes.

Mais le pouvoir central se réinstalle. Mazarin rentre. Condé se range et laisse les pouvoirs à son frère de Conti, qui signe la Paix de juin 1653. Périgueux, alliée de Bordeaux, résiste encore jusqu'à l'automne. Mais comme dans l'affaire des « cascavèus », les bourgeois se dissocient du peuple. L'amnistie est générale. Il n'y a qu'un pendu. La superstition a joué son rôle au service du pouvoir français. La révolte a été appelée « pecat » en Guyenne et attribuée à l'étranger. Bordeaux a quand même eu, à la façon de l'Ancien Régime, son temps d'« autonomie démocratique ».

Pendant ce temps, la Provence s'enflamme. Le gouverneur-comte d'Alès était entré dans la Fronde des Princes. Mazarin soutient contre lui le Parlement qui lui reste fidèle. En 1651, se combattent ses partisans, les Ganivets (Couteaux) et les Sabraires (Sabreurs) pour les Princes. Marseille trouve en Niozelles quelqu'un pour recommencer l'aventure de Casaulx.

Le roi a alors vingt-deux ans. C'est lui qui décide d'entrer dans l'opulente cité rebelle par une brèche faite au canon dans les remparts. Quand il avait su Casaulx tué, Henri IV avait dit : *« C'est maintenant que je suis roi de France »*. Louis XIV fait aussi supprimer le consulat. Quand Mazarin est mort en 1661, il dira : *« L'État, c'est moi »*. Il fera encore réprimer tardivement en 1665-1666 la révolte nobiliaire sur le plan français par une cour spéciale de Justice, les « Grands Jours d'Auvergne ».

Il héritait de la Guerre de Trente Ans, que Mazarin avait achevée brillamment. Par la Paix de Wesphalie est fini son conflit avec la branche allemande de la Maison d'Autriche, par la Paix des Pyrénées, il acquiert Pays Basque et Roussillon, coupe la Cerdagne en deux, le roi épouse l'Infante Marie-Thérèse.

Quatre ans après, c'est la Guerre de Dévolution : Louis demande pour son épouse les Pays-Bas, le grand rival commercial de la France, en héritage de Philippe IV. Dans cet héritage il occupe la Franche-Comté. Il provoque une coalition européenne. Il rend la Franche-Comté contre quelques places flamandes. Et cela continue. Guerre contre la Hollande de 1672 à 1678, nouvelle coalition : la France récupère la Franche-Comté. Guerre pour l'Alsace et la Lorraine, occupation de Strasbourg en pleine paix. Autre coalition qui accouche de la Ligue d'Augsbourg et qui prend fin en 1697 dans l'ambiguïté de la Paix de Rijswijk : l'Espagne reprend à la France les Pays-Bas, Colbert doit leur reconnaître la suprématie en commerce maritime. L'Empire reprend la Lorraine. Guillaume III est reconnu souverain anglais par Louis XIV. Il y avait derrière ces quarante ans ou presque de massacres un rêve de monarchie européenne qui s'écroule.

Il y avait derrière ces quarante ans ou presque de massacres un rêve de monarchie européenne qui s'écroule.

Le poids du budget militaire a été tout ce temps énorme et la misère dans les provinces de France comme les destructions dans celles envahies à la mesure. La campagne de Westphalie, la répression dans la Franche-Comté reprise ont été atroces. En France, Colbert lui-même, cet administrateur modèle des finances du royaume, provoque en 1663 sur la gabelle et les greniers à sel une nouvelle révolte en Guyenne. La répression est conduite par son cousin Pellot, un homme du Nord. C'est un Gascon pauvre, Bernard d'Andijòs, qui répond par la guérilla de ses « invisibles ». Le roi devra l'absoudre quand il reviendra d'Espagne.

En 1675, c'est une vraie guerre de maquis qui éclate en Bretagne à cause de l'imposition du papier timbré : la révolte des « Bonnets rouges ». Les atrocités se multiplient. Comme le remarque Pierre Goubert : certaines années l'armée du Roi Soleil a été plus employée à tuer du paysan français qu'à combattre l'ennemi. »

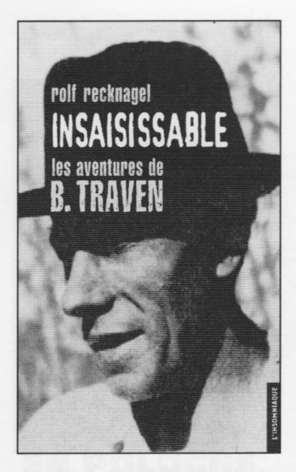
Extrait de la préface :
Ses lieux de résidence restèrent longtemps inconnus et secrets. Il fuyait les photographes et interdisait qu'on publiât les rares photos qu'on possédait de lui.
Dans la réalité, quel homme fut B. Traven ? Un marin ? Un comédien ? Un pamphlétaire ? Un révolutionnaire ? Un vagabond ? Un ouvrier ? Un écrivain ? Un photographe ? Un explorateur ? Un ermite ? Un scénariste ? Même s'il fut sans doute un peu tout cela, le plus sûr ici réside dans le point d'interrogation.
Remontons à la Première Guerre mondiale.
Mich kriegt keiner kaputt! « Ils n'auront pas ma peau! » Ce cri de révolte d'un homme engagé dans le grand renversement que fut la République des conseils de Bavière... ce cri de défi d'un fugitif traqué par les massacreurs socialistes... ce cri d'orgueil et de vie résonnera encore longtemps dans le crâne des amants fous d'une liberté intolérable aux épiciers et aux puissants. L'individu sans patrie ni frontière, qui crachait ses imprécations à la face des brutes galonnées en pleine boucherie de 14-18, les signait du nom de Ret Marut. Ou du « Fondeur de briques » – dont il avait fait le titre de la revue à couverture rouge, de la taille d'une briquette, qu'il faisait imprimer à Munich et répandait dans tout l'Empire.

Les cibles de Ret Marut sont l'État et le principe d'autorité lui-même […], le nationalisme […], l'Église et les syndicats établis…

Ses convictions anarchistes singulières, amplement exprimées dans sa période bavaroise, en font un proche des indomptés stirnériens du début du siècle, un « en-dehors ». Les cibles de Ret Marut sont l'État et le principe d'autorité lui-même – si pesant dans le Reich –, le nationalisme qui porte toujours la guerre, l'Église et les syndicats établis qui organisent la soumission des humbles, le mode de production capitaliste et son cortège d'injustices, mais aussi les racistes et les antisémites qui pullulaient déjà, les journalistes et les politiciens qui n'auront jamais que mensonges à la bouche.
Quand vient le moment de vérité – l'insurrection –, Marut l'exalté ne songe pas, non plus que les autres libertaires très actifs alors à Munich, à mettre sur pied l'organisation cohésive des révolutionnaires qui leur a peut-être manqué pour résister à leurs puissants ennemis ; il excelle en revanche dans le travail d'agitation et reconnaît sans tarder le rôle des conseils ouvriers et l'activité de la minorité agissante dans le processus insurrectionnel.

Extrait du chapitre VI du texte de Recknagel :
Dans *Les Cueilleurs de coton* [inédit en France], l'auteur décrit, sous le nom de son narrateur Gerard Gale, la vie des ouvriers agricoles, celle des foreurs de pétrole, des boulangers et des gardiens de troupeau. Chronologiquement, l'histoire se passe au début des années 1920. Le livre s'ouvre par le chant des cueilleurs de coton :
« Les rois et les princes,
Les millionnaires et les présidents portent du coton,
Mais l'humble cueilleur de coton
Doit gagner à la sueur de son front chaque maudit centime.
En route pour les champs de coton,
Le soleil monte, monte dans le ciel.
Mets ton sac à dos,
Resserre ta ceinture…
Écoute, la roue tourne. »
Cette chanson exprime d'emblée l'idée déterminante de l'œuvre : les cueilleurs de coton, les *peones*, poussés hâtivement dans les champs, entendent et voient *« grincer… crier… vibrer »* la *« balance »* – le système des exploiteurs capitalistes – jusqu'à ce que la progression de cette prise de conscience débouche dans la dernière strophe sur un appel à l'insurrection :
« Au pas, au pas !
Le soleil se lève.
Garde la récolte
Dans ton sac !
Brise la balance en morceaux ! »
La revendication de cet hymne aux accents anarcho-syndicalistes, c'est la solidarité prolétarienne et l'*« expropriation des expropriateurs »*. Par son thème comme dans sa forme, ce chant rappelle l'exhortation de Shelley *Aux Hommes d'Angleterre*.

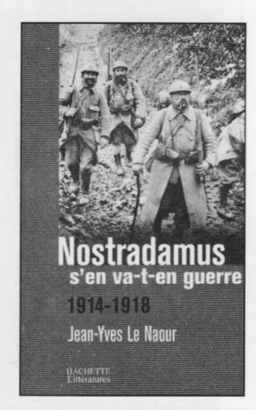
Extrait du Pont dans la jungle :
En quoi le soleil s'intéresse-t-il aux cadavres, aux mères en pleurs, aux enterrements ? Que lui chaut au soleil la civilisation, la culture authentique, la culture inauthentique, la bonne musique, la mauvaise, et la colère contre les dégradations du monde, des races et des âmes ? Quel que puisse être le malheur qui nous attend, il trône auguste et puissant dans l'univers. C'est le dieu, le seul dieu visible, omniprésent, l'éternel dieu jeune et rieur, tournant au firmament comme un chant de création constant et jubilant. Il est le créateur et entretient, produit et donne vie. Il dispense et gaspille, n'est jamais fatigué, n'exige pas de prières à sa louange et ne menace jamais de punitions infernales. Que lui chaut un enterrement, au soleil ? Il se tient ferme au-dessus de nous et fait rugir son ardeur. […]
Vive le monde. Qu'est-ce pour lui qu'un petit bout de décomposition qui s'écoule ? Rien. Pas même du fumier. Il est si riche, si prodigue qu'il n'a que faire de ce fumier et qu'il l'abandonne aux corbeaux pour qu'ils festoient. Ô homme, que tu es donc peu de chose, que tes peines et tes efforts sont peu de chose ! Réjouis-toi, aime, meurs et appelle les vautours pour s'occuper du reste !



Insaisissable
Les Aventures de B. Traven
Rolf Recknagel
Traduit de l'allemand par Adèle Zwicker, L'Insomniaque, 2009, 360 p., 18 €

Cette biographie de l'auteur du Vaisseau des morts, *du* Trésor de la Sierra Madre *et de tant d'autres classiques du roman d'aventure est la première à paraître en français. Elle est l'aboutissement des longs travaux de Rolf Recknagel qui prouva le premier que le mystérieux B. Traven – vagabond et conteur établi au Mexique qui prétendait à l'anonymat complet – n'était autre que l'agitateur Ret Marut, pamphlétaire anarchiste munichois qui avait bravé la censure militaire pendant le premier conflit mondial et joué un rôle actif dans l'éphémère République des conseils de Bavière en 1919. Recknagel ne cessa d'affiner le portrait de ce chantre de la subjectivité, dont les œuvres ont été traduites dans des dizaines de langues.*

La guerre de 14 n'aura pas lieu !



NOSTRADAMUS S'EN VA-T-EN GUERRE
1914-1918
de Jean-Yves Le Naour
Préface de Jay Winter,
Hachette Littératures,
2008, 190 p., 18 €

« L'humanité a toujours aimé rejeter ses fautes et ses erreurs sur des influences dont elle serait victime. Il serait plus juste qu'elle ne s'en prît qu'à elle-même et se décide enfin à devenir sage. » Ainsi s'exprimait Camille Flammarion en 1915 dans le *Bulletin de la Société astronomique de France*. Cet esprit positiviste, vulgarisateur des sciences et techniques, critiquait de la sorte l'engouement superstitieux qui aveugla les mentalités durant le premier conflit mondial.

Dès après la guerre de 1870 se mit à fleurir, en France comme en Allemagne, une littérature prophétique annonçant avec triomphalisme la défaite de l'ennemi héréditaire, la chute prochaine de son Empire ou de sa République, le crépuscule de ses dieux. Nourrie de sentiments belliqueux et revanchards, qu'ils soient anglo-, germano- ou gallophobes, cette production trahit déjà le climat d'angoisse croissante qui étreignit les nations à la veille de la conflagration générale. Si les pronostics qui y sont établis s'avérèrent généralement erronés quant au cours des événements ou à leur datation, ils peuvent en tout cas servir de révélateur sociologique fort : recourir au décryptage des astres afin de déterminer du sort d'une politique ne trahit-il pas le désarroi de la classe politique tout entière, pire, l'impuissance du Pouvoir ?

Jean-Yves Le Naour s'est refusé à reléguer hâtivement le regain des croyances populaires en temps de guerre au rang des manifestations naïves, donc négligeables. Il les traite, certes, avec une ironie indéfectible (et compréhensible, vu le nombre et l'énormité des aberrations qui furent mises en circulation) mais il y discerne une mine d'informations de prime abord insoupçonnée : *« [...] l'étude de la divination en 1914-1918 intéresse l'historien, qui peut y lire les peurs et les certitudes de la population, les diverses prophéties contemporaines ne renseignant évidemment pas sur l'avenir mais sur le présent. »*

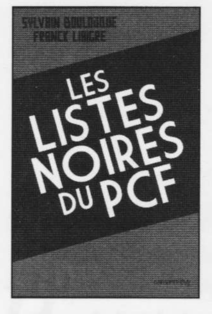
Son enquête couvre chaque domaine de l'irrationnel et de l'occultisme tels qu'ils furent largement interrogés (ou fabriqués de toutes pièces) en cette sombre période : chiromanciens, voyantes, spirites, cabalistes, etc. défilent en nombre, porteurs de faux espoirs et de fausses nouvelles, et investis du seul pouvoir de leur mauvaise foi – car il n'est rien de plus susceptible qu'une pythonisse lorsqu'on lui renvoie en pleine boule de cristal l'ineptie de ses augures.

Le Naour ne se borne pas à sonder les feuilles de chou et les brochures ésotériques à bon marché. Il examine également le retour en force de pratiques tant individuelles que collectives. Il évoque ainsi le marché florissant des porte-bonheur et autres mascottes (tels les fétiches nationaux « Nénette et Rintintin »), achetés par les poilus dans l'idée d'être immunisés contre les balles ennemies, ou encore les étranges dévotions rendues à des « statues à clous », effigies symboliques censées cristalliser les craintes et exorciser les menaces.

Enfin, il montre bien que la séduction ésotériste ne gagna pas que des esprits faibles ou candides. Combien vit-on en effet d'écrivains, de poètes et d'intellectuels de renom accorder du crédit à la communication avec les morts (Conan Doyle) ou à la révélation divine recueillie par quelque bergère (Bloy) ? La figure oubliée de Joséphin Péladan remporte à ce jeu la palme d'honneur, lui qui fut à l'origine de maintes falsifications et traductions douteuses de prédictions médiévales... généralement retrouvées au lendemain des catastrophes relatées !

Ce petit ouvrage, très bien documenté et rédigé d'une plume alerte, apporte de façon originale sa pierre à l'édifice de la raison et plaide pour la défense de l'esprit critique, aussi désastreux soit le contexte dans lequel il s'agit de l'exercer.

Frédéric SAENEN



LES LISTES NOIRES DU PCF
de Sylvain Boulouque & Franck Liaigre
Calmann-Lévy, 2008, 262 p., 23 €

Ces fameuses listes furent longtemps l'objet de fantasmes récurrents et de polémiques confuses. Grâce à ce livre, elles deviennent enfin objet d'histoire et entrent de plain-pied dans celle du stalinisme à la française pour y apporter un éclairage essentiel sur sa nature.

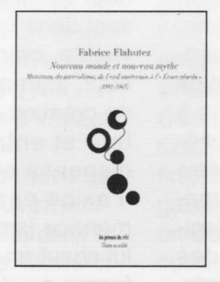
De 1933 à 1945, le PCF a publié vingt-huit listes noires, y inscrivant deux mille trois cents noms de *« traîtres »*, réels ou supposés.

Les tâtonnements des débuts permettent de poser les principes (précaution, conspiration et sécurité) destinés à assurer la protection intérieure de l'appareil. Les listes, établies par des hommes formés en URSS, servent à neutraliser *« l'ennemi intérieur »* durant la crise Doriot, puis à l'infiltration des opposants du groupe « Que faire ? », enfin à constituer, à la suite et à l'image de l'URSS, un imaginaire du complot trotskiste. Dans une perspective totalisante, ces listes s'intéressent également à la personnalité et à la vie privée des cadres communistes en disgrâce...

C'est sous l'Occupation que le phénomène prendra sa dimension la plus tragique avec l'exécution de plusieurs de ces ex-communistes, vrais collaborateurs pour certains, mais aussi simples dissidents, seulement coupables d'avoir rompu avec un parti omniscient, coutumier des virages à 180° qui laissent sur le carreau nombre de militants devenus ainsi des *« traîtres pour l'éternité »*...

Comme l'écrivent les auteurs, *« les listes noires constituent une sorte de miroir inversé du PC »*, donnant à voir non seulement sa composition sociologique mais aussi, et surtout, les *« normes politiques, morales et sociales qui régissent l'organisation »*.

NOUVEAU MONDE ET NOUVEAU MYTHE
MUTATIONS DU SURRÉALISME, DE L'EXIL AMÉRICAIN À L'« ÉCART ABSOLU » 1941-1965
de Fabrice Flahutez, Dijon, les presses du réel, coll. « Œuvres en société », 2007, 528 p., 29 €



Dans cet ouvrage savant et érudit, l'auteur revient en historien de l'art sur la thèse de la *« disparition »* du surréalisme telle que Maurice Nadeau l'affirma dès 1945 en faisant l'histoire de ce mouvement durant l'entre-deux-guerres.

Suivant les évolutions de ses principaux représentants durant leur exil aux États-Unis à partir de 1941, il souligne les nouvelles orientations prises par le surréalisme dans des revues comme *View* ou *VVV*, le rôle de Roberto Matta, les incursions d'André Breton vers l'alchimie et l'ésotérisme, puis sa découverte des cultures amérindiennes et sa rencontre avec l'œuvre de Charles Fourier.

Ainsi, à la suite de Georges Bataille, il considère que le surréalisme n'est pas mort durant ces années mais a pris des *« formes discrètes »* : *« Là où certains n'ont vu qu'un renoncement, il y avait en fait l'ultime désir de s'exprimer à partir de l'analogie et de favoriser une poésie libérée des contraintes idéologiques et de circonstance. »*

Cela est sans doute vrai, mais ne répond pas aux critiques, pourtant essentielles, de ceux qui, tel Victor Serge, remarquaient au sortir de la guerre : *« Le rayonnement du groupe surréaliste s'est [...] évanoui, car il exigeait un comportement que les revues sur papier couché, réservées aux amateurs riches, ne sauraient remplacer. »*

Désillusion d'après-guerre en Pologne

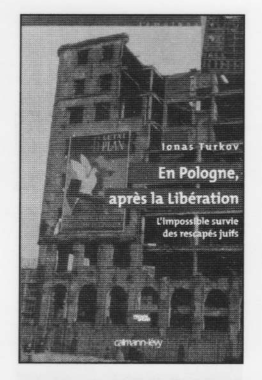
En 1946, on estime entre 180 000 et 240 000 le nombre de Juifs en Pologne, principalement dans les villes : entre 40 000 et 100 000 Juifs polonais ont survécu à l'extermination nazie en se cachant ou en rejoignant des groupes de résistants polonais et soviétiques. 50 000 à 170 000 autres ont été rapatriés d'Union soviétique et 20 000 à 40 000 d'Allemagne et des pays voisins.

Ces « survivants par miracle » qui ont échappé au massacre espèrent commencer une vie nouvelle. Le Centralny Komitet Żydów Polskich (CKŻP), dirigé par Szoma Herszenhorn, ancien activiste du parti socialiste juif (le Bund), tente de fournir des services dans différents domaines : légal, éducatif, social, culturel et en matière de propagande. Une communauté religieuse juive, couvrant le pays entier et menée par David Kahane, qui fait office de grand rabbin des forces armées polonaises, fonctionne de 1945 à 1948 avant d'être intégrée par le CKŻP. Onze partis juifs indépendants (dont huit déclarés) réussissent à exister jusqu'à leur dissolution en 1949.

La désillusion est terrible, marquée par le retour d'un antisémitisme virulent, ponctué d'assassinats et de pogroms comme celui de Kielce en 1946 et par le refus de restituer les biens confisqués aux Juifs. Bien que plusieurs d'entre eux participent à la mise en place du régime communiste et occupent des postes importants (comme Jakub Berman, responsable de la sécurité, Hilary Minc, responsable de l'établissement de l'économie socialiste, ou Marcel Reich-Ranicki, responsable de l'espionnage), la vie est difficile au milieu d'une population hostile dont beaucoup rêvent de *« terminer le travail »* des nazis.

Parmi, les survivants, Ionas Turkov, dont deux livres de souvenirs ont déjà été publiés : *C'était ainsi, 1939-1943. La vie dans le ghetto de Varsovie* (Éditions Austral, 1995) et *La Lutte pour la vie* (Honoré Champion, 1995). Dans cette troisième partie, celui que la presse juive et non juive considérait, avec son épouse Diana Blumenfeld, chanteuse de music-hall, comme *« les seuls représentants du monde culturel juif à s'être sauvés du ghetto de Varsovie »*, fait le tableau de la difficile reconstruction d'un pays ravagé par la guerre, et raconte son quotidien à Lublin, celui de sa fille restée à Varsovie, la nécessité constante de dissimuler sa judéité. Il décrit ses problèmes professionnels, notamment à la radio juive, sa convocation au ministère des Affaires étrangères pour avoir tenté de faire connaître la véritable situation des Juifs polonais et déconseillé aux expatriés, à mots couverts, de rentrer en Pologne. Il parle des enfants juifs rescapés, des rançons parfois exigées pour leur restitution, et des foyers d'accueil. Et toujours la prudence, dont il lui fallait encore faire preuve. C'est ce triste constat, cette *« décevante liberté »*, qui le conduiront à s'exiler définitivement.

Pierre-Henri ZAIDMAN



EN POLOGNE, APRÈS LA LIBÉRATION
L'IMPOSSIBLE SURVIE DES RESCAPÉS JUIFS
de Ionas Turkov
Calmann-Lévy, 2008, 19 €

Retour à la doctrine

La réédition en fac-similé de ce livre de Karl Kautsky vient combler un vide. Car on peut s'étonner légitimement qu'il soit si difficile de mettre la main sur les écrits de celui qui fut l'une des figures centrales du socialisme allemand et de la Deuxième Internationale avant de devenir, peu après la révolution russe, un *« renégat »* sous la plume de Lénine, et, sous celle de Trotsky, le *« fondateur et le plus parfait représentant de la déformation autrichienne du marxisme »* – ce qui n'était guère un compliment puisque le marxisme autrichien était pour lui *« la théorie pédante et majestueuse de la passivité et des capitulations*[1] *»*.

La violence de l'attaque est à la hauteur de la déception qu'éprouvèrent les deux leaders bolcheviks quand Kautsky s'en prit avec rudesse à la révolution russe et à la dictature du prolétariat. Sans doute comptaient-ils sur ce *« suprême défenseur de l'orthodoxie marxiste contre l'hérésie »* (Alfred Rosmer) pour faire contrepoids aux socialistes droitiers qui venaient de s'illustrer en liquidant le mouvement spartakiste.

À l'époque où il écrit *La Révolution sociale*, c'est-à-dire en 1902, Karl Kautsky est encore un révolutionnaire intransigeant, un marxiste orthodoxe qui se bat contre l'aile droite, réformiste, du parti incarnée par Edouard Bernstein[2]... tout en surveillant l'aile gauche.

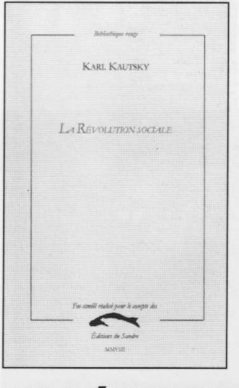
La Révolution sociale n'est pas un livre théorique, mais une œuvre de propagande bâtie à partir de deux conférences tenues en Hollande. Dans sa forme et son contenu, il s'agit d'une œuvre mineure de Karl Kautsky. C'est un travail didactique qui a pour but de discréditer les thèses réformistes : *« Le réformiste et le révolutionnaire veulent l'un et l'autre des réformes ; ce qui les distingue, c'est que le premier restreint la transformation sociale à une série de réformes »* ; or, Kautsky maintient, contre Bernstein, que le but final de la social-démocratie doit demeurer la conquête du pouvoir politique, donc le renversement de la société capitaliste par la classe opprimée ; renversement inéluctable puisqu'il va dans le sens de l'Histoire. C'est pourquoi il rappelle le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution à venir (louant au passage son *« esprit de discipline »*), raille les intellectuels de gauche (ces *« socialistes de salon »* sans *« intérêt de classe précis »*) et règle son compte avec ceux qui, comme Bernstein, apprécient le réformisme et le pragmatisme du mouvement ouvrier et socialisant anglais : *« C'est parce qu'ils renoncent à la révolution, parce qu'ils ne connaissent que l'intérêt du moment* [...] *que les ouvriers anglais jouent le rôle de zéro dans la politique effective* [...] *L'Angleterre nous montre ce que devient une classe ouvrière qui renonce à la révolution et ne fait que de la politique pratique. »*

L'intérêt de cette réédition ne tient pas tant au contenu de l'ouvrage, au style de l'auteur (Kautsky n'est guère porté au lyrisme...), mais au fait qu'il a été écrit en 1902, soit un an avant le rugueux congrès de Dresde qui condamnera officiellement le révisionnisme de Bernstein. *La Révolution sociale* est un rappel à la doctrine qui doit être lu comme tel.

Christophe PATILLON

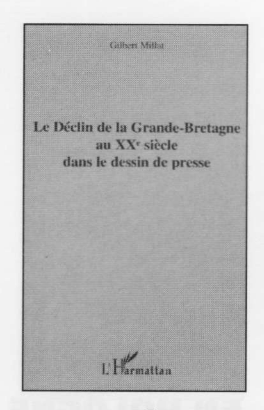
1. Léon Trotsky, *Terrorisme et communisme*, préface d'Alfred Rosmer, 10/18, 1963, p. 264-265. Ce texte, publié en 1920, est une réponse à un ouvrage du même nom, écrit par Kautsky en 1919 et réédité également par les Éditions du Sandre en 2007.

2. Lire à ce propos Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas 1896-1914*, L'Harmattan, 2007.



LA RÉVOLUTION SOCIALE
de Karl Kautsky
Éditions du Sandre, 2008, 224 p., 26 €

Des cartoons anglais



LE DÉCLIN DE LA GRANDE-BRETAGNE AU XXE SIÈCLE DANS LE DESSIN DE PRESSE
de Gilbert Millat
L'Harmattan,
2008, 189 p., 18 €

Les historiens ont longtemps boudé le dessin de presse et la caricature, tandis que les articles publiés dans les journaux leur servaient de source de premier choix. L'image, par nature plus triviale que le texte et moins informative, ne semblait pas pouvoir aider à préciser des faits, des tendances ou même des idéologies. Depuis quelques années, le regard porté sur le dessin de presse évolue. L'image satirique peut devenir le matériau principal de l'historien.

L'ouvrage de Gilbert Millat, maître de conférences à l'université Lille 3, s'inscrit dans cette optique. L'auteur se donne en effet comme objectif d'analyser un siècle de l'histoire britannique au travers de la production graphique éditoriale politique de quelques grands quotidiens anglais. Le corpus étudié se restreint à trois dessinateurs de premier plan, David Low, Leslie Illingworth et Michael Cummings, peu connus en France, mais que l'on peut considérer comme des Plantu britanniques. Outre-Manche, comme dans le reste de l'Europe, les quotidiens recourent depuis longtemps au « cartoon » politique pour frapper les esprits et même accroître leur lectorat.

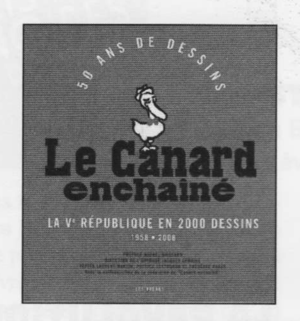
Gilbert Millat nous intéresse d'abord au rôle social de ces commentateurs amusés ou acides de l'actualité, à leurs relations parfois difficiles avec le rédacteur en chef et bien sûr au poids de la censure. Mais surtout, embrassant de vastes corpus et s'intéressant aux récurrences thématiques, il montre les préoccupations des caricaturistes et à travers eux, probablement celles de l'opinion. Conservateurs ou travaillistes, ces maîtres du crayon commentent les évolutions politiques, les relations internationales, mais également les choix d'ordre économique. Ainsi seront débattues, souvent de manière anxiogène pour le lecteur anglais, les questions du libre-échange ou du protectionnisme, la montée du fascisme, la seconde guerre mondiale (qui représente une parenthèse dans le constat réalisé par les *cartoonists* du déclin britannique), les relations de dépendance vis-à-vis des États-Unis, la fin de l'Empire britannique avec la décolonisation et enfin, les rapports de l'Angleterre avec l'Europe, tous sujets qui mettent en scène une certaine image de la nation, écornée au fil des décennies.

Le lecteur regrettera sans doute l'absence d'illustrations dans ce livre. Des centaines d'images sont (habilement) décrites et analysées, sans que l'on puisse juger des effets visuels et des styles graphiques. Mais comme l'explique l'auteur, les droits de reproduction élevés rendent très difficile la publication des *cartoons*, que l'on peut néanmoins consulter sur la base de données en ligne de l'Université du Kent (Canterbury).

Quant à la sélection des dessinateurs étudiés par Gilbert Millat, le fait de s'intéresser à quelques « monuments » du dessin de presse impose un filtre idéologique quelque peu réducteur. On aurait aimé connaître le point de vue (et la rhétorique graphique) d'artistes certes moins célèbres, mais aux idées plus radicales, aux positions plus tranchées. L'Angleterre aurait eu sous leur crayon une physionomie sans doute sensiblement différente, traduisant des préoccupations politiques et sociales plus larges, qui auraient certainement intéressé les familiers de *Gavroche* !

Guillaume DOIZY

Cinquante ans satiriques



LE CANARD ENCHAÎNÉ
LA V^E RÉPUBLIQUE EN 2000 DESSINS 1958-2008
Préface de Michel Gaillard,
Les Arènes,
2008, 652 p., 69 €

Seuls des monuments peuvent illuminer des… monuments. Avec ce recueil composé de plus de 2000 dessins parus au *Canard enchaîné* depuis 1958, année de fondation de la Ve République si chère à de Gaulle, voilà le fameux journal mieux commémoré que ne l'aura été le bébé de de Gaulle lui-même ! En effet, cinquante ans après, Sarkozy ne pouvait mieux rêver qu'une crise financière internationale pour se contenter du strict minimum sur la question. Fêter le cinquantenaire de nos institutions ? Autant rappeler à nos mémoires la carrure imposante d'un certain général avec lequel notre Sarko national sait ne pas pouvoir rivaliser. Réjouissons-nous donc : les dessins satiriques de ce journal sont mieux fêtés que l'histoire qui les aura inspirés, la République sortie du référendum de 1958 ne brillant pas par ses atours ultra-démocratiques…

Cette publication marque d'autant plus que le *Canard enchaîné*, organe d'une longévité extraordinaire, aura nourri la plume de plus d'un auteur. Mais seuls son rôle politique et son contenu rédactionnel ont jusque-là trouvé grâce aux yeux des essayistes, comme si l'image restait vaine à leurs yeux.

Le *Canard* répare donc une offense vieille de presque un siècle par la publication de ce pavé d'images. Composé sur une trame chronologique, le recueil s'articule autour de la grande nouveauté portée par cette République nouvelle : l'élection du président au suffrage universel direct. Mais tous les présidents ne bénéficient pas du même espace. Chirac, en nombre de dessins et donc de pages, écrase (pas seulement de toute sa taille) un certain… Nicolas Sarkozy, trop jeune dans la fonction en quelque sorte.

Les Lap, Pino Zac, Pancho, Grove, et plus près de nous Cardon, Pétillon, Cabu, etc., ont commenté avec verve cinquante années d'actualité nationale et internationale nourries de rire, d'esprit sarcastique, de jeux de mots et autres effets de la caricature. Mais ce festival de charges satiriques d'actualité masque un paradoxe : le *Canard enchaîné*, bien que salariant une dizaine de caricaturistes, accorde une place de plus en plus marginale au dessin de presse dans ses pages, tandis que les dessinateurs n'interviennent jamais dans la sélection des œuvres, leur taille de publication, leur disposition… et expriment parfois publiquement plus d'un agacement à cet égard. Pour autant, cette coédition du *Canard* et des Arènes leur rend un véritable hommage, non seulement en reproduisant leurs dessins sous la forme d'une vraie « bible », mais également en dressant leur portrait dans des biographiques généreuses.

Regrettons tout de même l'absence de clichés de pages entières du journal à différentes époques de son histoire, qui auraient permis de rappeler quelle fut, à chaque période, la place accordée à ces caricatures au regard de l'écrit. Il fut un temps, par exemple, où les dessins de Moisan envahissaient facilement une demi-page entière du *Canard* !

Un temps révolu que ce très bel ouvrage (hélas un peu cher en ces périodes de crise), par la richesse de son iconographie, nous fait vraiment regretter !

GD

L'envers du décor

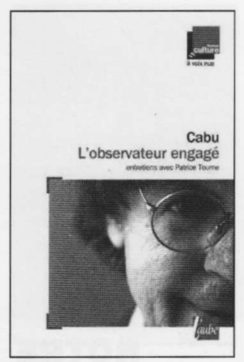
L'amateur de dessin de presse s'interroge souvent sur le métier de dessinateur et ses coulisses. Ainsi, lorsque paraît un ouvrage d'entretien avec Cabu (diffusé d'abord sur France Culture, émission « À voix nue »), un des piliers du dessin satirique en France, la curiosité le dispute à l'enthousiasme. Le génie du crayon qui nous surprend chaque semaine par ses gags et ses trouvailles graphiques dans un style épuré et direct, devrait livrer de passionnantes analyses sur la situation politique, sur le rôle des médias et leurs dérives, sur l'évolution du métier, sur la nature d'un art combinant l'éphémère, le rire ou le sarcasme.

Certes, Cabu raconte quelques anecdotes sur sa vie, ses débuts dans le métier encore lycéen ou jeune provincial « monté » à Paris. Mais globalement, au fil des pages de ce petit opuscule sans illustration, le lecteur éprouve bien vite une certaine déception. « L'engagement » de Cabu reste à chaque fois très modéré, comme superficiel, et on peine à saisir une sensibilité au monde que l'on imagine particulière chez un tel artiste ! Le caricaturiste retient par exemple de 68 des rues parisiennes désertes dans lesquelles il roulait à vélo à contresens. Pas un mot pour la grève générale, Cabu se préoccupant alors plus d'écologie et de consumérisme que de lutte de classe. Même son antimilitarisme semble procéder d'un enchaînement d'événements dans lequel la révolte du dessinateur tient une place assez faible.

Il faut dire que les questions auxquelles doit répondre le caricaturiste de *Charlie Hebdo* et du *Canard* ne favorisent certainement pas l'expression d'une pensée riche et profonde.

Cabu reste un dessinateur hors pair, souvent un des plus percutant, et ses 68 ans ne semblent en rien pouvoir réduire sa puissance créative quand il s'agit de réagir à l'état du monde avec l'arme du crayon.

GD



CABU, L'OBSERVATEUR ENGAGÉ
ENTRETIENS AVEC PATRICE TOURNE
éditions de l'Aube, 2008, 107 p., 11 €

Une famille de soldats

Voici un livre d'histoire rédigé par un homme passionné de vérité, passionné par la paix, qui, tombé par hasard sur une partie des archives Stoffel, a voulu en tirer de quoi alimenter les lecteurs intéressés par Napoléon et son empire, par les guerres impériales, par les mercenaires suisses, par la légion étrangère, en les transformant en un livre de bel aspect.

Enseignant de formation, bibliothécaire de longues années à la Bibliothèque nationale, Daniel Lérault, par ailleurs spécialiste entre autres, de Han Ryner et Panaït Istrati, est extrêmement rigoureux, et ne s'est pas contenté de ce volume de vieux papiers. Il lui a fallu se rendre malgré des difficultés dans diverses bibliothèques et services d'archives, les plus accessibles n'étant pas celles, militaires, de Vincennes. Il devait confronter les papiers en sa possession à d'autres sources, chercher parfois la version des mêmes faits, rédigée par un contemporain avec un autre œil, corriger des erreurs de dates ou de noms, de lieux aussi, bref, mener un travail obscur d'historien soucieux d'approcher le plus possible la vérité.

Comme dans tous les ouvrages évoquant des guerres, on y trouve des horreurs, des absurdités, des gâchis, bref, tous les éléments nécessaires pour dégoûter un être normalement constitué de toute guerre, et de tout ce qui peut y conduire.

Pacifiste intégral, Daniel Lérault a su rester objectif dans son travail, et ne jamais influencer le lecteur vers une orientation quelconque. Il a su s'imposer des règles d'historien intègre, et les a respectées jusqu'au bout. Les occasions étaient fréquentes de flétrir le militarisme, le patriotisme, le nationalisme et toutes ces prétendues valeurs qui mènent inéluctablement aux boucheries. Sans-doute a-t-il parié que ses lecteurs seraient adultes et responsables, et par conséquent qu'ils seraient capables de conclure par eux-mêmes.

Ce livre raconte les « aventures », parfois mésaventures, de frères et cousins, suisses d'origine, embrigadés comme beaucoup de leurs congénères dans diverses armées, leur perpétuelle recherche d'un emploi entre deux campagnes, leur attachement à certaines valeurs, leur opposition farouche à d'autres, leur fidélité au seul métier qu'ils sachent faire, celui de soldat.

On y trouve des combats, un duel, des scènes de fraternisation, de pillage, de cruauté, de bonté aussi, des désertions, tout ce qui fait qu'une armée en guerre ou en paix se compose d'êtres sensibles, souvent humains, parfois pas, en général obéissants et soumis. Les armées comptent aussi des animaux et leur sort n'est pas toujours enviable. Un intéressant chapitre concerne justement la liste des montures d'Augustin Stoffel.

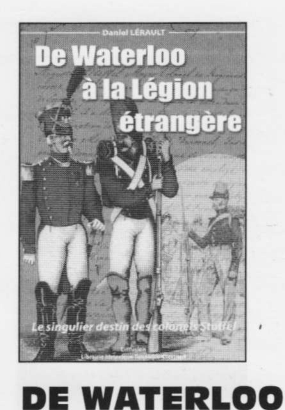
Les Stoffel écrivaient beaucoup, à leurs supérieurs hiérarchiques, aux représentants de la Diète de leur pays, la plupart du temps dans le souci de leur avancement. Les reproductions nombreuses de ces lettres constituent des documents irréfutables, et nous montrent que les colonels Stoffel ne faisaient pas l'unanimité chez leurs confrères.

À chaque apparition d'un nouveau personnage, Daniel Lérault nous livre en note de bas de page des références biographiques bienvenues pour savoir à qui l'on a affaire. Nombreuses mais faciles à utiliser, ces notes précisent toujours à propos les situations géographiques, chronologiques, historiques.

Les carrières des colonels Stoffel ont évolué assez curieusement, et sont émaillées de succès et de déceptions quand ces officiers furent victimes d'injustices. Notamment de la part des responsables de la Diète. Mais aussi de l'état-major de l'armée française qui, confondant les prénoms, exila Christophe au lieu d'Augustin. L'erreur fut ensuite rectifiée.

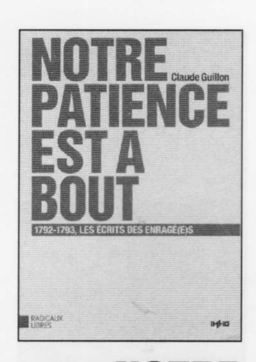
Peut-on parler d'histoire populaire avec les Stoffel ? A priori non puisqu'il s'agit d'officiers, de gens instruits, qui ont peu à voir avec le peuple. Doit-on pour autant se désintéresser de leur histoire ? Bien sûr que non. Même si le livre se polarise sur eux, ils ne sont pas seuls et leurs troupes apparaissent bel et bien. La lecture de leurs aventures aide à imaginer celles de leurs subordonnés dont très peu savaient écrire et ont pu les relater.

Jean-François AMARY



DE WATERLOO À LA LÉGION ÉTRANGÈRE
LE SINGULIER DESTIN DES COLONELS STOFFEL
de Daniel Lérault
Diffusion Librairie historique Teissèdre-Clavreuil, 2008, 348 p., 29 €
Prix : 29 € franco chez Daniel Lérault, 2 impasse des Hérons cendrés, 49420 Pouancé
daniel.lerault@wanadoo.fr

Une révolution inachevée



NOTRE PATIENCE EST À BOUT
1792-1793, LES ÉCRITS DES ENRAGÉ(E)S
de Claude Guillon
Éditions IMHO,
coll. « Radicaux libres »
2009, 174 p., 15 €

Claude Guillon, dans cette anthologie constituée d'extraits de journaux de l'époque ou de textes *in extenso*, nous convie à redécouvrir la saveur radicale de ces révolutionnaires oubliés qui, en 1792 et 1793, se battirent pour défendre la volonté populaire telle qu'elle s'insurgea dans les faubourgs, les campagnes et dans les ateliers, partout où après avoir mis à bas l'aristocratie, on voulut arracher le pouvoir des mains de la nouvelle classe dominante. Certes, en France, Daniel Guérin (*La lutte des classes sous la première République* et *Bourgeois et bras-nus*) et bien sûr Maurice Dommanget (*1793, les Enragés contre la vie chère* et *Jacques Roux : le curé rouge*) avaient en leur temps porté un regard attentif sur les déclarations et les actions de Théophile Leclerc, du curé Jacques Roux, de Jean-François Varlet et des militantes de la Société des citoyennes républicaines révolutionnaires, Pauline Léon et Claire Lacombe. Mais force est d'admettre que la bibliographie les concernant reste modeste et souffre d'un manque flagrant de « volonté de savoir », comme s'il s'agissait de la part maudite d'une histoire revisitée par le mythe de l'union sacrée autour des élus de la Nation.

Il s'agit bien d'un symptôme politique. Claude Guillon a raison d'insister sur l'aspect significatif et révélateur, sur le caractère éclairant des déclarations des Enragés lorsqu'ils soutiennent que la Révolution n'est pas achevée, à peine ébauchée. Ces insurrectionnels sont en effet désireux de poursuivre et de faire aboutir une Révolution de 1789 qu'ils veulent avant tout populaire. Par conséquent, ils défendent le mandat impératif et militent pour le partage des richesses. Leur cible principale : les accapareurs et les agioteurs. Ils luttent pour une république sociale, en somme. Ils seront les grands perdants de 1793.

Ils se battent contre ceux qui cherchent à établir une monarchie constitutionnelle, et sont plus connus sous le qualificatif réducteur de sans-culottes, avec ce que cela comporte de connotation péjorative. Et pourtant, comme chacun sait, c'est sous leur pression que la Convention adoptera ses mesures les plus délibérément sociales : maximum des grains, greniers d'abondance, répression de l'agiotage. Ils ont pour cible la bourgeoisie qui sut se servir du peuple pour instaurer un régime politique reposant sur ses valeurs et sa vision du monde et qui, *in fine*, se constitua un ensemble de lois favorables à ses principes économiques et sut donner une légitimité à son pouvoir en se gargarisant de mots tels que Liberté et Égalité. Or, pour les Enragés, sans justice sociale, pas d'égalité et sans prise en main par le peuple de son propre destin, pas de liberté possible. D'où une conception radicalement différente de ce que doivent être le débat et l'action politiques dans une démocratie qu'ils veulent directe.

Claude Guillon reprend les textes qu'ils nous ont laissés, sur la démocratie directe et le mandat impératif (chap. 2), la pauvreté, la vie chère et les subsistances (chap. 3), et la lutte des femmes pour leurs droits (chap. 4). Il nous ouvre la porte à leur volonté de transformer la société et sait nous mettre en empathie avec ces femmes et ces hommes.

Jean-Luc DEBRY

Qu'est-ce que l'anarchisme ?



L'ORDRE MOINS LE POUVOIR
HISTOIRE ET ACTUALITÉ DE L'ANARCHISME
de Normand Baillargeon
Agone, coll. « Éléments »,
2008, 224 p., 10 €

Faute de pouvoir imaginer l'ordre sans la férule de l'autorité, la propagande a rendu le mot « anarchie » synonyme de désordre. Normand Baillargeon, dans la quatrième édition revue et augmentée de son livre, remémore à l'intention des nouvelles générations les racines et l'essence de cet idéal anti-autoritaire.

Ce mouvement a un passé historique et des territoires privilégiés. Dans de brefs chapitres, l'auteur retrace avec clarté le parcours des principaux théoriciens et les différentes formes d'anarchisme. L'Anglais William Godwin (1756-1836) formule les bases rationalistes, anti-autoritaires et anti-étatiques de l'anarchisme. Dans *L'Unique et sa propriété*, le philosophe allemand Max Stirner (1806-1856) complète d'un préalable d'éducation et de pédagogie l'anarchisme social. Proudhon (1809-1865) définit des principes d'autogestion et de mutualisme propres à générer un bien-être économique et une organisation fédéraliste garantissant l'affranchissement politique. Bakounine (1814-1876) se réclame de Proudhon dont il garde le fédéralisme et s'en distingue par un athéisme et un anticléricalisme prononcés. Sa critique du socialisme autoritaire provoque l'affrontement avec Marx au sein de la 1re Internationale. Kropotkine (1842-1921) crée un anarcho-communisme qui synthétise les apports de ses prédécesseurs. Partisan d'une économie au service des besoins réels de la population, il réfute la pseudo-loi de la jungle pour démontrer une règle naturelle d'entraide et de solidarité. Au début du XXe siècle, les idées libertaires séduisent le mouvement ouvrier à jeu égal avec la social-démocratie dans les pays d'Europe du Sud.

Ces pères fondateurs essaiment de nombreux continuateurs. Aux États-Unis, H.D. Thoreau (1817-1862) introduit la notion de désobéissance civile ; Emma Goldman (1869-1940) et Voltairine de Cleyre (1866-1912) *« ancrent le féminisme dans l'anarchisme »*. En Italie, Malatesta (1853-1932) lutte contre l'entrée des anarchistes dans les syndicats dont il anticipe l'enlisement corporatiste. Le géographe Élisée Reclus (1830-1905) lui donne sa dimension écologique, développée aux États-Unis avec Murray Bookchin (1921-2006), pionnier du municipalisme libertaire.

De nombreux faits et lieux, volontairement limités aux plus emblématiques, jalonnent le parcours de l'anarchisme, de la Commune de Paris à l'épopée de Makhno en Ukraine, incompatible avec la dictature du prolétariat de Lénine. De 1936 à 1939 en Espagne se produit la plus grande révolution sociale du XXe siècle : les militants de la CNT-FAI tentent de s'emparer de l'économie au moyen des collectivités agraires et industrielles.

Dans sa préface, Charles Jacquier souligne les perspectives actuelles favorables offertes par la conjoncture à l'anarchisme, entre la double impasse d'un capitalisme suicidaire et la vacuité d'une social-démocratie *« aux préoccupations partidaires et électoralistes »*.

Normand Baillargeon achève son manuel sur la critique des faux frères qui entretiennent la confusion entre libéraux et libertaires. Pour gagner en crédibilité, l'anarchisme doit mettre en avant son mode d'organisation économique, politique et social basé sur la solidarité et l'intérêt général.

Par son propos, cet ouvrage complété d'une utile bibliographie s'avère un point de départ sans rival pour mieux connaître *« la science de la liberté »* (Proudhon).

Hélène FABRE

Che Guevara et Staline

Avec ce testament, il faut entendre les *« fameux* Cahiers de Prague *comprenant principalement des notes critiques sur le manuel d'économie politique publié par l'Académie des sciences de l'Union soviétique, notes que Guevara a rédigées au printemps-été 1966 »*, peu de temps avant son ultime voyage en Bolivie. Celles-ci nous aident à mieux appréhender les conceptions politiques et économiques de Guevara.

Pour beaucoup, Guevara incarne l'idéal révolutionnaire. Fougueux, volontariste, désintéressé, méprisant la mort… le Che, figure romantique par excellence, est le « révolutionnaire rêvé »… celui qui meurt à 40 ans, sans s'être renié. Pas étonnant qu'il soit devenu, comme le dit Jean Vogel, *« l'une des icônes de l'industrie culturelle »*.

La radicalité dans l'engagement dont Guevara a témoigné toute sa vie se retrouve dans les moyens qu'il lui semble indispensable de mettre en place pour construire le socialisme. La thèse de Jean Vogel est claire : Che Guevara était un stalinien et la lecture des *Cahiers de Prague* l'atteste. Il conteste donc l'analyse de Michael Löwy qui, en 1997, faisait de Guevara un humaniste révolutionnaire *« à la fois marxiste orthodoxe et farouchement antidogmatique*[1] *»*. Ce que Guevara reproche à Staline, ce n'est pas la planification autoritaire ou le rôle dirigeant du parti-classe, c'est d'avoir négligé l'éducation communiste, c'est-à-dire d'avoir oublié que le socialisme reposait sur des hommes et des femmes conscients de ce qu'ils étaient en train de construire concrètement ; que la société nouvelle nécessitait des *« hommes nouveaux »*. C'est aussi pour cela que Guevara considère que la Nouvelle politique économique de Lénine est une hérésie en ce sens qu'elle fonde le développement économique sur l'intérêt personnel du travailleur. C'est pour cela qu'au stimulant matériel, *« arme capitaliste par excellence »*, il lui préférait *« le stimulant moral, le sens du devoir, la nouvelle conscience révolutionnaire*[2] *»*. Guevara considérait que *« le devoir social de l'individu est ce qui l'oblige à agir dans la production pour autre chose que sa panse »* ; et que pour arriver à cela, il fallait l'éduquer. Mais en marxiste orthodoxe, Guevara confie à l'État-parti cette mission, celle de contraindre les individus à adopter la nouvelle morale révolutionnaire. Jean Vogel fait un lien judicieux entre cette conception et celle développée par le philosophe Fichte qui écrivait dans *La doctrine de l'État* : *« À cette contrainte, il faut associer inséparablement une institution qui fasse de cet entendement supérieur un entendement commun à tous. Pas de contrainte, sauf associée à l'éducation, à la compréhension du droit. Le despote est en même temps éducateur, pour s'anéantir en tant que despote dans sa fonction d'éducateur. »*

Si je n'irai pas jusqu'à dire comme Jean Vogel que *« tant dans sa théorie que dans sa pratique, Guevara figure sans aucun doute parmi les révolutionnaires les plus autoritaires de l'histoire »*, je lui accorde bien volontiers que l'image d'un *« Guevara porte-drapeau d'un humanisme fraternel à coloration libertaire »* est bien loin de la réalité[3].

Christophe PATILLON

1. Michael Löwy, *La pensée de Che Guevara. Un humanisme révolutionnaire*, Syllepse, 1997 ; et, plus récemment (avec Olivier Besancenot), *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Mille et une nuits, 2007.
2. Che Guevara, *Œuvres III. Textes politiques*, Maspero, 1968.
3. Pour aller plus loin, lire : Samuel Farber, « La résurrection de Che Guevara », *Sans patrie ni frontières*, n° 23-24, mars 2008, p. 153-165.



LE TESTAMENT DU CHE
de Jean Vogel
Aden, 2008, 89 p., 10 €

LES DEUX FRANCE DU FRONT POPULAIRE

Gilles Morin & Gilles Richard (dir.), L'Harmattan, coll. Des poings et des roses, 2008, 412 p., 25 €

Cet ouvrage reprend les actes d'un colloque universitaire tenu à Paris du 4 au 6 décembre 2006. Pour ses promoteurs, qui soulignent d'emblée, sans beaucoup d'originalité, l'éloignement de ce début de XXI[e] siècle avec les années trente, il importe néanmoins de revenir sur cette période pour deux raisons essentielles : les questions du totalitarisme et de l'anti-fascisme, souvent absentes des travaux antérieurs, et l'accroissement des connaissances sur le sujet avec l'ouverture de nouvelles archives. Le fil conducteur de ces interventions se trouve dans le souci de réévaluer les dimensions politiques et sociales de l'événement. Pour les premières, les travaux se sont ouverts à l'étude des variations régionales des phénomènes à l'œuvre ; pour les secondes à des recherches sur la mobilisation des classes moyennes urbaines, de la petite paysannerie et du patronat qui viennent compléter l'attention antérieure au seul monde ouvrier. Une somme imposante, quelquefois inégale, à réserver aux spécialistes et aux passionnés de la période que ne découragent pas les conventions et la tonalité du genre.





L'amateur de livres

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables... **Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !**

Aulneau (J.), Le Rhin et la France. *Histoire politique et économique.* Plon, 1921, 385 p. non coupé. . . . . 20 €

Brenan (Gérald), Le Labyrinthe espagnol. *Origines sociales et politiques de la guerre civile.* Ruedo ibérico, 1962, 300 p., 9 cartes couleurs index . . . . 18 €

Chanson (Paul), Communisme ou corporatisme ? Éditions du Cerf, 1937, 265 p. . . . . 15 €

Claretie (Jules), Histoire de la Révolution de 1870-71. Bureaux du journal *L'Eclipse,* 1872, 1re édition en 1 vol. relié demi basane rouge dos lisse à faux nerfs et titre dorés, 796 p./2 col., nombreuses illustrations hors et dans le texte, page de titre restaurée (d'époque), sinon très bel exemplaire . . . . 60 €

(Collectif), Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789-1799. Bouquins, 1987, 1220 p., parfait état . . . . 25 €

D'Alméras (Henri), LaVie parisienne sous la Révolution & le Directoire. Albin Michel, 1909, 432 p., nbr. illustrations dans et hors texte. Parfait état. . . . . . 20 €

(Dubreuil (Hyacinthe)) ouvrier-syndicaliste-sociologue. Publié par le comité Hyacinthe Dubreuil. Imprimerie du compagnonnage, 1971, 76 p., bibliographie. . . . . 15 €

Dulaure (J.A.), Histoire illustrée de la terreur blanche. Degorce Cadot (s.d. ; 1873 ?), 204 p., relié demi chagrin rouge, dos à nerfs, titre doré, bon état (rare) . . . . 50 €

Duroc (Pierre), Face au capitalisme. Gallimard, 1936, serv. de presse, 310 p., exemplaire défraîchi . . . . 8 €

Lalanne (Ernest), Les fêtes de la Révolution. Librairie d'éducation, 1880, Cartonnage de prix, 128 p., illustrations hors texte, couverture défraîchie . . . . 18 €

Levallois (Jules), De la Restauration à nos jours, 1815-1900. *Ce rare ouvrage fait suite à l'Histoire de la Révolution Française par J.Michelet.* Jules Rouff, 1902, relié demi cuir, dos lisse à faux nerfs et titre dorés, parfait état . . . . . 60 €

Louis (Paul), Histoire du socialisme en France 1789-1945. Marcel Rivière, 1946, 423 p., exemplaire non coupé en parfait état . . . . 25 €

Masson (Georges-Armand), Soliveau ou le parfait parlementaire. Éditions du Siècle, 1923, 123 p., manque à la couverture, sinon bon état . . . . 15 €

Marc (Alexandre), Avènement de la France ouvrière. Aux Portes de France 1945, 350 p., parfait état . . . . 25 €

Marx (Karl), Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Éditions Sociales, 1949, 130 p., chronologie, index, ex. non coupé. . . . 15 €

Murailles révolutionnaires (Les). *Professions de foi, Affiches, Décrets, Bulletins de la République, Fac-simile de signatures (Paris et départements) de la Révolution de 1848* . Bry ainé 1856, 2 tomes en 1 volume relié demi basane rouge, dos lisse à faux nerfs et titre dorés, préface d'Alfred Delvau, illustration hors texte des portraits des membres du gouvernement, des chefs de clubs etc. 1er plat légèrement défraîchi sinon parfait état . . . . 200 €

Nass (Lucien), Le Siège de Paris et la Commune. *Essais de pathologie historique.* Plon 1914, ii, 360 p., rare, bel exemplaire non coupé . . . . 35 €

Pascal (Edmond), Journal d'un petit Parisien pendant le siège (1870-1871). *Le journal va du 3 sept. 70 au 31 janv. 71.* Librairie d'Éducation Nationale, s.d., percaline rouge d'éditeur à motifs floraux, tranches dorées illustrations hors et dans le texte, 326 p., couv. un peu passée. . . . 35 €

Patenotre (Raymond), Vers le bien-être par la réforme de la monnaie et du crédit. *La misère dans l'abondance.* Petit Journal 1936, 191 p. . . . . 15€

Reboux (Paul), Pour le salut du monde. La Voix de la Paix, Auberville-sur-Mer (14), 1958, brochure de 32 p. . . . . 8 €

Rousseau (Madeleine), Blancs et Noirs au jour de vérité. Le Musée Vivant, 1960, 192 p., index . . . . 15 €

Roux (Georges), Thiers. N.E.L., 1948, 271 p., chronologie, envoi à Jean Maze, rare. . . . 20 €

Seignobos (Charles), Histoire sincère de la Nation française. *Essai d'une histoire de l'évolution du peuple français.* Rieder, 1933, 419 p., index, exemplaire non coupé.. . . 15 €

Tardieu (André), La Réforme de l'État. Flammarion, 1934, 142 p. . . . . 12 €

Wirsing (Giselher), Cent familles dominent l'Empire Britannique. *Ouvrage de propagande allemande.* Berlin 1940, 101 p., illustrations photographiques hors texte et nombreux graphiques explicatifs, bibliographie. . . . . 20 €

Yvon (M.), Ce qu'est devenue la Révolution russe. *La Révolution Prolétarienne,* N° 2, brochure de 87 p. . . . . 12 €

Notre librairie dispose d'un grand nombre de numéros des célèbres revues *L'Assiette au Beurre* et *Le Rire.* Les lecteurs de *Gavroche* désireux d'acquérir certains numéros sont priés de formuler leur demande soit par courrier, soit par mail à l'adresse suivante : contact@librairie-floreal.com

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe — 27000 EVREUX — Tél. 02 32 33 22 33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	4,00 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal



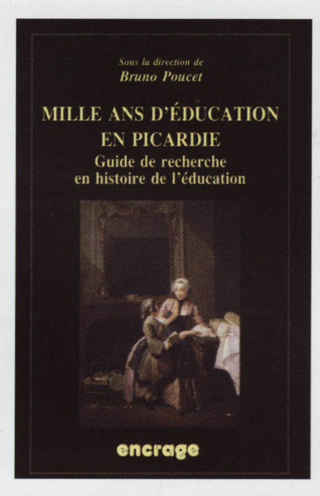
Sophie Drozdowiez,
Jeanne Mélin
Pacifiste et féministe ardennaise (1877-1964)
Terres ardennaises, 2008,
231 p., 35 €

« Propagandiste pacifiste, féministe, économique, sociale et politique », ainsi se définissait elle-même cette militante et femme de lettres qui fut la première candidate féminine à se présenter à l'élection présidentielle en 1946.
Consciente de l'importance de ses archives personnelles pour ceux qui s'intéresseraient aux mouvements féministes et pacifistes de l'entre-deux-guerres, Jeanne Mélin les avait déposées aux Archives des Ardennes et à la Bibliothèque historique de la ville de Paris.
C'est en s'appuyant notamment sur ces documents, mais aussi en consultant les archives de la Préfecture de police de Paris qui suivait de très près les activités des organisations féministes et pacifistes que l'auteur nous fait connaître l'action de cette militante dans de nombreux mouvements féministes et pacifistes.
Un travail qu'il fallait faire puisque le nom de Jeanne Mélin est trop rarement cité dans les études consacrées au pacifisme et au féminisme.



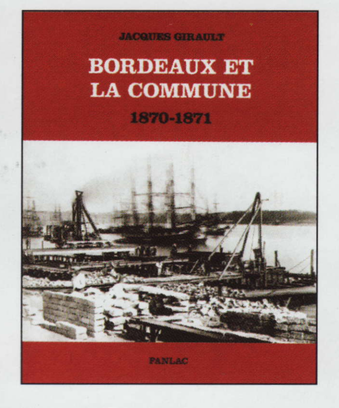
Roger Faligot
La rose et l'edelweiss
Éditions La Découverte, 2009,
280 p., 20 €

La rose pour la Rose blanche et l'edelweiss pour les Pirates de l'edelweiss, noms de deux groupes de jeunes qui combattirent le nazisme en Allemagne. Mais le livre ne relate pas seulement les actions de résistance de ces jeunes. On découvre que *« ces enfants de la liberté »*, des ados entre douze et vingt ans, ont été nombreux à s'engager dans les pays victimes du nazisme et notamment en France. Beaucoup plus nombreux que l'histoire officielle n'a bien voulu nous le dire. Roger Faligot le démontre à partir de documents et témoignages inédits.



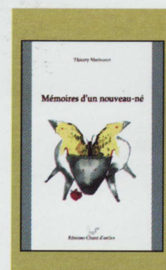
Sous la direction de Bruno Poucet,
Mille ans d'éducation en Picardie
Éditions Encrage, 2008, 318 p., 36 €

Ce guide de recherche est le résultat d'un travail de quatre années pour une équipe d'enseignants-chercheurs en science de l'éducation, des historiens, des archivistes et des étudiantes.
Destiné aux chercheurs et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire éducative de cette région, cet ouvrage dresse un état des lieux de la recherche et présente un guide des sources avec des indications pratiques pour faciliter les recherches.



Jacques Girault
Bordeaux et la Commune
Éditions Fanlac,
2009, 387 p., 24 €

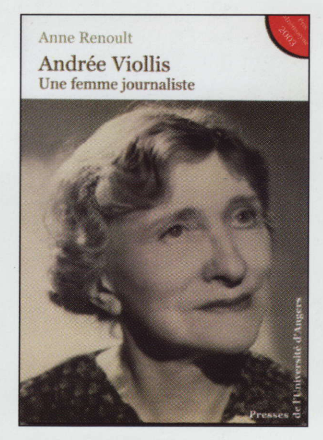
L'auteur livre là une remise à jour de son livre sorti en 1971 en tenant compte des apports de nouveaux travaux de recherche. Dans son premier ouvrage, Jacques Girault faisait connaître le comportement de la population bordelaise dans les années 1870-1871. Cette nouvelle édition va plus loin dans l'analyse pour tenter d'expliquer pourquoi il n'y a pas eu de commune à Bordeaux, une ville pourtant devenue le centre de la vie politique dans une France vaincue.



Thierry Maricourt
- Mémoires d'un nouveau-né
Édition Chant d'orties,
72 p., 10 €
- Aux marches du savoir : les ateliers d'écriture, 341 p, 19 €

AUX MARCHES DU SAVOIR : LES ATELIERS D'ÉCRITURE
Thierry Maricourt

Après de nombreux articles dans diverses revues dont *Gavroche*, Thierry Maricourt s'est engagé dans une littérature d'émancipation avec *« un regard qui essaye de comprendre comment les gens fonctionnent »*. Il anime également des ateliers d'écriture.



Anne Renoult
Andrée Viollis
Une femme journaliste
Éditions Presses de l'Université d'Angers,
2004, 207 p., 15,90 €

Suite à la présentation du livre d'Andrée Viollis, *Indochine S.O.S.*, une abonnée nous a fait parvenir ce livre, fruit d'une recherche d'une jeune universitaire récompensé par l'Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre. Pour découvrir un parcours exceptionnel d'une femme grand reporter et militante très engagée dans l'antifascisme et le féminisme.



Tangui Perron
Histoire d'un film. Mémoire d'une lutte.
Éditions Scope, 2009, 192 p. + 1 DVD de 2 h, 29 €

Immigration, banlieue, luttes politiques et syndicales, le livre nous ramène après 1968 alors que se développe un cinéma militant avec des journalistes exclus de la télévision.
Marcel Trillat et Frédéric Varlot réalisent *Étranges étrangers*, un documentaire sur les bidonvilles et taudis d'Aubervilliers et Saint-Denis après l'asphyxie dans un foyer de cinq travailleurs noirs. Ce film de 58 minutes figure sur le DVD qui accompagne le livre avec trois courts métrages, notamment sur Penarroya, et un portrait-interview (45 min) de Marcel Trillat qui redonne du sens au métier de journaliste.